

TESTO UFFICIALE
TEXTE OFFICIEL

PARTE PRIMA

LEGGI E REGOLAMENTI

Règlement régional n° 6 du 21 mai 1998,

autorisation pour l'achat des produits phytosanitaires en application des articles 23 et 24 du D.P.R. n° 1255 du 3 août 1968.

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

promulgue

le règlement dont la teneur suit:

Art. 1^{er}
(Délivrance du permis)

1. Le permis d'acheter des produits phytosanitaires «nuisibles», «toxiques» ou «très toxiques» est délivré, à toutes les personnes âgées de plus de 18 ans qui ont réussi l'examen final du cours de préparation y afférent, par le service régional compétent en matière phytosanitaire et des produits d'origine végétale, appelé par la suite service compétent, indiqué par le Gouvernement régional aux termes de l'art. 8 de la loi n° 45 du 23 octobre 1995, portant réforme de l'organisation de l'administration régionale de la Vallée d'Aoste et révision de la réglementation du personnel.

Art. 2
(Cours de préparation)

1. Le cours de préparation visé à l'art. 1^{er} du présent règlement prévoit 20 heures d'enseignement théorique et pratique, portant sur les matières suivantes:

- a) Toxicologie et questions sanitaires;
- b) Prévention des accidents et sécurité sur les lieux de travail;
- c) Dispositions législatives;
- d) Mode d'emploi des produits visés à l'art. 1^{er};
- e) Protection de l'environnement contre la pollution;
- f) Alternatives à la lutte chimique (lutte intégrée, biologique, mécanique, désorientation sexuelle, etc.);
- g) Rôle des organismes auxiliaires;

PREMIÈRE PARTIE

LOIS ET RÈGLEMENTS

Regolamento regionale 21 maggio 1998, n. 6.

Autorizzazione all'acquisto dei prodotti fitosanitari in applicazione degli articoli 23 e 24 del D.P.R. 3 agosto 1968, n. 1255.

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

promulga

il seguente regolamento:

Art. 1
(Rilascio dell'autorizzazione)

1. L'autorizzazione all'acquisto dei prodotti fitosanitari «nocivi», «tossici» e «molto tossici» è rilasciata, a coloro che hanno compiuto il diciottesimo anno di età e sono risultati idonei all'esame finale seguente al corso specifico di preparazione, dal servizio regionale competente in materia fitosanitaria e di produzioni vegetali, chiamato in seguito servizio di competenza, individuato dalla Giunta regionale ai sensi dell'art. 8 della legge regionale 23 ottobre 1995, n. 45 (Riforma dell'organizzazione dell'Amministrazione regionale della Valle d'Aosta e revisione della disciplina del personale).

Art. 2
(Corso di preparazione)

1. Il corso di preparazione di cui all'art. 1 prevede 20 ore di lezioni teorico-pratiche vertenti sulle seguenti materie :

- a) aspetti tossicologici e sanitari ;
- b) prevenzione degli incidenti e sicurezza sul lavoro ;
- c) aspetti legislativi ;
- d) modalità per il corretto impiego dei prodotti di cui all'art. 1 ;
- e) protezione dell'ambiente contro l'inquinamento ;
- f) metodi di lotta alternativa a quella chimica (integrata, biologica, meccanica, disorientamento sessuale, ecc.) ;
- g) ruolo degli organismi ausiliari ;

- h) Biologie des principaux parasites;
i) Mécanisme d'action des principaux produits antiparasitaires et effets secondaires.

Art. 3
(Inscription)

1. Les candidats qui désirent s'inscrire au cours susmentionné en vue de l'examen final visé à l'art. 1^{er} du présent règlement doivent présenter leur demande, établie sur le formulaire disponible auprès du bureau compétent, dans le délai visé audit formulaire et fournir la photo d'identité nécessaire à l'établissement du permis.

Art. 4
(Absences)

1. Les absences sont tolérées dans la mesure où elles n'excèdent pas 5 heures, sur les 20 que prévoit le cours. Le candidat qui n'a pas suivi le nombre d'heures de cours nécessaire pour être admis à l'examen visé à l'art. 1^{er} du présent règlement peut compléter sa préparation en suivant un autre cours, durant la même session.

Art. 5
(Examen)

1. Chaque candidat doit répondre à un questionnaire à choix multiple. Il reçoit une fiche de 24 questions et doit fournir un minimum de 19 réponses exactes pour être déclaré reçu à l'examen.

Art. 6
(Permis)

1. Le permis est délivré aux candidats reçus à l'examen visé à l'art. 1^{er}. Conformément à l'annexe n° 1 du présent règlement, ce permis est numéroté et porte mention de l'état civil, de la résidence et du domicile de son détenteur. La photo de ce dernier est fixée sur le permis susmentionné et validée par le cachet du service compétent. Ledit permis est signé par le chef de service et a une validité de 5 ans à dater de sa délivrance.

Art. 7
(Modalités de renouvellement du permis)

1. Tous les 5 ans, les détenteurs du permis visé à l'art. 1^{er} du présent règlement doivent suivre un stage de recyclage d'une durée de 12 heures, sanctionné par un examen oral, devant un jury qui décide du niveau du candidat. Pour être admis à ce stage et à l'examen y afférent, le détenteur du permis doit présenter une demande rédigée sur le formulaire prévu à cet effet.

Art. 8
(Stage de recyclage)

1. Le stage en vue du renouvellement du permis d'acheter des produits phytosanitaires comporte 12 heures de cours, théoriques et pratiques, portant sur les matières prévues par

- h) biologia dei principali parassiti ;
i) meccanismi d'azione dei principali prodotti antiparassitari e effetti secondari.

Art. 3
(Iscrizione)

1. I candidati che intendono iscriversi al corso e sostenere l'esame finale di cui all'art. 1 devono presentare domanda su apposito modulo predisposto dal servizio di competenza, nei termini ivi indicati, allegando una fotografia formato tessera, necessaria per il rilascio dell'autorizzazione.

Art. 4
(Assenze)

1. Sono tollerate assenze non superiori alle 5 ore sulle 20 previste. Il candidato che non raggiunge il numero minimo di ore di frequenza al corso per l'ammissione all'esame di cui all'art. 1, può completare la preparazione frequentando un altro corso entro lo stesso ciclo.

Art. 5
(Esame)

1. L'esame consiste nel rispondere ad un questionario a risposte multiple. Ad ogni candidato è consegnata una scheda contenente 24 domande e i candidati sono ritenuti idonei qualora rispondano esattamente ad almeno 19 domande.

Art. 6
(Autorizzazione)

1. Ai candidati che risultano idonei all'esame di cui all'art. 1 è rilasciato un tesserino, conforme all'allegato 1, numerato progressivamente, recante i dati anagrafici, di residenza e domicilio del titolare, corredato di fotografia convalidata con il timbro del servizio di competenza e vidimato dal dirigente. Tale documento ha una validità di 5 anni dalla data del rilascio.

Art. 7
(Modalità per il rinnovo dell'autorizzazione)

1. I candidati che sono già in possesso dell'autorizzazione di cui all'art. 1 sono tenuti, al fine del rinnovo quinquennale, alla frequenza di un corso di aggiornamento di 12 ore al termine del quale la commissione giudicherà l'idoneità del candidato sulla base di un colloquio orale. Per essere ammessi al corso e all'esame finale è necessaria la presentazione di una domanda su apposito modulo.

Art. 8
(Corso di aggiornamento)

1. Il corso di preparazione per il rinnovo dell'autorizzazione all'acquisto dei prodotti fitosanitari si svolge in 12 ore di lezioni teorico-pratiche, vertenti sulle materie di cui all'art. 2,

l'art. 2 du présent règlement et visant, en particulier, à informer l'utilisateur des nouveautés qui ont été introduites pendant les 5 dernières années, sur les plans technique, juridique et sanitaire.

Art. 9

(Absences tolérées lors du stage de recyclage)

1. Les absences sont tolérées dans la mesure où elles n'excèdent pas 3 heures sur les 12 que prévoit le cours. Le candidat qui n'a pas suivi le nombre d'heures de cours nécessaire pour être admis à l'examen visé à l'art. 7 du présent règlement peut compléter sa préparation en suivant un autre cours, durant la même session.

2. La validité du permis est suspendue tant que son détenteur n'a pas réussi l'examen visé à l'art. 7 du présent règlement.

Art. 10

(Renouvellement du permis)

1. Le permis des candidats reçus à l'examen visé à l'art. 7 du présent règlement est renouvelé par l'apposition du cachet du service compétent et la signature du chef dudit service. Il est valable 5 ans, à dater de sa délivrance.

Art. 11

(Echec à l'examen)

1. Le candidat qui échoue à l'examen visé à l'art. 1^{er} du présent règlement ou à celui visé à l'art. 7 a la possibilité de s'y présenter une seconde fois sans être tenu de suivre à nouveau le cours de préparation ou le stage de recyclage.

2. En cas de second échec, le candidat doit obligatoirement suivre de nouveau le cours ou le stage susmentionnés.

Art. 12

(Dispense)

1. Sur présentation de leur diplôme, les ingénieurs agronomes «laureati in scienze agrarie», les techniciens agricoles «diplomati universitari in fitoiatria, periti agrari, agrotecnici» et les diplômés des écoles techniques d'agriculture ex «scuole tecniche per agricoltura», peuvent être dispensés tant du cours que de l'examen final visés à l'art. 1^{er} du présent règlement.

Art. 13

(Jury)

1. Le jury d'examen se compose de trois membres:

- a) Le responsable du service compétent (ou son délégué), qui fait office de président;
- b) Le responsable de la structure compétente en matière d'hygiène publique de l'U.S.L. (ou son délégué);
- c) Le coordinateur de l'unité chargée de la sécurité sur les lieux de travail (ou son délégué).

mirate in particolar modo a informare l'operatore sulle novità di carattere tecnico, giuridico e sanitario maturate nel quinquennio precedente.

Art. 9

(Assenze tollerate al corso di aggiornamento)

1. Sono tollerate assenze non superiori alle 3 ore sulle 12 previste. Il candidato che non raggiunge il limite minimo di ore di frequenza al corso per essere ammesso all'esame di cui all'art. 7 può completare la sua preparazione frequentando un altro corso entro lo stesso ciclo.

2. Fino a quando il titolare dell'autorizzazione scaduta non abbia superato l'esame di cui all'art. 7, la validità della stessa è sospesa.

Art. 10

(Rinnovo dell'autorizzazione)

1. L'autorizzazione dei candidati che hanno superato l'esame di cui all'art. 7 è rinnovata mediante l'apposizione sul tesserino del timbro del servizio di competenza con la firma del dirigente. Tale documento ha una validità di 5 anni dalla data del rilascio.

Art. 11

(Non superamento dell'esame)

1. Il candidato che non supera l'esame di cui all'art. 1 o l'esame di cui all'art. 7 ha la facoltà di sostenere una seconda prova senza dover frequentare nuovamente un corso di preparazione o un corso di aggiornamento.

2. Nel caso di una seconda prova negativa, il candidato è tenuto a frequentare un altro corso di preparazione o di aggiornamento.

Art. 12

(Esenzioni)

1. I laureati in scienze agrarie, i diplomati universitari in fitoiatria, i periti agrari, gli agrotecnici e i diplomati delle scuole tecniche d'agricoltura, ex scuole tecniche per l'agricoltura sono esentati dal corso e dall'esame finale di cui all'art. 1, previa presentazione del relativo titolo di studio.

Art. 13

(Commissione d'esame)

1. La commissione d'esame è composta da tre membri :

- a) il responsabile del servizio di competenza (o un suo delegato), in qualità di presidente ;
- b) il responsabile della struttura competente in materia di igiene pubblica dell'U.S.L. (o un suo delegato) ;
- c) il coordinatore dell'unità incaricata della sicurezza sul lavoro (o un suo delegato).

Art. 14
(Organisation du cours et du stage)

1. L'organisation du cours et du stage fait l'objet de mesures administratives. La proposition desdites mesures revient au service compétent, en fonction du nombre de demandes qui lui parviennent.

2. L'organisation d'un cours, ou d'un stage, implique un minimum de 20 participants et un maximum de 50.

Le présent règlement sera publié au Bulletin officiel de la Région.

Quiconque est tenu de l'observer et de le faire observer comme règlement de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 21 mai 1998.

Le président,
Dino VIÉRIN

Art. 14
(Organizzazione dei corsi)

1. I corsi di preparazione e d'aggiornamento sono organizzati con appositi provvedimenti amministrativi dal servizio di competenza in base al numero di domande presentate.

2. I corsi si svolgono con un minimo di 20 e fino ad un massimo di 50 iscritti.

Il presente regolamento sarà pubblicato sul Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come regolamento della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 21 maggio 1998.

Il Presidente
VIÉRIN

Decreto del Presidente della
Repubblica 3 agosto 1968 n. 1255

Art. 23 – I presidi sanitari appartenenti alla I e II classe possono essere venduti per l'impiego diretto per sé e per conto terzi soltanto a coloro che siano muniti di apposita autorizzazione rilasciata dall'ispettorato provinciale dell'agricoltura.

La presente tessera vale cinque anni dalla data del rilascio.

REGION AUTONOME VALLEE D'AOSTE

Assessorat de l'agriculture, des forêts
et des ressources naturelles
Service phytosanitaire



Autorisation pour l'achat des produits
phytosanitaires appartenant à la I et à
la II classe de toxicité.

N° _____

<p>Nom</p> <p>Cognome</p> <p>Prénom</p> <p>Nome</p> <p>né(e) à..... le.....</p> <p>nato a il.....</p> <p>résident à</p> <p>residente a</p> <p>domicile</p> <p>indirizzo</p> <p>consigné le</p> <p>rilasciato il</p>	<div data-bbox="990 466 1276 754" style="border: 1px solid black; width: 128px; height: 181px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: center;">Signature du titulaire Firma del titolare</p> <hr style="width: 100%; margin: 10px auto;"/> <p style="text-align: center;">Le chef du service phytosanitaire valdôtain Il capo servizio fitosanitario valdostano</p> <hr style="width: 100%; margin: 10px auto;"/>	<p>Valable jusqu'au</p> <p>Valevole fino a</p> <p>Valable jusqu'au</p> <p>Valevole fino a</p> <p>Valable jusqu'au</p> <p>Valevole fino a</p> <p>Valable jusqu'au</p> <p>Valevole fino a</p> <p>Valable jusqu'au</p> <p>Valevole fino a</p>
--	--	--

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Proposition de règlement n° 29

- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 3381 du 29.09.1997) ;
- présentée au Conseil régional en date du 02.10.1997 ;
- soumise aux Commissions permanentes 3^{ème} et 5^{ème} du Conseil en date du 08.10.1997 ;
- examinée par la 3^{ème} Commission permanente du Conseil - avis en date du 29.10.1997 - nouveau texte de la Commission ;
- examinée par la 5^{ème} Commission permanente du Conseil - avis en date du 04.11.1997 - nouveau texte de la 3^{ème} Commission ;
- approuvée par le Conseil régional lors de la séance du 26.11.1997, délibération n° 2862/X ;
- transmise au Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 02.12.1997 ;
- visé par le Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 19.05.1998, par rapport aux précisions suivantes présentées par le Président du Conseil régional par lettre réf. n° 3355 en date du 09.05.1998 :

«É senz'altro vero che il D.P.R. n. 1255/1968 e la circolare ministeriale n. 37/1988 contengono una disciplina, peraltro non dettagliata, circa lo svolgimento dei corsi per l'acquisto dei prodotti fitosanitari ma ciò che non è vero è che la Regione sia sprovvista di competenza ad esercitare la potestà regolamentare in materia. Infatti, pur non contenendo il citato D.P.R. alcuna indicazione circa le attribuzioni delle Regioni in materia è necessario sottolineare che la Regione Valle d'Aosta, oltre ad essere dotata di competenza legislativa in materia di agricoltura ai sensi dell'articolo 2, lettera «d» dello Statuto speciale è titolare, altresì di una specifica funzione amministrativa in materia di difesa e lotta fitosanitaria nonché di preparazione professionale degli operatori agricoli e forestali.

Tali funzioni amministrative sono state trasferite alla Regione ai sensi dell'articolo 38, primo comma del D.P.R. n. 182/1982 ragione per la quale la disciplina degli esami per ottenere l'autorizzazione all'acquisto di prodotti fitosanitari non può che essere di competenza regionale e, nell'ambito dell'esercizio delle anzidette funzioni amministrative, potrà scegliere lo strumento ritenuto più idoneo al fine di normare un delicato settore della materia «agricoltura».

Pertanto, anche l'ulteriore osservazione concernente l'eventuale contrasto della disciplina regionale con le previsioni contenute nel D.P.R. n. 1255/1968 e nella circolare del Ministero della Sanità n. 37/1988, perde di rilievo in quanto la competenza legislativa regionale in materia di agricoltura ed il conseguente esercizio delle relative funzioni amministrative non trovano limiti nelle circolari né vi sono disarmonie con le scarse disposizioni del più volte citato D.P.R.»

Le seguenti note, redatte a cura del Servizio del Bollettino ufficiale, ai sensi dell'articolo 7, secondo comma, lettera «g» della legge regionale 29 maggio 1992, n. 19, hanno il solo scopo di facilitare la lettura delle disposizioni di legge richiamate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

NOTE AL REGOLAMENTO REGIONALE
21 MAGGIO 1998 N. 6.

LAVORI PREPARATORI

Proposta di regolamento n. 29

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 3381 del 29.09.1997);
- presentata al Consiglio regionale in data 02.10.1997;
- assegnato alle Commissioni consiliari permanenti 3^a e 5^a in data 08.10.1997;
- esaminato dalla 3^a Commissione consiliare permanente, con parere in data 29.10.1997, nuovo testo della Commissione;
- esaminato dalla 5^a Commissione consiliare permanente, con parere in data 04.11.1997, nuovo testo della 3^a Commissione;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 26.11.1997, con deliberazione n. 2862/X;
- trasmesso al Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 02.12.1997;
- vistato dal Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 19.05.1998, in relazione alle seguenti precisazioni fornite dal Presidente del Consiglio regionale con lettera prot. n. 3355 del 09.05.1998:

«É senz'altro vero che il D.P.R. n. 1255/1968 e la circolare ministeriale n. 37/1988 contengono una disciplina, peraltro non dettagliata, circa lo svolgimento dei corsi per l'acquisto dei prodotti fitosanitari ma ciò che non è vero è che la Regione sia sprovvista di competenza ad esercitare la potestà regolamentare in materia. Infatti, pur non contenendo il citato D.P.R. alcuna indicazione circa le attribuzioni delle Regioni in materia è necessario sottolineare che la Regione Valle d'Aosta, oltre ad essere dotata di competenza legislativa in materia di agricoltura ai sensi dell'articolo 2, lettera «d» dello Statuto speciale è titolare, altresì di una specifica funzione amministrativa in materia di difesa e lotta fitosanitaria nonché di preparazione professionale degli operatori agricoli e forestali.

Tali funzioni amministrative sono state trasferite alla Regione ai sensi dell'articolo 38, primo comma del D.P.R. n. 182/1982 ragione per la quale la disciplina degli esami per ottenere l'autorizzazione all'acquisto di prodotti fitosanitari non può che essere di competenza regionale e, nell'ambito dell'esercizio delle anzidette funzioni amministrative, potrà scegliere lo strumento ritenuto più idoneo al fine di normare un delicato settore della materia «agricoltura».

Pertanto, anche l'ulteriore osservazione concernente l'eventuale contrasto della disciplina regionale con le previsioni contenute nel D.P.R. n. 1255/1968 e nella circolare del Ministero della Sanità n. 37/1988, perde di rilievo in quanto la competenza legislativa regionale in materia di agricoltura ed il conseguente esercizio delle relative funzioni amministrative non trovano limiti nelle circolari né vi sono disarmonie con le scarse disposizioni del più volte citato D.P.R.»

Nota all'articolo 1:

⁽¹⁾ L'articolo 8 della legge regionale 23 ottobre 1995, n. 45 prevede quanto segue:

«(Individuazione delle strutture e determinazione delle piante organiche)

1. La Giunta regionale istituisce le strutture organizzative dirigenziali, sia permanenti sia temporanee, e ne definisce contestualmente l'articolazione, le competenze, il sistema di interrelazioni ai sensi degli art. 6 e 7.

2. La Giunta regionale definisce, sulla base dei principi organizzativi di cui agli art. 6 e 7 e nei limiti di spesa relativi alla dotazione organica definita con legge:
- l'articolazione delle posizioni dirigenziali in relazione alle strutture organizzative;
 - la ripartizione della dotazione organica in qualifiche funzionali;
 - i profili professionali in cui si articolano le qualifiche funzionali e il numero dei posti di organico per

ciascun profilo;

- l'articolazione della dotazione organica per ogni struttura dirigenziale.

3. L'articolazione delle strutture organizzative è aggiornata periodicamente ed ogni qualvolta siano messe in atto modifiche rilevanti riguardanti i compiti, la loro complessità, la distribuzione delle responsabilità e l'assegnazione delle risorse.».

Legge regionale 26 maggio 1998, n. 34.

Autorizzazione di spesa per la liquidazione di spese per la gestione di comunità riabilitative a favore di tossicodipendenti, alcooldipendenti, affetti da HIV e malati di AIDS.

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

promulga

la seguente legge:

Art. 1

(Autorizzazione di spesa)

1. È autorizzata, per l'anno 1998, la spesa di lire 350.000.000 per la liquidazione di spese per la gestione di comunità riabilitative a favore di tossicodipendenti, alcooldipendenti, affetti da HIV e malati di AIDS.

Art. 2

(Disposizioni finanziarie)

1. Alla copertura dell'onere di lire 350.000.000 derivante dall'applicazione della presente legge, che farà carico al capitolo 61045 del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1998, la cui codificazione e descrizione sono modificate come indicato all'art. 3, si provvede mediante riduzione di pari importo degli stanziamenti iscritti al capitolo 35060 (Spese per l'acquisto di beni patrimoniali).

Art. 3

(Variazioni di bilancio)

1. Alla parte spesa del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1998 sono apportate le seguenti variazioni:

a) in diminuzione:

cap. 35060 «Spese per l'acquisto di beni patrimoniali»

lire 350.000.000;

Loi régionale n° 34 du 26 mai 1998,

autorisant la liquidation des dépenses nécessaires en vue de la gestion des communautés de réhabilitation pour toxicomanes, alcooliques, personnes contaminées par le VIH et sidéens.

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

promulgue

la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}

(Autorisation de dépense)

1. La dépense de 350 000 000 L est autorisée au titre de 1998 en vue de la liquidation des dépenses nécessaires aux fins de la gestion des communautés de réhabilitation pour toxicomanes, alcooliques, personnes contaminées par le VIH et sidéens.

Art. 2

(Dispositions financières)

1. La dépense de 350 000 000 L dérivant de l'application de la présente loi – dépense qui grèvera le chapitre 61045 du budget prévisionnel 1998 de la Région, dont la codification et la description sont modifiées au sens de l'art. 3 de la présente loi – est couverte par la réduction, pour un montant égal, des crédits inscrits au chapitre 35060 (Dépenses pour l'achat de biens patrimoniaux).

Art. 3

(Rectifications du budget)

1. La partie dépenses du budget prévisionnel 1998 de la Région fait l'objet des rectifications suivantes :

a) Diminution :

Chap. 35060 «Dépenses pour l'achat de biens patrimoniaux»

350 000 000 L

b) in aumento:

codificazione: 01.01.01.04.01.02.08.007

cap. 61045 «Spese per la gestione di comunità riabilitative a favore di tossicodipendenti, alcooldipendenti, affetti da HIV e malati di AIDS»
lire 350.000.000.

Art. 4
(Dichiarazione d'urgenza)

1. La presente legge è dichiarata urgente ai sensi dell'art. 31, comma terzo, dello Statuto speciale per la Valle d'Aosta ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 26 maggio 1998.

Il Presidente
VIÉRIN

LAVORI PREPARATORI

Disegno di legge n. 309

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 855 del 16.03.1998);
- presentato al Consiglio regionale in data 18.03.1998;
- assegnato alla 5ª Commissione consiliare permanente in data 23.05.1998;
- assegnato alle Commissioni Affari Generali, per il parere di compatibilità del progetto di legge con i bilanci della Regione, in data 23.03.1998;
- esaminato dalla 5ª Commissione consiliare permanente, con parere in data 31.03.1998 e relazione del Consigliere PICCOLO;
- esaminato dalla 2ª Commissione consiliare permanente, con parere in data 02.04.1998;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 09.04.1998, con deliberazione n. 3113/X;
- trasmesso al Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 24.04.1998;
- vistato dal Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 20.05.1998.

Legge regionale 26 maggio 1998, n. 35.

Nuova disciplina per gli alloggi di edilizia residenziale pubblica. Ulteriori modificazioni alla legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 (Normativa e criteri generali per l'assegnazione, la determinazione dei canoni e la gestione degli alloggi di edilizia residenziale pubblica), alla legge regionale 28 novembre 1986, n. 56 (Norme per la concessione di finanziamenti agevolati a favore delle cooperative edilizie) e alla legge regionale 4 settembre 1995, n. 40 (Norme regionali per la vendita del patrimonio di edilizia residenziale pubblica).

b) Augmentation :

Codification : 01.01.01.04.01.02.08.007

Chap. 61045 «Dépenses pour la gestion des communautés de réhabilitation pour toxicomanes, alcooliques, personnes contaminées par le VIH et sidéens»
350 000 000 L

Art. 4
(Déclaration d'urgence)

1. La présente loi est déclarée urgente aux termes du troisième alinéa de l'article 31 du Statut spécial et entrera en vigueur le jour qui suit celui de sa publication.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 26 mai 1998.

Le président,
Dino VIÉRIN

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Projet de loi n° 309

- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 855 du 16.03.1998) ;
- présenté au Conseil régional en date du 18.03.1998 ;
- soumis à la 5^{ème} Commission permanente du Conseil en date du 23.05.1998 ;
- soumis à la Commission des affaires générales aux fins de l'avis de compatibilité du projet de loi et des budgets de la Région, en date du 23.03.1998 ;
- examiné par la 5^{ème} Commission permanente du Conseil - avis en date du 31.03.1998 et rapport du Conseiller PICCOLO;
- examiné par la 2^{ème} Commission permanente du Conseil - avis en date du 02.04.1998 ;
- approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 09.04.1998, délibération n° 3113/X ;
- transmis au Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 24.04.1998 ;
- visé par le Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 20.05.1998.

Loi régionale n° 35 du 26 mai 1998,

portant nouvelle réglementation des logements sociaux et modifiant la loi régionale n° 39 du 4 septembre 1995, relative aux dispositions et critères généraux en matière d'attribution, de détermination des loyers et de gestion des logements sociaux, la loi régionale n° 56 du 28 novembre 1986, relative aux dispositions pour l'octroi de prêts bonifiés aux coopératives de construction, et la loi régionale n° 40 du 4 septembre 1995, relative aux dispositions régionales en matière de vente du parc des logements sociaux.

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

promulga

la seguente legge:

INDICE

CAPO I

ULTERIORI MODIFICAZIONI ALLA LEGGE
REGIONALE 4 SETTEMBRE 1995, N. 39, COME
MODIFICATA DALLA LEGGE REGIONALE
20 OTTOBRE 1995, N. 44

- Art. 1 – Ambito di applicazione. Modificazioni all'art. 1
- Art. 2 – Requisiti. Modificazioni all'art. 6
- Art. 3 – Utenza. Modificazioni all'art. 8
- Art. 4 – Emanazione dei bandi.
Modificazioni all'art. 9
- Art. 5 – Domande. Modificazioni all'art. 11
- Art. 6 – Istruttoria. Modificazioni all'art. 12
- Art. 7 – Commissione. Modificazioni all'art. 14
- Art. 8 – Graduatorie. Modificazioni all'art. 16
- Art. 9 – Verifica dei requisiti. Modificazioni all'art. 19
- Art. 10 – Riserva di alloggi. Modificazioni all'art. 23
- Art. 11 – Subentri. Modificazioni all'art. 26
- Art. 12 – Ampliamento familiare. Modificazioni all'art. 27
- Art. 13 – Mobilità consensuale. Modificazioni all'art. 30
- Art. 14 – Programma di mobilità. Modificazioni all'art. 31
- Art. 15 – Abrogazione dell'art. 32
- Art. 16 – Indennità. Modificazioni all'art. 33
- Art. 17 – Annullamento dell'assegnazione.
Modificazioni all'art. 36
- Art. 18 – Decadenza. Modificazioni all'art. 37
- Art. 19 – Risoluzione del contratto. Modificazioni all'art. 38
- Art. 20 – Canone di locazione. Modificazioni all'art. 40
- Art. 21 – Canone e spese accessorie. Modificazioni all'art. 41
- Art. 22 – Determinazione del canone. Modificazioni all'art. 42
- Art. 23 – Requisiti. Modificazioni all'art. 43
- Art. 24 – Valore locativo. Modificazioni all'art. 45
- Art. 25 – Calcolo del canone. Modificazioni all'art. 48
- Art. 26 – Fasce di reddito. Modificazioni all'art. 49
- Art. 27 – Autorimesse. Modificazioni all'art. 50
- Art. 28 – Fondo regionale per l'abitazione.
Modificazioni all'art. 51
- Art. 29 – Struttura competente. Inserimento dell'art. 51bis
- Art. 30 – Modelli tipo. Modificazioni all'art. 58
- Art. 31 – Relazione della Giunta.
Modificazioni all'art. 59
- Art. 32 – Modificazioni alla tabella B
- Art. 33 – Disposizioni finanziarie

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

promulgue

la loi dont la teneur suit :

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I^{ER}

MODIFICATIONS DE LA LOI
RÉGIONALE N° 39 DU 4 SEPTEMBRE 1995,
MODIFIÉE PAR LA LOI RÉGIONALE
N° 44 DU 20 OCTOBRE 1995

- Art. 1 – Domaine d'application. Modifications de l'art. 1
- Art. 2 – Conditions. Modifications de l'art. 6
- Art. 3 – Bénéficiaires. Modifications de l'art. 8
- Art. 4 – Publications des avis de concours.
Modifications de l'art. 9
- Art. 5 – Demandes. Modifications de l'art. 11
- Art. 6 – Instruction des demandes. Modifications de l'art. 12
- Art. 7 – Commission. Modifications de l'art. 14
- Art. 8 – Classements. Modifications de l'art. 16
- Art. 9 – Vérification des qualités. Modifications de l'art. 19
- Art. 10 – Réserve des logements. Modifications de l'art. 23
- Art. 11 – Succession. Modifications de l'art. 26
- Art. 12 – Elargissement du ménage. Modifications de l'art. 27
- Art. 13 – Mobilité consensuelle. Modifications de l'art. 30
- Art. 14 – Plan de mobilité. Modifications de l'art. 31
- Art. 15 – Abrogation de l'art. 32
- Art. 16 – Indemnités. Modifications de l'art. 33
- Art. 17 – Annulation de l'attribution.
Modifications de l'art. 36
- Art. 18 – Déchéance. Modifications de l'art. 37
- Art. 19 – Résolution du contrat. Modifications de l'art. 38
- Art. 20 – Loyer. Modifications de l'art. 40
- Art. 21 – Loyer et charges. Modifications de l'art. 41
- Art. 22 – Détermination du loyer. Modifications de l'art. 42
- Art. 23 – Conditions requises. Modifications de l'art. 43
- Art. 24 – Valeur locative. Modifications de l'art. 45
- Art. 25 – Calcul du loyer. Modifications de l'art. 48
- Art. 26 – Tranches de revenu. Modifications de l'art. 49
- Art. 27 – Garages. Modifications de l'art. 50
- Art. 28 – Fonds régional pour le logement.
Modifications de l'art. 51
- Art. 29 – Structure compétente. Modifications de l'art. 51 bis
- Art. 30 – Modèles. Modifications de l'art. 58
- Art. 31 – Rapport du Gouvernement régional.
Modifications de l'art. 59
- Art. 32 – Modifications du tableau B
- Art. 33 – Dispositions financières

CAPO II

ULTERIORI MODIFICAZIONI ALLA LEGGE
REGIONALE 28 NOVEMBRE 1986, N. 56,
COME MODIFICATA DALLE LEGGI REGIONALI
17 AGOSTO 1987, N. 79, 27 LUGLIO 1989, N. 46,
E 1° SETTEMBRE 1997, N. 30

- Art. 34 – Modificazioni all'art. 2
Art. 35 – Modificazioni all'art. 3
Art. 36 – Modificazioni all'art. 10

CAPO III

MODIFICAZIONI ALLA LEGGE REGIONALE
4 SETTEMBRE 1995, N. 40

- Art. 37 – Modificazioni all'art. 7
Art. 38 – Modificazioni all'art. 9
Art. 39 – Dichiarazione d'urgenza

CAPO I

ULTERIORI MODIFICAZIONI ALLA LEGGE
REGIONALE 4 SETTEMBRE 1995, N. 39, COME
MODIFICATA DALLA LEGGE REGIONALE
20 OTTOBRE 1995, N. 44

Art. 1

(Ambito di applicazione. Modificazioni all'art. 1)

1. Il comma 1 dell'art. 1 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 (Normativa e criteri generali per l'assegnazione, la determinazione dei canoni e la gestione degli alloggi di edilizia residenziale pubblica) è sostituito dal seguente:

«1. Le presenti norme si applicano a tutti gli alloggi utilizzati per le finalità sociali proprie dell'edilizia residenziale pubblica, realizzati o recuperati dallo Stato, da enti pubblici a totale carico o con il concorso o contributo dello Stato e/o dell'Amministrazione regionale ovvero con il concorso di privati, nonché a quelli di enti pubblici di proprietà di questi o affidati in gestione ai medesimi.»

2. Dopo il comma 1 dell'art. 1 della l.r. 39/1995 è inserito il seguente:

«1bis. I compiti che la presente legge assegna ai Comuni sono estesi agli enti pubblici nel caso in cui questi siano proprietari degli alloggi oggetto di assegnazione. L'assolvimento di detti compiti può essere oggetto di convenzione tra enti pubblici ed enti gestori.»

Art. 2

(Requisiti. Modificazioni all'art. 6)

1. La lett. a) del comma 1 dell'art. 6 della l.r. 39/1995 è sostituita dalla seguente:

«a) cittadinanza italiana o di uno stato appartenente al-

CHAPITRE II

MODIFICATIONS ULTÉRIEURES DE LA LOI
RÉGIONALE N°56 DU 28 NOVEMBRE 1986,
MODIFIÉE PAR LES LOIS RÉGIONALES
N° 79 DU 17 AOÛT 1987, N° 46 DU 27 JUILLET 1989
ET N° 30 DU 1^{ER} SEPTEMBRE 1997

- Art. 34 – Modifications de l'art. 2
Art. 35 – Modifications de l'art. 3
Art. 36 – Modifications de l'art. 10

CHAPITRE III

MODIFICATIONS DE LA LOI REGIONALE
N° 40 DU 4 SEPTEMBRE 1995

- Art. 37 – Modifications de l'art. 7
Art. 38 – Modifications de l'art. 9
Art. 39 – Déclaration d'urgence

CHAPITRE I^{ER}

MODIFICATIONS DE LA LOI RÉGIONALE
N° 39 DU 4 SEPTEMBRE 1995,
MODIFIÉE PAR LA LOI RÉGIONALE
N° 44 DU 20 OCTOBRE 1995

Art. 1^{er}

(Domaine d'application. Modifications de l'art. 1)

1. Le premier alinéa de l'art. 1^{er} de la loi régionale n° 39 du 4 septembre 1995, portant dispositions et critères généraux en matière d'attribution, de détermination des loyers et de gestion des logements sociaux, est remplacé par l'alinéa suivant :

«1. Les présentes dispositions sont appliquées à tous les logements utilisés aux fins de la construction sociale, réalisés ou réhabilités par l'Etat ou par les établissements publics, financés en tout ou en partie par l'Etat et/ou par l'Administration régionale avec le concours éventuel des particuliers. Lesdites dispositions sont également appliquées aux logements sociaux propriété de collectivités publiques ou dont la gestion est assurée par ces dernières.»

2. Les dispositions suivantes sont ajoutées après le premier alinéa de l'art. 1^{er} de la LR n° 39/1995 :

«1 bis. Les tâches que la présente loi confie aux communes s'étendent aux collectivités publiques dans le cas où ces dernières seraient les propriétaires des logements à attribuer. Afin de remplir lesdites tâches, les collectivités publiques et les organismes gestionnaires des logements peuvent signer des conventions *ad hoc* .»

Art. 2

(Conditions. Modifications de l'art. 6)

1. La lettre a) du premier alinéa de l'art. 6 de la LR n° 39/1995 est remplacée comme suit :

«a) Être de nationalité italienne ou ressortissant d'un Etat

l'Unione europea. E' ammesso altresì il cittadino di uno Stato non appartenente all'Unione europea, anche se il diritto non è riconosciuto in condizioni di reciprocità da convenzioni o trattati internazionali, se è iscritto nelle apposite liste degli uffici regionali del lavoro o svolge in Italia un'attività lavorativa debitamente autorizzata;».

2. Il comma 3 dell'art. 6 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«3. Particolari requisiti possono essere stabiliti dalla Giunta regionale in relazione all'assegnazione di alloggi realizzati con finanziamenti destinati a specifiche finalità, ovvero in relazione a peculiari esigenze locali. Per tali interventi i provvedimenti regionali di localizzazione potranno prevedere requisiti rispondenti agli scopi particolari dell'intervento, con eventuale riferimento anche all'anzianità di residenza.»

Art. 3
(Utenza. Modificazioni all'art. 8)

1. La lett. c) del comma 1 dell'art. 8 della l.r. 39/1995 è sostituita dalla seguente:

«c) famiglia di nuova formazione:

- 1) quella in cui i coniugi abbiano contratto matrimonio da non più di quattro anni dalla data di scadenza del bando per la presentazione delle domande;
- 2) quella in cui i futuri coniugi entro la data di scadenza del bando abbiano effettuato le pubblicazioni del matrimonio. La condizione cessa ove il matrimonio non venga contratto prima della data stabilita per la firma del contratto di locazione;
- 3) quella formata da soggetto singolo che conviva da almeno due anni alla data di scadenza del bando con un minore. La condizione temporale non è richiesta quando si tratta di minori contemplati all'art. 5, comma 1, lett. b);».

Art. 4
(Emanazione dei bandi. Modificazioni all'art. 9)

1. Il comma 1 dell'art. 9 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«1. All'assegnazione degli alloggi si provvede mediante pubblico concorso indetto da enti pubblici.»

2. Il comma 2 dell'art. 9 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«2. Il concorso può essere indetto per ambiti territoriali comunali o sovracomunali in conformità alle direttive emanate dalla struttura regionale competente in materia di edilizia residenziale pubblica.»

membre de l'Union européenne. Tout citoyen d'un Etat n'appartenant pas à l'Union européenne est également admis, même dans le cas où le droit ne lui serait pas reconnu par des traités ou conventions internationaux de réciprocité, à condition qu'il soit inscrit sur les listes établies à cet effet par les bureaux régionaux de l'emploi ou qu'il exerce en Italie une activité dûment autorisée.»

2. Le troisième alinéa de l'art. 6 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«3. Des conditions particulières peuvent être fixées par le Gouvernement régional pour l'attribution des logements réalisés avec des fonds destinés à des fins spécifiques ou pour des exigences locales particulières. A cet effet, les mesures régionales de localisation peuvent prévoir des conditions spéciales, notamment en matière d'ancienneté de résidence.»

Art. 3
(Bénéficiaires. Modifications de l'art. 8)

1. La lettre c) du premier alinéa de l'art. 8 de la LR n° 39/1995 est remplacée comme suit :

«c) Nouveau ménage :

- 1) Celui où les conjoints ne sont mariés que depuis quatre ans au maximum à la date d'expiration de l'avis de présentation des demandes ;
- 2) Celui où les futurs époux auraient publié les bans à la date de publication de l'avis susvisé. La présente condition n'est pas requise si le mariage n'est pas célébré avant la date fixée pour la souscription du contrat de location ;
- 3) Celui composé d'une personne seule avec un mineur vivant au foyer depuis au moins deux ans à la date d'expiration de l'avis susmentionné. Ledit délai n'est pas requis, lorsqu'il s'agit des mineurs visés à la lettre b) du premier alinéa de l'art. 5.»

Art. 4
(Publication des avis de concours. Modifications de l'art. 9)

1. Le premier alinéa de l'art. 9 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«1. Les logements sont attribués par des concours ouverts par des collectivités publiques.»

2. Le deuxième alinéa de l'art. 9 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«2. Ledit concours peut concerner le territoire de plusieurs communes, conformément aux directives de la structure régionale compétente en matière de logements sociaux.»

Art. 5

(Domande. Modificazioni all'art. 11)

1. L'alinea del comma 1 dell'art. 11 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«1. La domanda, redatta e inoltrata secondo le modalità ed entro i termini previsti dal bando, dev'essere corredata da documentazione attestante:».

Art. 6

(Istruttoria. Modificazioni all'art. 12)

1. L'art. 12 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«Art. 12

(Istruttoria delle domande)

1. L'ente che ha indetto il bando, o quello allo scopo delegato, procede all'istruttoria delle domande dei concorrenti, verificando la regolarità e la completezza della compilazione del modulo di domanda e l'esistenza della documentazione richiesta.

2. Al fine di cui al comma 1, l'ente che ha indetto il bando, o quello allo scopo delegato, può richiedere agli interessati ulteriori informazioni o documentazione integrativa, anche avvalendosi della collaborazione del Comune in cui il concorrente risiede o lavora.

3. L'ente che ha indetto il bando, o quello allo scopo delegato, provvede, in via provvisoria, all'attribuzione dei punteggi a ciascuna domanda sulla base delle situazioni dichiarate dall'interessato nel modulo di domanda e documentate dagli allegati al modulo stesso.

4. Per l'esecuzione delle funzioni di cui ai commi 1, 2 e 3, i Comuni possono delegare, previa convenzione, l'Istituto autonomo per le case popolari.

5. In caso di inadempienza in ordine all'istruttoria, la Giunta regionale adotta i provvedimenti necessari per l'esecuzione dell'istruttoria medesima.

6. Le domande, con i punteggi a ciascuna attribuiti e con la relativa documentazione, sono trasmesse, entro novanta giorni dal termine di scadenza per la presentazione delle medesime, alla commissione di cui all'art. 14, dandone contestuale comunicazione alla struttura regionale competente in materia di edilizia residenziale pubblica.»

Art. 7

(Commissione. Modificazioni all'art. 14)

1. La rubrica dell'art. 14 della l.r. 39/1995 è sostituita dalla seguente:

– «Commissione di edilizia residenziale pubblica sovvenzionata».

Art. 5

(Demandes. Modifications de l'art. 11)

1. Le premier alinéa de l'art. 11 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«1. La demande, rédigée et déposée selon les modalités et les délais fixés par l'avis de concours, doit être assortie de la documentation requise. Le demandeur doit y indiquer :»

Art. 6

(Instruction des demandes. Modifications de l'art. 12)

1. L'art. 12 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«Art. 12

(Instruction des demandes)

1. La collectivité qui a lancé le concours, ou celle déléguée à cet effet, fait procéder à l'instruction des demandes y afférentes. Elle vérifie également si le formulaire est correctement et dûment rempli et si la documentation requise a été produite.

2. Aux fins du premier alinéa du présent article, la collectivité qui a lancé le concours, ou celle déléguée à cet effet, peut demander aux personnes concernées tout renseignement ou document complémentaire, en faisant appel, entre autres, à la collaboration de la commune dans laquelle le demandeur réside ou travaille.

3. La collectivité qui a lancé le concours, ou celle déléguée à cet effet, pourvoit à attribuer des points à chaque demande, à titre provisoire et au vu des déclarations du demandeur ou des documents annexés à sa demande.

4. En vue de remplir les fonctions visées aux premier, deuxième et troisième alinéas du présent article, les communes peuvent déléguer, par convention, l'institut autonome des logements sociaux.

5. Au cas où l'instruction ne serait pas assurée, le Gouvernement régional adopte les mesures nécessaires pour son exécution.

6. Les demandes, les points et les documents y afférents sont transmis à la commission visée à l'art. 14 de la présente loi dans les 90 jours à compter de l'expiration du délai de leur présentation. La structure régionale compétente en matière de logements sociaux en est aussitôt informée.»

Art. 7

(Commission. Modifications de l'art. 14)

1. Le titre de l'art. 14 de la LR n° 39/1995 est ainsi remplacé :

– «Commission pour la construction sociale subventionnée».

2. Dopo il comma 10 dell'art. 14 della l.r. 39/1995 è aggiunto il seguente:

«10bis. La commissione ha competenza nell'esame di tutte le situazioni di emergenza abitativa, di cui all'art. 23, e nelle relative assegnazioni di alloggi riservati a norma dell'art. 23, comma 1, e nella formazione della graduatoria degli aspiranti al cambio di alloggi.»

Art. 8
(Graduatorie. Modificazioni all'art. 16)

1. Dopo il comma 1 dell'art. 16 della l.r. 39/1995 è inserito il seguente:

«1bis. Per la predisposizione della graduatoria delle categorie di utenza di cui all'art. 8, i requisiti sono riferiti per quanto attiene all'art. 8, comma 1, lett. a), c), d) ed e), al richiedente, mentre, per quanto concerne la lett. b), sono riferiti, oltre che al richiedente, anche ai componenti del suo nucleo familiare.»

Art. 9
(Verifica dei requisiti. Modificazioni all'art. 19)

1. Il comma 1 dell'art. 19 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«1. In sede di assegnazione degli alloggi dev'essere verificata la permanenza dei requisiti previsti per l'assegnazione. A tal fine, l'ente che ha indetto il bando richiede la documentazione necessaria a dimostrare tale permanenza.»

2. Il comma 3 dell'art. 19 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«3. L'ente che ha indetto il bando trasmette la documentazione alla commissione di cui all'art. 14. La commissione, qualora accerti la mancanza anche di un solo requisito di cui all'art. 6, oppure il mutamento delle condizioni di cui al comma 2, nei successivi venti giorni provvede ad esprimere parere vincolante all'ente che ha indetto il bando in ordine all'eventuale esclusione o al mutamento della posizione del richiedente nella graduatoria medesima.»

Art. 10
(Riserva di alloggi. Modificazioni all'art. 23)

1. Il comma 1 dell'art. 23 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«1. Il Presidente della Giunta regionale, anche su proposta della struttura regionale competente in materia di servizi sociali, della struttura regionale competente in materia di edilizia residenziale pubblica e del Sindaco del Comune interessato, può riservare, per far fronte a specifiche documentate situazioni di emergenza abitativa, per lo sgombero di unità abitative da recuperare e per consentire la mobilità dell'utenza, alloggi da assegnare a soggetti portatori di handicap sensoriale e/o motorio, avvalendosi della commissione di cui all'art. 14.»

2. L'alinéa suivant est ajouté après le dixième alinéa de l'art. 14 de la LR n° 39/1995 :

«10 bis. Il appartient à la commission d'examiner toutes les situations de besoin de logement visées à l'art. 23, d'attribuer les logements réservés aux termes du premier alinéa dudit article, ainsi que d'établir le classement des intéressés à changer le logement»

Art. 8
(Classements. Modifications de l'art. 16)

1. L'alinéa suivant est ajouté après le premier alinéa de l'art. 16 de la LR n° 39/1995 :

«10 bis. Aux fins de l'établissement du classement des catégories de bénéficiaires visées à l'art. 8, pour ce qui est des lettres a), c), d) et e) du premier alinéa dudit article, les conditions requises concernent uniquement le demandeur; quant à la lettre b), lesdites conditions concernent le demandeur, ainsi que les membres de sa famille.»

Art. 9
(Vérification des qualités. Modifications de l'art. 19)

1. Le premier alinéa de l'art 19 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«1. Lors de l'attribution des logements, il y a lieu de vérifier si le candidat justifie des qualités requises. A cet effet, la collectivité qui a lancé le concours demande la documentation y afférente.»

2. Le troisième alinéa de l'art. 19 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«3. La collectivité qui a lancé le concours transmet la documentation susmentionnées à la commission visée à l'art. 14. Au cas où ladite commission constaterait que l'une des conditions visées à l'art. 6 n'est pas remplie, ou que les conditions visées au deuxième alinéa du présent article sont changées, elle adresse à la collectivité, dans les vingt jours qui suivent, un avis contraignant quant à l'éventuelle radiation ou au changement de rang du demandeur.»

Art. 10
(Réserve de logements. Modifications de l'art. 23)

1. Le premier alinéa de l'art. 23 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«1. Le président du Gouvernement régional, sur proposition de la structure régionale compétente en matière d'aide sociale, de la structure régionale compétente en matière de construction sociale et du syndic de la commune concernée, peut faire appel à la commission visée à l'art. 14 en vue de réserver des logements au profit d'handicapés atteints de troubles sensoriels et/ou moteurs pour satisfaire à des situations spécifiques et motivées de besoin à des cas de déménagement d'une unité d'habitation devant être remise en état, et à la mobilité des bénéficiaires.»

2. Il comma 3 dell'art. 23 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«3. Per le assegnazioni degli alloggi riservati a norma del comma 1, devono sussistere i requisiti di cui all'art. 6; in caso contrario, l'assegnazione ha carattere provvisorio per due anni. Qualora, alla scadenza del biennio, sia accertato, da parte della commissione di cui all'art. 14, il possesso dei requisiti previsti dall'art. 43 anche da parte di cittadini di uno Stato non appartenente all'Unione europea che rispondano alle condizioni di cui all'art. 6, comma 1, lett. a), l'ente gestore provvede alla stipulazione del contratto definitivo di locazione.»

Art. 11
(Subentri. Modificazioni all'art. 26)

1. Il comma 7 dell'art. 26 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«7. Il subingresso nel rapporto contrattuale di assegnazione e la voltura del contratto sono condizionati all'assenza di morosità e di procedure in corso per l'annullamento o la decadenza dell'assegnazione. La voltura del contratto è condizionata alla verifica da parte dell'ente gestore del possesso in capo al subentrante ed agli altri componenti il suo nucleo familiare dei requisiti di cui all'art. 43, nonché all'assenza di morosità.»

Art. 12
(Ampliamento familiare. Modificazioni all'art. 27)

1. Il comma 1 dell'art. 27 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«1. L'ampliamento stabile del nucleo familiare nell'alloggio assegnato è ammissibile senza autorizzazione, quando è determinato dal matrimonio, dalla convivenza more uxorio e dalla nascita di figli.»

2. Dopo il comma 1 dell'art. 27 è inserito il seguente:

«1bis. L'ampliamento stabile del nucleo familiare, in ogni altro caso eventualmente concesso dall'ente gestore per giustificati motivi, è condizionato all'assenza di morosità e di procedure in corso per l'annullamento o la decadenza dell'assegnazione in capo al nucleo del richiedente l'ampliamento e dal possesso dei requisiti di cui all'art. 6, comma 1, lett. a), c) ed e), in capo al nuovo componente del nucleo.»

Art. 13
(Mobilità consensuale. Modificazioni all'art. 30)

1. Il comma 1 dell'art. 30 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«1. I cambi consensuali tra assegnatari vengono autorizzati dall'ente gestore su richiesta congiunta degli assegnatari

2. Le troisième alinéa de l'art. 23 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«3. Les conditions visées à l'art. 6 de la présente loi doivent être réunies en vue de l'attribution des logements réservés aux termes du premier alinéa du présent article. A défaut, ladite attribution revêt un caractère provisoire et n'est valable que pendant deux ans. Si, à l'expiration dudit délai, la commission visée à l'art. 14 constate que des citoyens d'un Etat n'appartenant pas à l'Union européenne justifient des qualités visées à l'art. 43, aussi bien que des conditions visées à la lettre a) du premier alinéa de l'art. 6, l'organisme gestionnaire fait procéder à la passation du contrat définitif de location.»

Art. 11
(Successions. Modifications de l'art. 26)

1. Le septième alinéa de l'art. 26 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«7. La succession dans le contrat d'attribution et la mutation du contrat sont subordonnées à l'absence de retard et de procédures en cours visant à l'annulation ou à la déchéance de l'attribution. Avant de procéder à la mutation du contrat, l'organisme gestionnaire vérifie si le successeur et les autres membres du ménage réunissent les conditions visées à l'art. 43 et s'il n'existe aucun retard dans le paiement.»

Art. 12
(Élargissement du ménage. Modifications de l'art. 27)

1. Le premier alinéa de l'art. 27 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«1. L'élargissement permanent du ménage dans le logement attribué est admis, sans autorisation préalable, lorsqu'il est déterminé par mariage, concubinage et filiation.»

2. Après le premier alinéa de l'art. 27 de la LR n° 39/1995, est ajouté l'alinéa suivant :

«1bis. L'élargissement permanent du ménage - dans tous les autres cas éventuellement autorisés par l'organisme gestionnaire pour des raisons motivées - est subordonné à l'absence de retard dans le paiement ou de procédures en cours pour l'annulation ou la déchéance de l'attribution, ainsi qu'à la possession par le nouveau membre du ménage des conditions visées aux lettres a), b) et c) du premier alinéa de l'art. 6.»

Art. 13
(Mobilité consensuelle. Modifications de l'art. 30)

1. Le premier alinéa de l'art. 30 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«1. Sur demande conjointe des bénéficiaires, l'organisme gestionnaire peut autoriser l'échange consensuel de

medesimi, previa verifica dell'assenza di procedure in corso per l'annullamento o la decadenza dell'assegnazione.»

2. Il comma 2 e il comma 3 dell'art. 30 della l.r. 39/1995 sono abrogati.

Art. 14
(Programma di mobilità. Modificazioni all'art. 31)

1. L'art. 31 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«Art. 31
(Programma di mobilità. Criteri)

1. Ai fini dell'eliminazione delle condizioni di sottoutilizzo o di sovraffollamento degli alloggi di edilizia residenziale pubblica, nonché dei disagi abitativi dovuti a particolari condizioni di natura sociale, l'ente gestore predispone un programma di mobilità. In attuazione del programma di mobilità dell'utenza, il cambio dell'alloggio è obbligatorio. Il rifiuto, senza valida motivazione, del cambio accolto dall'ente gestore comporta l'applicazione dell'indennità di occupazione di cui all'art. 48, comma 5, e l'inibizione all'accesso al fondo previsto all'art. 51.

2. Il programma di mobilità viene formato sulla base dei seguenti criteri:

- a) verifica dello stato d'uso e dell'affollamento degli alloggi a cui si applica la presente normativa, con conseguente individuazione delle situazioni di anomalo affollamento, per eccesso o per difetto, esistenti secondo le classi di gravità, in relazione alla composizione e alle caratteristiche socio-economiche dei nuclei familiari;
- b) utilizzazione di elenchi degli assegnatari aspiranti alla mobilità;
- c) priorità alle domande di cambio fondate sulle motivazioni e sull'ordine di successione di cui al comma 3.

3. L'ente gestore raccoglie le domande di cambio di alloggio dandone pubblicità nelle forme più opportune. Le domande devono essere motivate da:

- a) presenza nel nucleo familiare di portatori di handicap;
- b) gravi e comprovate esigenze familiari, di salute e personali;
- c) esigenze di nuclei familiari interessati a trasferirsi in alloggi di dimensioni più ridotte;
- d) variazioni in aumento o in diminuzione del nucleo familiare;
- e) esigenze di avvicinamento al luogo di lavoro.

4. Il cambio degli alloggi fra gli assegnatari, quando avviene in forza delle fattispecie previste dal comma 1, è

logements, après avoir vérifié s'il existe des procédures en cours pour l'annulation ou la déchéance de l'attribution en cause.»

2. Les deuxième et troisième alinéas de l'art. 30 de la LR n° 39/1995 sont abrogés.

Art. 14
(Plan de mobilité. Modifications de l'art. 31)

1. L'art. 31 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«Art. 31
(Plan de mobilité. Critères)

1. Afin d'éliminer les cas d'utilisation insuffisante ou de surpeuplement des logements sociaux ainsi que les difficultés de logement découlant de conditions spécifiques de nature sociale, l'organisme gestionnaire élabore un plan de mobilité. L'échange des logements est obligatoire au titre dudit plan. Tout refus injustifié comporte l'application de l'indemnité d'occupation visée au cinquième alinéa de l'art. 48 et l'impossibilité d'accéder au fonds prévu à l'art. 51.

2. Le plan de mobilité est dressé sur la base des critères suivants :

- a) Vérification de l'état d'entretien et du nombre de personnes logées dans les appartements faisant l'objet de la présente loi et classement des logements surpeuplés ou insuffisamment utilisés, par degré de gravité, et eu égard à la composition et aux caractéristiques socio-économiques des ménages ;
- b) Utilisation des listes des bénéficiaires intéressés à la mobilité ;
- c) Priorité aux demandes d'échanges motivés par les raisons visées au troisième alinéa du présent article, suivant l'ordre de succession.

3. L'organisme gestionnaire reçoit les demandes d'échange de logement, et en informe les intéressés suivant les modalités les plus appropriées. Les demandes doivent être motivées par :

- a) La présence d'handicapés au sein du ménage ;
- b) De graves et motivées raisons familiales, personnelles ou de santé ;
- c) L'exigence du ménage de s'installer dans un logement plus petit ;
- d) L'augmentation ou la diminution du nombre des personnes du ménage ;
- e) La nécessité de réduire la distance entre le domicile et le lieu de travail.

4. L'échange de logements entre les bénéficiaires, aux termes du premier alinéa du présent article, bénéficie des

sempre ammissibile alle provvidenze finanziarie del fondo di cui all'art. 51.

5. La graduatoria degli aspiranti al cambio di alloggio è redatta dalla commissione di cui all'art. 14.»

Art. 15
(Abrogazione dell'art. 32)

1. L'art. 32 della l.r. 39/1995 è abrogato.

Art. 16
(Indennità. Modificazioni all'art. 33)

1. Il comma 1 dell'art. 33 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«1. Al componente e all'esperto tecnico della commissione di cui all'art. 14 può essere corrisposto, se spettante ai sensi dei rispettivi ordinamenti, un gettone di presenza di lire 125.000 per ogni giornata di seduta; al presidente un gettone di lire 160.000; al vicepresidente un gettone di lire 140.000. In luogo del gettone, può essere corrisposto il rimborso spese per una somma, di cui a documentata nota, non superiore a lire 200.000 per ogni giornata di seduta. Ogni due anni l'importo del gettone di presenza può essere aggiornato con decreto del Presidente della Giunta regionale in base alla variazione dell'indice ISTAT del costo della vita.»

Art. 17
(Annullamento dell'assegnazione.
Modificazioni all'art. 36)

1. Il comma 4 dell'art. 36 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«4. Qualora dall'esame dei documenti prodotti dall'assegnatario non emergano elementi tali da modificare le condizioni accertate dal Comune, il Sindaco pronuncia l'annullamento dell'assegnazione entro i successivi trenta giorni, sentito il parere obbligatorio e vincolante della commissione di cui all'art. 14.»

2. Il comma 6 dell'art. 36 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«6. L'ordinanza del Sindaco, che deve prevedere un termine per il rilascio non superiore a sei mesi, costituisce titolo esecutivo nei confronti dell'assegnatario e di chiunque occupi l'alloggio e non è soggetta a graduazioni o proroghe. Nel periodo che intercorre tra la data dell'ordinanza del Sindaco e il rilascio definitivo dell'alloggio, si applicano, a titolo sanzionatorio, le disposizioni di cui all'art. 48, comma 5.»

3. Dopo il comma 7 dell'art. 36 della l.r. 39/1995 è aggiunto il seguente:

«7bis. Contro il provvedimento del Sindaco, l'interessato può proporre ricorso alle autorità e nelle sedi competenti.»

allocations prévues par le fonds visé à l'art. 51.

5. Le classement des personnes intéressées à l'échange de logement est établi par la commission visée à l'art. 14.»

Art. 15
(Abrogation de l'art. 32)

1. L'art. 32 de la LR n° 39/1995 est abrogé.

Art. 16
(Indemnités. Modifications de l'art. 33)

1. Le premier alinéa de l'art. 33 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«1. Le membre et le technicien expert de la commission visée à l'art. 14, touchent, lorsque leurs statuts le prévoient, un jeton de présence se chiffrant à 125 000 L pour chaque jour de séance ; le président touche un jeton de 160 000 L ; le vice-président un jeton de 140 000 L. En lieu et place du jeton peut être accordé un remboursement des frais s'élevant à 200 000 L au maximum pour chaque jour de séance, sur présentation du compte-rendu et des pièces justificatives y afférentes. Le montant du jeton de présence est actualisé, tous les deux ans, par arrêté du président du Gouvernement régional, en fonction de la variation de l'indice ISTAT du coût de la vie.»

Art. 17
(Annulation de l'attribution.
Modifications de l'art. 36)

1. Le quatrième alinéa de l'art. 36 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«4. Au cas où l'examen des pièces déposées par le bénéficiaire ne modifierait pas les conditions constatées par la commune, le syndic prononce l'annulation de l'attribution dans un délai de trente jours, l'avis obligatoire et contraignant de la commission visée à l'art. 14 de la présente loi entendu.»

2. Le sixième alinéa de l'art. 36 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«6. L'arrêté du syndic qui fixe le délai de six mois au maximum pour la libération du logement est opposable au bénéficiaire et à tout occupant du logement. Ledit acte n'est pas modulable ni peut être prorogé. Dans le délai qui court entre la date de l'ordonnance du syndic et la libération du logement, les dispositions visées au cinquième alinéa de l'art. 48 sont appliquées à titre de sanction.»

3. Après le septième alinéa de l'art. 36 de la LR n° 39/1995 est ajouté l'alinéa suivant :

«7 bis. La personne intéressée peut s'opposer à l'acte du syndic, en saisissant les autorités compétentes.»

4. Dopo il comma 7bis dell'art. 36 della l.r. 39/1995 è aggiunto il seguente:

«7ter. Il Sindaco può, per comprovati motivi, revocare il provvedimento di annullamento.»

Art. 18
(Decadenza. Modificazioni all'art. 37)

1. La lett. d) del comma 1 dell'art. 37 della l. r. 39/1995 è sostituita dalla seguente:

«d) abbiano perduto i requisiti indicati all'art. 43. Per quanto concerne il superamento del limite di reddito di cui all'art. 43, comma 1, lett. d), l'applicazione dell'indennità di occupazione, prevista nell'art. 48, comma 5, per un periodo consecutivo superiore a due anni comporta la decadenza dall'assegnazione. Nel caso in cui concorrano i redditi dei figli, la decadenza è dichiarata dopo un periodo consecutivo superiore a sei anni;».

2. Il comma 2 dell'art. 37 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«2. La decadenza viene inoltre dichiarata nei confronti dei nuclei familiari con reddito compreso nella fascia E dell'allegato B, nel caso in cui l'assegnatario non provveda ad accettare e a sottoscrivere, nel termine stabilito dall'ente gestore, il canone di locazione di cui all'art. 48, comma 1, lett. e)».

3. Il comma 6 dell'art. 37 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«6. Contro il provvedimento del Sindaco, l'interessato può proporre ricorso alle autorità e nelle sedi competenti.»

4. Dopo il comma 6 dell'art. 37 della l.r. 39/1995 è aggiunto il seguente:

«6bis. Il Sindaco può, per comprovati motivi, revocare il provvedimento di decadenza.»

Art. 19
(Risoluzione del contratto.
Modificazioni all'art. 38)

1. Il comma 1 dell'art. 38 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«1. La morosità superiore a quattro mesi nel pagamento del canone di locazione o nel rimborso delle spese dirette o indirette per i servizi prestati all'inquilino è causa di risoluzione del contratto con conseguente decadenza dall'assegnazione, se l'inquilino non provvede ad assumere formale impegno di assolvere, in aggiunta al normale canone mensile, al pagamento in forma rateale, per un periodo non superiore a quattordici mesi, delle somme non pagate. In tal caso, il mancato pagamento di quattro rate consecutive comporta la risoluzione del contratto con conseguente decadenza dall'assegnazione.»

4. Après l'art. 36, alinéa 7 bis, de la LR n° 39/1995 est ajouté l'alinéa suivant :

«7 ter. Le syndic peut, pour des raisons motivées, rapporter l'acte d'annulation.»

Art. 18
(Déchéance. Modifications de l'art. 37)

1. La lettre d) du premier alinéa de l'art. 37 de la LR n° 39/1995 est remplacée comme suit :

«d) Ne répondent plus aux conditions visées à l'art. 43. L'application de l'indemnité d'occupation, visée au cinquième alinéa de l'art. 48 pour un délai supérieur à deux ans consécutifs, entraîne la déchéance du droit à l'attribution d'un logement. Au cas où le revenu familial engloberait celui des enfants, la déchéance est déclarée à l'issue d'un délai supérieur à six ans consécutifs ;»

2. Le deuxième alinéa de l'art. 37 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«2. La déchéance du droit à l'attribution du logement est également prononcée vis-à-vis des ménages justifiant d'un revenu compris dans la tranche E de l'annexe B, au cas où le bénéficiaire n'accepte et ne signe pas le contrat de location visé à la lettre e) du premier alinéa de l'art. 48 dans le délai fixé par l'organisme gestionnaire.»

3. Le sixième alinéa de l'art. 37 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«6. La personne intéressée peut s'opposer à l'acte du syndic, en saisissant les autorités compétentes.»

4. Après le sixième alinéa de l'art. 37 de la LR n° 39/1995, est ajouté l'alinéa suivant :

«6 bis. Le syndic peut, pour des raisons motivées, rapporter l'acte d'annulation.»

Art. 19
(Résolution du contrat.
Modifications de l'art. 38)

1. Le premier alinéa de l'art. 38 de la LR n° 39/1995, est remplacé comme suit :

«1. Tout retard de plus de quatre mois dans le paiement du loyer ou dans le remboursement des dépenses directement ou indirectement supportées pour les services dont le locataire a bénéficié comporte la résolution du contrat et, partant, la déchéance du droit à l'attribution, si le locataire ne s'engage pas formellement à verser, en sus du loyer, et pour une période de quatorze mois au maximum, les sommes qu'il doit, par tranches. Dans ce cas, le non-paiement de quatre tranches consécutives entraîne la résolution du contrat et, par conséquent, la déchéance du droit à l'attribution.»

2. Il comma 4 dell'art. 38 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«4. Dei casi indicati al comma 3, l'ente gestore informa la struttura regionale competente in materia di edilizia residenziale pubblica, che richiede parere agli uffici competenti e fornisce tempestiva risposta all'interessato.»

3. Il comma 5 dell'art. 38 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«5. In caso di risoluzione del contratto per morosità e di conseguente decadenza dall'assegnazione, il provvedimento del legale rappresentante dell'ente gestore, che deve contenere un termine per il rilascio dell'alloggio non superiore a novanta giorni, costituisce titolo esecutivo nei confronti dell'assegnatario e di chiunque occupi l'alloggio. Contro il provvedimento, l'interessato può proporre ricorso alle autorità e nelle sedi competenti con eventuale richiesta di sospensione dell'esecuzione del provvedimento stesso.»

4. Dopo il comma 5 dell'art. 38 della l.r. 39/1995 è aggiunto il seguente:

«5bis. Il Sindaco può, per comprovati motivi, revocare il provvedimento di risoluzione.»

Art. 20

(Canone di locazione. Modificazioni all'art. 40)

1. La lett. d) del comma 1 dell'art. 40 della l.r. 39/1995 è sostituita dalla seguente:

«d) da una quota determinata annualmente con deliberazione della Giunta regionale destinata al finanziamento del fondo previsto all'art. 51.»

Art. 21

(Canone e spese accessorie. Modificazioni all'art. 41)

1. L'art. 41 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«Art. 41

(Regolamento del canone e delle spese per i servizi)

1. Il pagamento del canone di locazione degli alloggi di edilizia residenziale pubblica è diretto a garantire la copertura delle quote di cui all'art. 40.

2. Gli inquilini sono tenuti a rimborsare integralmente all'ente gestore le spese accessorie dirette ed indirette, per i servizi ad essi prestati, nella misura fissata dall'ente stesso in relazione al costo dei medesimi, secondo criteri e tabelle di ripartizione previsti da apposito regolamento approvato dall'ente gestore e in relazione all'alloggio e al relativo complesso immobiliare.

3. I componenti del nucleo familiare che concorrano alla

2. Le quatrième alinéa de l'art. 38 de la LR n° 39/1995, est remplacé comme suit :

«4. L'organisme gestionnaire transmet à la structure compétente en matière de construction sociale la documentation relative aux cas visés au troisième alinéa du présent article. Ladite structure demande l'avis des bureaux compétents et répond sans délai à l'intéressé.»

3. Le cinquième alinéa de l'art. 38 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«5. En cas de résolution du contrat, suite à la déchéance du droit à l'attribution pour cause de retard dans les paiements, l'acte du représentant légal de l'organisme gestionnaire, qui fixe le délai de quatre-vingt-dix jours au maximum pour la libération du logement, est opposable au bénéficiaire et à tout occupant du logement. L'intéressé peut s'opposer audit acte en saisissant les autorités compétentes, en vue de faire éventuellement suspendre l'exécution de l'acte.»

4. Après le cinquième alinéa de l'art. 38 est ajouté l'alinéa suivant :

«5 bis. Le syndic peut rapporter l'acte de résolution pour des raisons motivées.»

Art. 20

(Loyer. Modifications de l'art. 40)

1. La lettre d) du premier alinéa de l'art. 40 de la LR n° 39/1995 est remplacée comme suit :

«d) Une part, déterminée chaque année par le Gouvernement régional, destinée au fonds social prévu à l'art. 51 de la présente loi.»

Art. 21

(Loyer et charges. Modifications de l'art. 41)

1. L'art. 41 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«Art. 41

(Réglementation du loyer et des dépenses supportées pour les services)

1. Le paiement du loyer des logements sociaux a pour but de garantir la couverture des parts visées à l'art. 40.

2. Les locataires sont également tenus de rembourser intégralement à l'organisme gestionnaire les charges supportées directement et indirectement pour les services dont ils ont bénéficié ; ledit organisme fixe le montant dudit remboursement en fonction du coût des services en question, selon les critères et les tableaux de répartition prévus par le règlement qu'il adopté à cet effet, eu égard au logement en question et à l'immeuble y afférent.

3. Les personnes qui concourent à la formation du revenu

formazione del reddito familiare sono obbligati, in solido con l'assegnatario, a corrispondere quanto dovuto all'ente gestore per il canone di locazione e per le spese accessorie.»

Art. 22

(Determinazione del canone. Modificazioni all'art. 42)

1. Il comma 1 dell'art. 42 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«1. Per la determinazione del canone di locazione degli alloggi di cui all'art. 1, gli enti gestori si basano sul reddito complessivo del nucleo familiare, risultante dalla situazione di famiglia degli assegnatari, e sul valore locativo degli alloggi.»

Art. 23

(Requisiti. Modificazioni all'art. 43)

1. La lett. c) del comma 1 dell'art. 43 della l.r. 39/1995 è abrogata.

Art. 24

(Valore locativo. Modificazioni all'art. 45)

1. La lett. a) del comma 5 dell'art. 45 della l.r. 39/1995 è sostituita dalla seguente:

«a) tipologia: si fa riferimento alla categoria catastale con l'applicazione dei coefficienti di cui all'art. 16 della l. 392/1978 e con la precisazione che alle unità immobiliari classificate A/1 e A/2 si applica il coefficiente corrispondente alla categoria A/3;».

Art. 25

(Calcolo del canone. Modificazioni all'art. 48)

1. La lett. a) del comma 1 dell'art. 48 della l.r. 39/1995 è sostituita dalla seguente:

«a) area protetta: nella misura del quaranta per cento per gli assegnatari con reddito effettivo annuo complessivo del nucleo familiare, derivante esclusivamente da pensione, non superiore all'importo di una pensione minima INPS per la generalità dei lavoratori aumentato dell'importo di una pensione sociale, come previsto dall'area protetta dell'allegato B. Il canone annuo non può comunque superare il cinque per cento del reddito effettivo del nucleo familiare e non può in alcun caso essere inferiore al cinque per cento dell'importo della pensione sociale; in deroga a quanto stabilito dall'art. 42, comma 3, sono inseriti nell'area protetta i nuclei familiari con reddito costituito unicamente da sussidi concessi da enti pubblici a fini assistenziali, purché di importo ricompreso nel previsto limite;».

2. La lett. b) del comma 1 dell'art. 48 della l.r. 39/1995 è sostituita dalla seguente:

«b) area sociale: nella misura del quaranta o dell'ottanta per cento per gli assegnatari con redditi annui convenzionali complessivi del nucleo familiare compresi nelle fasce A

familial sont tenus de se solidariser avec le bénéficiaire, en vue de verser à l'organisme gestionnaire les sommes dues pour le loyer et pour les charges.»

Art. 22

(Détermination du loyer. Modifications de l'art. 42)

1. Le premier alinéa de l'art. 42 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«1. Les organismes gestionnaires fixent le loyer des logements visés à l'art. 1^{er} sur la base du revenu global du ménage, tel qu'il résulte de la situation de la famille des bénéficiaires et sur la base de la valeur locative des logements.»

Art. 23

(Conditions requises. Modifications de l'art. 43)

1. La lettre c) du premier alinéa de l'art. 43 de la LR n° 39/1995 est abrogée.

Art. 24

(Valeur locative. Modifications de l'art. 45)

1. La lettre a) du cinquième alinéa de l'art 45 de la LR n° 39/1995 est remplacée comme suit :

«a) Type : référence est faite à la catégorie cadastrale et aux coefficients visés à l'art. 16 de la loi n° 392/1978. Il est également précisé qu'aux unités immobilières classées dans les catégories A/1 et A/2 est affecté le coefficient correspondant à la catégorie A/3.»

Art. 25

(Calcul du loyer. Modifications de l'art. 48)

1. La lettre a) du premier alinéa de l'art. 48 de la LR n° 39/1995 est remplacée comme suit :

«a) Catégorie «protégée» : à raison de 40% pour les bénéficiaires justifiant d'un revenu effectif annuel global du ménage composé exclusivement de pensions de vieillesse, n'excédant pas le montant d'une pension minimale INPS pour les salariés et majoré du montant d'une pension sociale, comme prévu par la catégorie «protégée» de l'annexe B. Dans tous les cas, le loyer annuel ne peut dépasser 5% du revenu effectif du ménage et ne peut en aucun cas être inférieur à 5% du montant de la pension sociale ; par dérogation au troisième alinéa de l'art. 42, les familles justifiant d'un revenu composé uniquement des allocations accordées par les collectivités publiques sont intégrées dans la catégorie «protégée», pourvu que leur revenu ne dépasse pas le seuil fixé ;»

2. La lettre b) du premier alinéa de l'art. 48 de la LR n° 39/1995 est remplacée comme suit :

«b) Catégorie «sociale» : à raison de 40% ou de 80% pour les bénéficiaires justifiant d'un revenu conventionnel annuel global du ménage compris dans les tranches A ou

o B dell'allegato B; il canone annuo non può comunque superare rispettivamente il cinque o il dieci per cento del reddito effettivo del nucleo;».

3. Il comma 5 dell'art. 48 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«5. A coloro che sono collocati nella fascia E dell'allegato B e che non provvedono ad accettare e a sottoscrivere il canone di locazione di cui al comma 1, lett. e), a coloro che superano il limite di reddito di cui alla fascia E dell'allegato B, nonché a coloro che sono ricompresi nelle fattispecie di cui all'art. 36, comma 6, all'art. 42, comma 8, e all'art. 43, comma 3, è applicata un'indennità di occupazione pari al doppio del canone risultante da quanto indicato al comma 1, lett. d), indipendentemente dall'entità del reddito.»

4. Il comma 6 dell'art. 48 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«6. Con effetto dal primo giorno del mese successivo a quello di entrata in vigore della presente legge, il canone di locazione non può in alcun caso essere inferiore a lire 15.000 mensili a vano convenzionale, salvo quanto previsto al comma 1, lett. a). Tale importo è aggiornato al 1° gennaio di ogni anno, nella misura del settantacinque per cento della variazione accertata dall'ISTAT per il periodo giugno/giugno. L'importo così ottenuto è arrotondato alle cento lire superiori.»

Art. 26

(Fasce di reddito. Modificazioni all'art. 49)

1. Il comma 3 dell'art. 49 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«3. Variazioni in diminuzione del canone applicato possono essere riconosciute dall'ente gestore qualora l'interessato dimostri, nelle forme di legge e sulla base di idonea documentazione, una riduzione del reddito familiare derivante da:

- a) pensionamento;
- b) uscita dal nucleo familiare per morte, servizio di leva, trasferimento di residenza, separazione legale o di fatto anagraficamente rilevabile;
- c) detenzione, ricovero in strutture per la cura di gravi malattie o per il recupero di tossicodipendenti, abbandono dell'alloggio come previsto dall'art. 26, comma 4, malattia grave;
- d) messa in mobilità o in cassa integrazione speciale o disoccupazione per un periodo superiore a quattro mesi;
- e) aspettativa o cessazione di attività lavorativa per motivi di salute debitamente documentati per un periodo superiore a quattro mesi;
- f) riduzione dello stipendio per un periodo superiore a quattro mesi;

B de l'annexe B ; dans tous les cas, le loyer annuel ne peut dépasser 5% ou 10%, respectivement, du revenu effectif du ménage.»

3. Le cinquième alinéa de l'art. 48 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«5. Les personnes appartenant à la tranche E de l'annexe B qui n'acceptent et ne signent pas leur contrat de location au sens de la lettre e) du premier alinéa, les personnes qui dépassent les limites de revenu visées à la tranche E de l'annexe B et les personnes qui appartiennent aux catégories visées au sixième alinéa de l'art. 36, au huitième alinéa de l'art. 42 et au troisième alinéa de l'art. 43 bénéficient d'une indemnité d'occupation égale au double du loyer, au sens de la lettre d) du premier alinéa, indépendamment du montant de leur revenu.»

4. Le sixième alinéa de l'art. 48 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«6. A compter du premier jour du mois suivant celui de l'entrée en vigueur de la présente loi, le loyer ne peut en aucun cas être inférieur à 15 000 liras par mois par pièce conventionnelle, sous réserve des dispositions de la lettre a) du premier alinéa. Par la suite, ledit montant est actualisé le 1^{er} janvier de chaque année, à raison de 75% de la variation appréciée par l'ISTAT entre le mois de juin d'une année et celui de l'année précédente. Le montant ainsi obtenu est arrondi aux 100 liras supérieures.»

Art. 26

(Tranches de revenu. Modifications de l'art. 49)

1. Le troisième alinéa de l'art. 49 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«3. Une diminution du loyer peut être accordée par l'organisme gestionnaire au cas où ce dernier constaterait, aux termes de la loi et sur la base des pièces à l'appui, que le revenu du ménage de la personne concernée a diminué pour les raisons suivantes :

- a) Mise à la retraite ;
- b) Décès, service militaire, changement de résidence, séparation de corps ou de fait, attestés l'état civil ;
- c) Détention, séjour dans des établissements de soins à l'intention des malades graves ou dans des structures pour toxicomanes, abandon du logement aux termes du quatrième alinéa de l'art. 26, maladie grave ;
- d) Conversion, chômage technique ou chômage d'une durée supérieure à quatre mois ;
- e) Mise à disposition ou cessation de l'activité pour des raisons de santé dûment documentées, au titre d'une période de plus de quatre mois ;
- f) Réduction du salaire pour une période de plus de quatre mois ;

g) uscita dal nucleo familiare per motivato e documentato trasferimento, non rilevabile anagraficamente. In tal caso, l'ente gestore ridetermina il canone di locazione non valutando, nel numero dei componenti il nucleo familiare e nel totale del reddito considerato, coloro che rientrano in questa fattispecie. L'applicazione della fattispecie, che non può concernere l'intestatario del contratto di locazione, comporta la perdita del requisito della convivenza, espressamente previsto dall'art. 26.»

2. Il comma 4 dell'art. 49 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«4. L'ente gestore ricalcola il totale del reddito considerato ai fini della determinazione del canone applicato, sostituendo il reddito prodotto con il nuovo reddito percepito oppure sottraendo i redditi prodotti a seconda dei casi indicati al comma 3.»

3. Il comma 5 dell'art. 49 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«5. L'eventuale variazione del canone d'affitto, dovuta alla diversa collocazione di fascia, decorre dal mese successivo a quello della presentazione della documentazione attestante le condizioni di cui al comma 3 e cessa al venir meno delle stesse.»

Art. 27

(Autorimesse. Modificazioni all'art. 50)

1. Il comma 3 dell'art. 50 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«3. Il canone, determinato con le modalità di cui al comma 2, può essere ridotto dall'ente proprietario fino ad un massimo del cinquanta per cento in relazione all'ubicazione, alla superficie, alle condizioni manutentive e alla carenza di dotazione di specifici impianti delle autorimesse; tale riduzione può essere applicata ai soggetti che rientrano nell'area protetta di cui all'art. 48, comma 1, lett. a), anche in assenza delle situazioni sopra indicate.»

Art. 28

(Fondo regionale per l'abitazione.
Modificazioni all'art. 51)

1. L'art. 51 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«Art. 51

(Fondo regionale per l'abitazione)

1. Un fondo regionale per l'abitazione è istituito e disciplinato con apposita legge regionale per l'assegnazione di contributi agli inquilini nei casi determinati dalla legge stessa.»

Art. 29

(Struttura competente. Inserimento dell'art. 51bis)

1. Dopo l'art. 51 della l.r. 39/1995 è inserito il seguente:

g) Déménagement motivé et documenté, non attesté par l'état civil. Dans ce cas, l'organisme gestionnaire fixe le montant du loyer sur la base du nouveau ménage et du revenu y afférent, en excluant les personnes relevant du présent cas de figure. Le déménagement en question ne peut concerner le titulaire du contrat de location et entraîne la perte de la condition de concubinage visée à l'art. 26.»

2. Le quatrième alinéa de l'art. 49 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«4. En vue de la détermination du loyer, l'organisme gestionnaire procède à un nouveau calcul du revenu, en remplaçant le revenu précédent par le nouveau, ou en déduisant les revenus relatifs aux cas de figure visés au troisième alinéa.»

3. Le cinquième alinéa de l'art. 49 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«5. Toute éventuelle modification du loyer due au changement de rang du bénéficiaire dans les tranches de revenu court à partir du mois suivant celui de la présentation de la documentation attestant l'existence des conditions visées au troisième alinéa du présent article et prend fin lorsque lesdites conditions ne sont plus réunies.»

Art. 27

(Garages. Modifications de l'art. 50)

1. Le troisième alinéa de l'art. 50 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«3. Le loyer d'un garage, fixé aux termes du deuxième alinéa, peut être réduit par l'organisme propriétaire à hauteur de 50% au maximum, du fait de sa localisation, de sa surface, de son état d'entretien et de l'absence d'installations spécifiques ; dans tous les cas, ladite réduction est toujours appliquée aux personnes appartenant à la catégorie «protégée» visée à la lettre a) du premier alinéa de l'art. 48.»

Art. 28

(Fonds régional pour le logement.
Modifications de l'art. 51)

1. L'art. 51 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«Art. 51

(Fonds régional pour le logement)

1. Un fonds régional pour le logement est créé et réglementé par une loi régionale *ad hoc*, en vue de l'octroi des subventions aux locataires, dans les cas visés par ladite loi.»

Art. 29

(Structure compétente. Introduction de l'art. 51 bis)

1. Après l'art. 51 de la LR n° 39/1995 est ajouté l'article suivant :

«Art. 51bis
(Individuazione della struttura competente)

1. La responsabilità complessiva di cui alla presente legge è assunta dalla struttura regionale competente in materia di edilizia residenziale pubblica.»

Art. 30
(Modelli tipo. Modificazioni all'art. 58)

1. Dopo il comma 1 dell'art. 58 della l.r. 39/1995 è aggiunto il seguente:

«1bis. Le modificazioni e gli aggiornamenti degli schemi e dei modelli di cui al comma 1 vengono effettuati con provvedimento dell'assessore dei lavori pubblici, infrastrutture e assetto del territorio.»

Art. 31
(Relazione della Giunta.
Modificazioni all'art. 59)

1. Il comma 1 dell'art. 59 della l.r. 39/1995 è sostituito dal seguente:

«1. La Giunta regionale è tenuta a presentare al Consiglio regionale una relazione sugli effetti derivanti dall'applicazione della presente legge.»

Art. 32
(Modificazioni alla tabella B)

1. La tabella B allegata alla l.r. 39/1995 è sostituita dalla tabella B allegata alla presente legge.

Art. 33
(Disposizioni finanziarie)

1. L'onere finanziario relativo alla spesa di cui all'art. 33, comma 1, della l.r. 39/1995, valutato in annue lire 50 milioni, trova copertura, per gli anni 1998, 1999 e 2000, sugli stanziamenti già iscritti al capitolo 20420 (Spese per il funzionamento dei comitati e commissioni) del bilancio regionale per l'anno 1998 e sul bilancio pluriennale 1998/2000.

CAPO II
ULTERIORI MODIFICAZIONI ALLA LEGGE
REGIONALE 28 NOVEMBRE 1986, N. 56,
COME MODIFICATA DALLE LEGGI REGIONALI
17 AGOSTO 1987, N. 79, 27 LUGLIO 1989, N. 46,
E 1° SETTEMBRE 1997, N. 30

Art. 34
(Modificazioni all'art. 2)

1. Il comma 2 dell'art. 2 della legge regionale 28 novembre 1986, n. 56 (Norme per la concessione di finanziamenti agevolati a favore delle cooperative edilizie), è sostituito dal seguente:

«2. L'ammontare dei mutui di cui al comma 1, da ammortiz-

«Art. 51 bis
(Désignation de la structure compétente)

1. La structure régionale compétente en matière de construction sociale est chargée de l'exécution de la présente loi.»

Art. 30
(Modèles. Modifications de l'art. 58)

1. Après le premier alinéa de l'art. 58 de la LR n° 39/1995, est ajouté l'alinéa suivant :

«1 bis. Les modèles visés au premier alinéa sont modifiés et mis à jour par acte de l'assesseur chargé des travaux publics, des infrastructures et de l'aménagement du territoire.»

Art. 31
(Rapport du Gouvernement régional.
Modifications de l'art. 59)

1. Le premier alinéa de l'art. 59 de la LR n° 39/1995 est remplacé comme suit :

«1. Le Gouvernement régional est tenu de présenter au Conseil régional un rapport sur les retombées de la mise en application de la présente loi.»

Art. 32
(Modifications du tableau B)

1. Le tableau B annexé à la LR n° 39/1995 est remplacé par le tableau B annexé à la présente loi.

Art. 33
(Dispositions financières)

1. La dépense visée à l'art. 33, premier alinéa, de la LR n° 39/1995, s'élevant à 50 millions de liras, est couverte, au titre des années 1998, 1999 et 2000 par les crédits inscrits au chapitre 20420 (Dépenses pour le fonctionnement des comités et des commissions) du budget 1998 et du budget pluriannuel 1998/2000 de la Région.

CHAPITRE II
MODIFICATIONS DE LA LOI RÉGIONALE N°56
DU 28 NOVEMBRE 1986,
MODIFIÉE PAR LES LOIS RÉGIONALES
N° 79 DU 17 AOÛT 1987, N° 46 DU 27 JUILLET 1989
ET N° 30 DU 1^{ER} SEPTEMBRE 1997

Art. 34
(Modifications de l'art. 2)

1. Le deuxième alinéa de la loi régionale n° 56 du 28 novembre 1986 portant dispositions pour l'octroi de prêts bonifiés en faveur des coopératives de construction, est remplacé comme suit :

«2. Le montant des emprunts visés au premier alinéa, à

zare negli stessi termini e condizioni dei mutui di cui sono integrativi, è determinato con provvedimento della Giunta regionale in misura tale che l'importo complessivo dei mutui non ecceda i limiti stabiliti dall'art. 3 del regolamento regionale 25 agosto 1997, n. 3 (Norme per la concessione di mutui ad interesse agevolato a favore di persone fisiche nel settore dell'edilizia residenziale. Abrogazione dei regolamenti regionali 23 dicembre 1989, n. 2, e 23 agosto 1991, n. 2), e che siano rispettati i vigenti massimali di costo stabiliti dal Comitato dell'edilizia residenziale (CER).»

2. Il comma 6 dell'art. 2 della l.r. 56/1986 è sostituito dal seguente:

«6. La Giunta regionale, a decorrere dal biennio 1999/2000, può provvedere, con apposito provvedimento, ad aggiornare all'inizio di ogni biennio i massimali di mutuo, di reddito e i relativi tassi di interesse, in relazione all'andamento dell'indice risultante dal bollettino mensile di statistica, edito dall'ISTAT, dei prezzi al consumo per famiglie di operai ed impiegati, riferito al Comune di Aosta, verificatosi nel biennio precedente alla data di adeguamento.»

Art. 35
(Modificazioni all'art. 3)

1. Il comma 4 dell'art. 3 della l.r. 56/1986 è sostituito dal seguente:

«4. L'ammontare del mutuo concedibile, i limiti di reddito e i tassi di interesse sono determinati con i criteri stabiliti dai regolamenti regionali di attuazione della legge regionale 28 dicembre 1984, n. 76 (Costituzione di fondi di rotazione per la ripresa dell'industria edilizia), vigenti al momento della presentazione della domanda di mutuo. La disposizione si applica anche alle cooperative edilizie per le quali non è intervenuto l'atto di frazionamento del mutuo.»

Art. 36
(Modificazioni all'art. 10)

1. Dopo il comma 4 dell'art. 10 della l.r. 56/1986 è aggiunto il seguente:

«4bis. È data facoltà alla Giunta regionale, previo parere della commissione di cui all'art. 15, di concedere deroghe alla superficie non residenziale di cui al comma 3, quando sussistano documentati motivi. L'accesso alla deroga è esteso alle cooperative edilizie, purché la relativa documentazione sia antecedente alla sottoscrizione del contratto di mutuo.»

2. Dopo il comma 4bis dell'art. 10 della l.r. 56/1986 è aggiunto il seguente:

«4ter. La deroga prevista dal comma 4bis può essere con-

amortir dans les mêmes délais et conditions que ceux dont ils sont le complément, est fixé par délibération du Gouvernement régional de telle sorte que la valeur totale des emprunts n'exécède pas le plafond prévu à l'art. 3 du règlement régional n° 3 du 25 août 1997 (Dispositions pour l'octroi de prêts bonifiés en faveur de personnes physiques dans le secteur de la construction d'immeubles à usage d'habitation. Abrogation des règlements régionaux n° 2 du 23 décembre 1989 et n° 2 du 23 août 1991) et que soient respectés les plafonds de dépense en vigueur, fixés par le Comité pour la construction d'immeubles à usage d'habitation.

2. Le sixième alinéa de l'art. 2 de la LR 56/1986 est remplacé comme suit :

«6. A compter des années 1999/2000, le Gouvernement régional peut actualiser, tous les deux ans et par délibération *ad hoc*, les plafonds des prêts, des revenus et des taux d'intérêt, en fonction de la variation de l'indice des prix à la consommation en faveur des familles d'ouvriers et d'employés, au sens du «Bollettino mensile di statistica», publié par l'ISTAT, concernant la commune d'Aoste, apprécié sur les deux ans précédant la date de la mise à jour.»

Art. 35
(Modifications de l'art. 3)

1. Le quatrième alinéa de l'art. 3 de la LR n° 56/1986 est remplacé comme suit :

«4. Le montant du prêt à consentir, le plafond des revenus et les taux d'intérêt sont déterminés suivant les critères fixés par les règlements régionaux d'application de la loi régionale n° 76 du 28 décembre 1984, portant constitution de fonds de roulements pour la relance de l'industrie du bâtiment, en vigueur au moment de la présentation de la demande de l'emprunt. La présente disposition s'applique également aux coopératives de la construction qui n'ont pas bénéficié de l'acte de fractionnement du prêt.»

Art. 36
(Modifications de l'art. 10)

1. Après le quatrième alinéa de l'art. 10 de la LR n° 56/1986 est ajouté l'alinéa suivant :

«4 bis. Le Gouvernement régional, l'avis de la commission visée à l'art. 15 de la présente loi entendu, peut accorder des dérogations aux dispositions en matière de surface non habitable visées au troisième alinéa, pour des raisons motivées. Lesdites dérogations peuvent être accordées également aux coopératives de construction, pourvu que la documentation y afférente soit préalable à la signature du contrat d'emprunt.»

2. Après le quatrième alinéa de l'art. 10 de la LR n° 56/1986, est ajouté l'alinéa suivant :

«4 ter. Les dérogations prévues à l'alinéa 4 bis du présent

cessa anche alle cooperative edilizie che hanno già presentato domanda di mutuo, purché lo stesso non sia già stato assegnato.»

CAPO III
MODIFICAZIONI ALLA LEGGE REGIONALE
4 SETTEMBRE 1995, N. 40

Art. 37
(Modificazioni all'art. 7)

1. La lett. a) del comma 1 dell'art. 7 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 40 (Norme regionali per la vendita del patrimonio di edilizia residenziale pubblica), è sostituita dalla seguente:

«a) abbiano maturato cinque anni di locazione legittima anche a titolo provvisorio;».

Art. 38
(Modificazioni all'art. 9)

1. Il comma 3 dell'art. 9 della l.r. 40/1995 è sostituito dal seguente:

«3. La percentuale di abbattimento per la vetustà è ridotta del trenta per cento qualora nell'alloggio siano stati eseguiti interventi riconducibili a quelli dell'art. 31, comma 1, lett. c) e d), della l. 457/1978.»

Art. 39
(Dichiarazione d'urgenza)

1. La presente legge è dichiarata urgente ai sensi dell'art. 31, comma terzo, dello Statuto speciale per la Valle d'Aosta ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 26 maggio 1998.

Il Presidente
VIÉRIN

article sont également accordées aux coopératives de construction qui ont déjà présenté la demande d'emprunt, à condition que ce dernier n'ait pas encore été consenti.»

CHAPITRE III
MODIFICATIONS DE LA LOI REGIONALE
N° 40 DU 4 SEPTEMBRE 1995

Art. 37
(Modifications de l'art. 7)

1. La lettre a) du premier alinéa de l'art. 7 de la loi régionale n° 40 du 4 septembre 1995, portant dispositions régionales pour la vente du parc des logements sociaux, est remplacé comme suit :

«a) Justifier de cinq ans de location légale, même à titre provisoire ; »

Art. 38
(Modifications de l'art. 9)

1. Le troisième alinéa de l'art. 9 de la LR n° 40/1995 est remplacé comme suit :

«3. Le pourcentage de l'abattement dérivant de la vétusté est diminué de 30% lorsque le logement en question a fait l'objet des travaux visés aux lettres c) et d) du premier alinéa de l'art. 31 de la loi n° 457/1978.»

Art. 39
(Déclaration d'urgence)

1. La présente loi est déclarée urgente aux termes du troisième alinéa de l'article 31 du Statut spécial de la Vallée d'Aoste et entrera en vigueur le jour qui suit celui de sa publication au Bulletin officiel de la Région.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 26 mai 1998.

Le président,
Dino VIÉRIN

Allegato (art. 32)

ANNEXE (art. 32)

Tabella B

Tableau B

Composizione nucleo familiare	Area protetta	Area sociale fascia A	Area sociale fascia B	Area amministrata fascia C	Area amministrata fascia D	Area deroga fascia E
	Reddito effettivo	Reddito convenzionale	Reddito convenzionale	Reddito convenzionale	Reddito convenzionale	Reddito convenzionale
Fino a 2 persone	pensione minima INPS + pensione sociale	fino 9.000.000	da 9.000.000 a 18.500.000	da 18.500.001 a 24.000.000	da 24.000.001 a 29.600.000	da 29.600.001 a 40.600.000
3 persone	pensione minima INPS + pensione sociale	fino 10.500.000	da 10.500.000 a 21.800.000	da 21.800.001 a 27.300.000	da 27.300.001 a 32.800.000	da 32.800.001 a 48.500.000
4 persone	pensione minima INPS + pensione sociale	fino 12.000.000	da 12.000.000 a 25.100.000	da 25.100.001 a 30.600.000	da 30.600.001 a 36.000.000	da 36.000.001 a 57.000.000
5 persone	pensione minima INPS + pensione sociale	fino 14.000.000	da 14.000.000 a 28.400.000	da 28.400.001 a 33.900.000	da 33.900.001 a 39.200.000	da 39.200.001 a 65.500.000

Composition du ménage	Catégorie «protégée»	Catégorie «sociale» tranche A	Catégorie «sociale» tranche B	Catégorie «administrée» tranche C	Catégorie «administrée» tranche D	Catégorie «dérogation» tranche E
	Revenu effectif	Revenu conventionnel	Revenu conventionnel	Revenu conventionnel	Revenu conventionnel	Revenu conventionnel
Jusqu'à 2 personnes	pension minimale INPS + pension sociale	jusqu'à 9 000 000	de 9 000 000 à 18 500 000	de 18 500 001 à 24 000 000	de 24 000 001 à 29 600 000	de 29 600 001 à 40 600 000
3 personnes	pension minimale INPS + pension sociale	jusqu'à 10 500 000	de 10 500 000 à 21 800 000	de 21 800 001 à 27 300 000	de 27 300 001 à 32 800 000	de 32 800 001 à 48 500 000
4 personnes	pension minimale INPS + pension sociale	jusqu'à 12 000 000	de 12 000 000 à 25 100 000	de 25 100 001 à 30 600 000	de 30 600 001 à 36 000 000	de 36 000 001 à 57 000 000
5 personnes	pension minimale INPS + pension sociale	jusqu'à 14 000 000	de 14 000 000 à 28 400 000	de 28 400 001 à 33 900 000	de 33 900 001 à 39 200 000	de 39 200 001 à 65 500 000

LAVORI PREPARATORI

Disegno di legge n. 295

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 545 del 23.02.1998);
- presentato al Consiglio regionale in data 26.02.1998;
- assegnato alla 3^a Commissione consiliare permanente in data 16.03.1998;
- assegnato alla Commissione Affari Generali, per il parere di compatibilità del progetto di legge con i bilanci della Regione, in data 16.03.1998;
- esaminato dalla 3^a Commissione consiliare permanente, con parere in data 31.03.1998 nuovo testo della Commissione e relazione del Consigliere BORRE;

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Projet de loi n° 295

- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 545 du 23.02.1998);
- présenté au Conseil régional en date du 26.02.1998;
- soumis à la 3^{ème} Commission permanente du Conseil en date du 16.03.1998;
- soumis à la Commission des affaires générales aux fins de l'avis de compatibilité du projet de loi et des budgets de la Région, en date du 16.03.1998;
- examiné par la 3^{ème} Commission permanente du Conseil - avis en date du 31.03.1998 - nouveau texte de la Commission et rapport du Conseiller Fedele BORRE;

- esaminato dalla 2^a Commissione consiliare permanente, con parere in data 31.03.1998, nuovo testo della 3^a Commissione;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 09.04.1998, con deliberazione n. 3110/X;
- trasmesso al Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 24.04.1998;
- vistato dal Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 20.05.1998.

- examiné par la 2^{ème} Commission permanente du Conseil – avis en date du 31.03.1998 – nouveau texte de la 3^{ème} Commission ;
- approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 09.04.1998, délibération n° 3110/X ;
- transmis au Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 24.04.1998 ;
- visé par le Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 20.05.1998.

Le seguenti note, redatte a cura del Servizio del Bollettino ufficiale, ai sensi dell'articolo 7, secondo comma, lettera «g» della legge regionale 29 maggio 1992, n. 19, hanno il solo scopo di facilitare la lettura delle disposizioni di legge richiamate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

NOTE ALLA LEGGE REGIONALE
26 MAGGIO 1998 N. 35.

Nota all'articolo 1 :

- (1) Il comma 1 dell'articolo 1 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
- «Le presenti norme, emanate in armonia coi criteri generali approvati dal Comitato interministeriale per la programmazione economica (CIPE) con deliberazione del 19 novembre 1981, pubblicata nella Gazzetta Ufficiale del 19 dicembre 1981, n. 348, e successive modificazioni e integrazioni, si applicano a tutti gli alloggi, utilizzati per le finalità sociali proprie dell'edilizia residenziale pubblica, realizzati o recuperati dallo Stato, da enti pubblici a totale carico o con il concorso o contributo dello Stato e/o della Regione, nonché a quelli di proprietà di enti pubblici non economici o affidati in gestione ai medesimi.».

Nota all'articolo 2 :

- (2) La lettera a) del comma 1 dell'articolo 6 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
- «[I requisiti per l'assegnazione degli alloggi di edilizia residenziale pubblica sono i seguenti : - n.d.r.]
- a) *cittadinanza italiana o di uno Stato appartenente all'Unione europea. E' ammesso altresì il cittadino di uno Stato non appartenente all'Unione europea soltanto se tale diritto è riconosciuto, in condizioni di reciprocità, da convenzioni o trattati internazionali e se è iscritto nelle apposite liste degli uffici regionali del lavoro o svolge in Italia un'attività lavorativa debitamente autorizzata ;».*
- (3) Il comma 3 dell'articolo 6 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
- «Particolari requisiti possono essere stabiliti dalla Regione in relazione all'assegnazione di alloggi realizzati con finanziamenti destinati a specifiche finalità, ovvero in relazione a peculiari esigenze locali. Per tali interventi i provvedimenti regionali di localizzazione potranno prevedere requisiti rispondenti agli scopi particolari dell'intervento, con eventuale riferimento anche all'anzianità di residenza.».

Nota all'articolo 3 :

- (4) La lettera c) del comma 1 dell'articolo 8 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
- «[Ai fini della presente legge è considerato: - n.d.r.]
- c) *famiglia di nuova formazione :*
- 1) *quella in cui i coniugi abbiano contratto matrimonio da*

- non più di due anni dalla data di pubblicazione del bando ;*
- 2) *quella in cui i futuri coniugi alla data di pubblicazione del bando abbiano effettuato le pubblicazioni del matrimonio. La condizione cessa ove il matrimonio non venga contratto prima della data stabilita per la firma del contratto di locazione ;*
- 3) *quella formata da soggetto singolo con minore convivente da almeno due anni ;».*

Nota all'articolo 4 :

- (5) Il comma 1 dell'articolo 9 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
- «All'assegnazione di alloggi si provvede mediante pubblico concorso indetto dai Comuni ove sono localizzati gli interventi costruttivi.».
- (6) Il comma 2 dell'articolo 9 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
- «Il concorso può essere indetto per ambiti territoriali sovra-comunali in conformità alle direttive emante dalla Giunta regionale.».

Nota all'articolo 5 :

- (7) L'alinea del comma 1 dell'articolo 11 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
- «La domanda, redatta su apposito modulo fornito dal Comune e da inoltrarsi allo stesso nei termini indicati dal bando, dev'essere completata con le seguenti indicazioni :...».

Nota all'articolo 6 :

- (8) L'articolo 12 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
- «(Istruttore delle domande)
1. Il Comune che ha indetto il bando procede all'istruttoria delle domande dei concorrenti, verificando la regolarità e la completezza della compilazione del modulo di domanda e l'esistenza della documentazione richiesta.
 2. Al fine di cui al comma 1, il Comune può richiedere agli interessati ulteriori informazioni o documentazione integrativa, anche avvalendosi della collaborazione del Comune in cui il concorrente risiede o lavora.
 3. Il Comune di cui al comma 1 provvede, in via provvisoria, all'attribuzione dei punteggi a ciascuna domanda sulla base delle situazioni dichiarate dall'interessato nel modulo di domanda e documentate dagli allegati al modulo stesso.
 4. Per l'esecuzione delle funzioni di cui ai commi 1, 2 e 3, i Comuni possono delegare, previa convenzione, l'Istituto autonomo per le case popolari.
 5. In caso di inadempienza in ordine all'istruttoria, la Giunta regionale adotta i provvedimenti necessari per l'esecuzione dell'istruttoria medesima.
 6. Le domande, con i punteggi a ciascuna attribuiti e con la relativa documentazione, sono trasmesse entro novanta giorni dal termine di scadenza per la presentazione delle medesime, alla commissione di cui all'art. 14.».

Note all'articolo 7 :

⁽⁹⁾ La rubrica dell'articolo 14 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
«Commissione di assegnazione degli alloggi».

⁽¹⁰⁾ Il comma 10 dell'articolo 14 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevede quanto segue :
«La commissione, ove lo ritenga utile per il migliore espletamento dei compiti ad essa affidati, può :
a) tenere le proprie riunioni anche nella sede del Comune interessato alla formazione della graduatoria ;
b) nominare al suo interno sottocommissioni anche per l'effettuazione di eventuali sopralluoghi ;
c) avvalersi di esperti tecnici.».

Nota all'articolo 8 :

⁽¹¹⁾ Il comma 1 dell'articolo 16 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevede quanto segue :
«La commissione, entro novanta giorni dal ricevimento degli atti e dei documenti del concorso, forma le graduatorie provvisorie, distinte in relazione alle categorie di appartenenza indicate agli art. 8, 24 e 25.».

Note all'articolo 9 :

⁽¹²⁾ Il comma 1 dell'articolo 19 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
«In sede di assegnazione degli alloggi dev'essere verificata la permanenza dei requisiti previsti per l'assegnazione. A tal fine il Comune richiede la documentazione necessaria a dimostrare tale permanenza.».

⁽¹³⁾ Il comma 3 dell'articolo 19 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
«Il Comune trasmette la documentazione alla commissione di cui all'art. 14. La commissione, qualora accerti la mancanza anche di un solo requisito di cui all'art. 6, oppure il mutamento delle condizioni di cui al comma 2, nei successivi venti giorni provvede ad esprimere parer vincolante al Comune in ordine all'eventuale esclusione o al mutamento della posizione del richiedente nella graduatoria medesima.».

Note all'articolo 10 :

⁽¹⁴⁾ Il comma 1 dell'articolo 23 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
«Il Presidente della Giunta regionale, nella sua qualità di prefetto, anche su proposta dell'Assessorato della sanità ed assistenza sociale e del sindaco del Comune interessato, può riservare alloggi da assegnare rispettivamente in favore di soggetti portatori di handicap sensoriale e/o motorio che si trovino in situazioni di disagio abitativo e per far fronte a specifiche documentate situazioni di emergenza abitativa, compreso il caso di sgombero di unità abitativa da recuperare, nonché per consentire la mobilità dell'utenza.».

⁽¹⁵⁾ Il comma 3 dell'articolo 23 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
«Per le assegnazioni degli alloggi riservati a norma del comma 1 devono sussistere i requisiti di cui all'art. 6, in caso contrario l'assegnazione ha carattere provvisorio per due anni. Qualora, alla scadenza del biennio la commissione di cui all'art. 14 accerti il regolare possesso dei requisiti previsti dall'art. 43, l'ente gestore provvede alla stipulazione del contratto definitivo di locazione.».

Nota all'articolo 11 :

⁽¹⁶⁾ Il comma 7 dell'articolo 26 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
«La voltura del contratto è condizionata alla verifica da parte

dell'ente gestore del possesso in capo al subentrante ed agli altri enti componenti il suo nucleo familiare dei requisiti di cui all'art. 43, nonché all'assenza di morosità.».

Nota all'articolo 12 :

⁽¹⁷⁾ Il comma 1 dell'articolo 27 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
«L'ampliamento stabile del nucleo familiare nell'alloggio assegnato è ammissibile quando è determinato dalla filiazione, dal matrimonio e dalla convivenza more uxorio. In tali casi ed in ogni altro caso eventualmente concesso dall'ente gestore per giustificati motivi, è condizionato dal mantenimento dei requisiti di cui all'art. 43, comma 1, lett. b) e c), nonché dall'assenza di morosità.».

Nota all'articolo 13 :

⁽¹⁸⁾ Il comma 1 dell'articolo 30 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
«I cambi consensuali tra assegnatari vengono autorizzati dall'ente gestore, su richiesta congiunta degli assegnatari medesimi, previa verifica dei requisiti per la permanenza nell'alloggio.».

⁽¹⁹⁾ Il comma 2 dell'articolo 30 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
«L'ente gestore raccoglie le richieste di cambio di alloggio dandone pubblicità nelle forme più opportune agli assegnatari.».

⁽²⁰⁾ Il comma 3 dell'articolo 30 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
«Le istanze devono essere motivate :
a) da presenza nel nucleo familiare di portatori di handicap ;
b) da gravi e comprovate esigenze familiari, di salute e personali ;
c) da esigenze di anziani interessati a lasciare alloggi grandi per trasferirsi in altri di dimensioni più ridotte ;
d) da variazioni in aumento o in diminuzione del nucleo familiare ;
e) da esigenze di avvicinamento al luogo di lavoro.».

Nota all'articolo 14 :

⁽²¹⁾ L'articolo 31 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :
«(Programma di mobilità. Criteri)
1. Ai fini dell'eliminazione delle condizioni di sottoutilizzazione o sovraffollamento degli alloggi di edilizia residenziale pubblica, nonché dei disagi abitativi di carattere sociale, l'Istituto autonomo per le case popolari e i Comuni interessati, d'intesa con la Regione, predispongono un programma di mobilità dell'utenza. In attuazione del programma di mobilità dell'utenza, il cambio dell'alloggio è obbligatorio. Il rifiuto, senza valida motivazione, di detto cambio costituisce causa di decadenza dal titolo di assegnatario.
2. Il programma di mobilità viene formato sulla base dei seguenti criteri :
a) verifica dello stato d'uso e affollamento degli alloggi cui si applica la presente normativa, con conseguente individuazione delle situazioni di anomalo affollamento per eccesso o per difetto esistenti secondo le classi di gravità in relazione alla composizione e alle caratteristiche socio-economiche dei nuclei familiari ;
b) utilizzazione di elenchi degli assegnatari aspiranti alla mobilità ;
c) priorità delle domande di cambio fondate sulle motivazioni e l'ordine di successione di cui all'art. 30, comma 3 ;
d) divieto di concessione del cambio di alloggio agli assegnatari che abbiano perduto i requisiti previsti

dall'art. 43 per la permanenza nell'alloggio e a coloro che non abbiano osservato norme contrattuali o risultino morosi per canoni e servizi, fatti salvi i casi previsti dall'art. 38, comma 3.

3. Apposite misure anche finanziarie dovranno essere predisposte, da parte dell'Amministrazione regionale, al fine di agevolare il cambio degli alloggi fra gli assegnatari.
4. La Giunta regionale provvede, entro novanta giorni dall'entrata in vigore della presente legge, ad approvare le modalità per l'applicazione dei criteri di cui al comma 2.»

Nota all'articolo 15 :

⁽²²⁾ L'articolo 32 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«(Commissione per la mobilità)

1. La graduatoria degli aspiranti al cambio di alloggio è formata da una commissione, nominata con decreto del Presidente della Giunta regionale, composta:
 - a) da un rappresentante della Regione, scelto fra il personale dell'Amministrazione regionale con qualifica non inferiore a vice-dirigente, con funzioni di presidente;
 - b) da un rappresentante dell'Istituto autonomo per le case popolari;
 - c) da un rappresentante designato dalle organizzazioni sindacali dell'utenza;
 - d) da un rappresentante dei servizi sociali regionali.
2. La commissione è integrata di volta in volta, da un rappresentante del Comune, designato dal Sindaco, nel cui territorio sorgono gli alloggi interessati dal programma di mobilità.
3. Per il funzionamento della commissione si applicano le disposizioni di cui all'art. 14, commi 6, 7, 8 e 9.
4. Per la validità delle deliberazioni è sufficiente la presenza di tre componenti della commissione, fra i quali, comunque, dev'essere compreso il presidente.»

Nota all'articolo 16 :

⁽²³⁾ Il comma 1 dell'articolo 33 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«Ai componenti della commissione di cui all'art. 14, agli esperti tecnici di cui tale commissione si avvale ed ai componenti della commissione di cui all'art. 32, è corrisposto, se spettante ai sensi dei rispettivi ordinamenti, un gettone di presenza di L. 125.000 per ogni giornata di seduta e, qualora non risiedano nel comune di Aosta, il rimborso delle spese di viaggio. Ogni due anni l'importo del gettone di presenza è aggiornato con decreto del Presidente della Giunta regionale in base alla variazione dell'indice ISTAT del costo della vita.»

Nota all'articolo 17 :

⁽²⁴⁾ Il comma 4 dell'articolo 36 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«Qualora dall'esame dei documenti prodotti dall'assegnatario non emergano elementi tali da modificare le condizioni accertate dal Comune, il sindaco pronuncia l'annullamento dell'assegnazione entro i successivi trenta giorni, sentito il parere obbligatorio e vincolante della commissione di assegnazione di cui all'art. 14.»

⁽²⁵⁾ Il comma 6 dell'articolo 36 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue:

«L'ordinanza del sindaco, che deve prevedere il termine per il rilascio non superiore a sei mesi, costituisce titolo esecutivo nei confronti dell'assegnatario e di chiunque occupi l'alloggio e non è soggetta a graduazioni o proroghe.»

⁽²⁶⁾ Il comma 7 dell'articolo 36 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevede quanto segue:

«Il provvedimento del sindaco ha carattere definitivo.»

Note all'articolo 18 :

⁽²⁷⁾ La lettera d) del comma 1 dell'articolo 37 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«d) abbiano perduto i requisiti indicati all'art. 43. Per quanto concerne il superamento del limite di reddito di cui all'art. 43, comma 1, lett. d), la decadenza è dichiarata dopo due accertamenti annuali consecutivi che documentino il superamento di tale limite;».

⁽²⁸⁾ Il comma 2 dell'articolo 37 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«La decadenza viene inoltre dichiarata nei confronti dei nuclei familiari con reddito compreso nella fascia E dell'allegato B, nel caso in cui l'assegnatario non provveda a sottoscrivere, nel termine stabilito dall'ente gestore, il contratto di locazione secondo le modalità previste dall'art. 11 del decreto-legge 11 luglio 1992, n. 333 (Misure urgenti per il risanamento della finanza pubblica) convertito, con modificazioni, nella legge 8 agosto 1992, n. 359.»

⁽²⁹⁾ Il comma 6 dell'articolo 37 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«Contro il decreto del sindaco, l'interessato può proporre ricorso al pretore del luogo nel cui ambito territoriale è situato l'alloggio entro il termine perentorio di trenta giorni dalla notificazione del decreto stesso. Il pretore adito ha facoltà di sospendere l'esecuzione del decreto. Il provvedimento di sospensione può essere dato dal pretore con decreto in calce al ricorso.»

Note all'articolo 19 :

⁽³⁰⁾ Il comma 1 dell'articolo 38 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«La morosità superiore a tre mesi nel pagamento del canone di locazione o nel rimborso delle spese dirette o indirette per i servizi prestati all'inquilino è causa di risoluzione del contratto con conseguente decadenza dall'assegnazione.»

⁽³¹⁾ Il comma 4 dell'articolo 38 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«Dei casi indicati al comma 3, l'ente gestore informa l'Assessorato regionale della sanità ed assistenza sociale, trasmettendo la documentazione agli atti, per le necessarie verifiche delle condizioni di cui al medesimo comma e per gli eventuali provvedimenti assistenziali di cui all'art. 51.»

⁽³²⁾ Il comma 5 dell'articolo 38 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«In caso di risoluzione del contratto per morosità e conseguente decadenza dall'assegnazione, il provvedimento del legale rappresentante dell'ente gestore, che deve contenere un termine per il rilascio dell'alloggio non superiore a sessanta giorni, costituisce titolo esecutivo nei confronti dell'assegnatario e di chiunque occupi l'alloggio e non è soggetto a graduazioni o proroghe. Contro il provvedimento l'interessato può proporre ricorso al pretore nel cui ambito territoriale è situato l'alloggio, entro il termine perentorio di trenta giorni dalla notificazione del provvedimento stesso. Il pretore adito ha facoltà di sospendere l'esecuzione del provvedimento. La sospensione può essere data dal pretore con decreto in calce al ricorso.»

Nota all'articolo 20:

⁽³³⁾ La lettera d) del comma 1 dell'articolo 40 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«d) da una quota per il finanziamento del fondo sociale determinata annualmente dalla Giunta regionale.»

Nota all'articolo 21:

⁽³⁴⁾ L'articolo 41 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«(Rimborso delle spese per i servizi)

1. Gli assegnatari sono inoltre tenuti a rimborsare integralmente all'ente gestore le spese dirette ed indirette sostenute per i servizi ad essi prestati nella misura fissata dall'ente stesso in relazione al costo dei medesimi, secondo criteri e tabelle di ripartizione previsti da apposito regolamento approvato dall'ente gestore.».

Nota all'articolo 22:

⁽³⁵⁾ Il comma 1 dell'articolo 42 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«Per la determinazione del canone di locazione degli alloggi di cui all'art. 1, gli enti gestori si basano sul reddito complessivo del nucleo familiare degli assegnatari, così come indicato all'art. 5, e sul valore locativo degli alloggi.

2. Alla formazione del reddito annuo complessivo del nucleo familiare concorre anche il reddito prodotto dai conviventi in forma continuativa, esclusi quelli indicati all'art. 27, comma 3.».

Nota all'articolo 23:

⁽³⁶⁾ La lettera c) del comma 1 dell'articolo 43 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«c) assenza di assegnazione in proprietà immediata o futura di alloggio realizzato con contributi pubblici, nonché assenza di finanziamenti agevolati in qualunque forma concessi dallo Stato o da altri enti pubblici;».

Nota all'articolo 24:

⁽³⁷⁾ La lettera a) del comma 5 dell'articolo 45 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«a) tipologia: si fa riferimento alla categoria catastale con l'applicazione dei coefficienti di cui all'art. 16, comma 1, della l. 392/1978;».

Nota all'articolo 25:

⁽³⁸⁾ La lettera a) del comma 1 dell'articolo 48 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«a) area protetta: nella misura del quaranta per cento per gli assegnatari con reddito effettivo annuo complessivo del nucleo familiare, derivante esclusivamente da pensione, non superiore all'importo di una pensione minima INPS per la generalità dei lavoratori aumentato dell'importo di una pensione sociale, come previsto dalla fascia A dell'allegato B; il canone annuo non può comunque superare il cinque per cento del reddito effettivo del nucleo, salvo quanto previsto al comma 6;».

⁽³⁹⁾ La lettera b) del comma 1 dell'articolo 48 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«b) area sociale: nella misura dell'ottanta per cento per gli assegnatari con reddito annuo convenzionale complessivo del nucleo familiare compreso nella fascia B dell'allegato B; il canone annuo non può comunque superare il dieci per cento del reddito effettivo del nucleo;».

⁽⁴⁰⁾ Il comma 5 dell'articolo 48 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«A coloro che sono collocati nella fascia E dell'allegato B e non sottoscrivono apposito contratto di locazione ai sensi della l. 359/1992, a coloro che superano il limite di reddito di cui alla fascia E dell'allegato B, nonché a coloro che sono ricompresi nelle fattispecie di cui all'art. 42, comma 8, e all'art. 43, comma 3, è applicata un'indennità di occupazione pari al doppio del canone risultante da quanto indicato al comma 1, lett. d), indipendentemente dall'entità del reddito.».

⁽⁴¹⁾ Il comma 6 dell'articolo 48 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«Con effetto dal 1° gennaio 1995, il canone di locazione non può in alcun caso essere inferiore a lire 15.000 mensili a vano convenzionale; successivamente tale importo è aggiornato al 1° gennaio di ogni anno nella misura del settantacinque per cento della variazione accertata dall'ISTAT per il periodo giugno/giugno. L'importo così ottenuto è arrotondato alle cento lire superiori.».

Note all'articolo 26:

⁽⁴²⁾ Il comma 3 dell'articolo 49 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«Variazioni in diminuzione del canone applicato possono essere riconosciute dall'ente gestore qualora, su richiesta dell'interessato, si accerti, nelle forme di legge e sulla base di idonea documentazione, una riduzione del reddito familiare derivante da:

a) pensionamento;

b) uscita dal nucleo familiare per morte, matrimonio, servizio di leva, trasferimento di residenza, separazione legale e/o di fatto, detenzione, ricovero in strutture per la cura di gravi malattie o per il recupero di tossicodipendenti, abbandono dell'alloggio come previsto dall'art. 26, comma 4;

c) messa in mobilità o in cassa integrazione speciale o disoccupazione superiore a quattro mesi.».

⁽⁴³⁾ Il comma 4 dell'articolo 49 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«L'ente gestore ricalcola il totale del reddito considerato ai fini della determinazione del canone applicato, con le seguenti modalità:

a) sostituendo il reddito prodotto da coloro che sono nella condizione di cui al comma 3, lett. a), con il reddito di pensione;

b) sottraendo i redditi prodotti da coloro per i quali ricorrono le condizioni di cui al comma 3, lett. b).».

⁽⁴⁴⁾ Il comma 5 dell'articolo 49 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«L'eventuale variazione del canone d'affitto, dovuta alla diversa collocazione di fascia, decorre dal mese successivo a quello dell'accertamento.».

Nota all'articolo 27 :

⁽⁴⁵⁾ Il comma 3 dell'articolo 50 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«Il canone, determinato con le modalità di cui al comma 2, può essere ridotto dall'ente proprietario fino ad un massimo del trenta per cento in relazione all'ubicazione, alla superficie, alle condizioni manutentive e alla carenza di dotazione di specifici impianti delle autorimesse; tale riduzione può essere applicata ai soggetti che rientrano nell'area protetta di cui all'art. 48, comma 1, lett. a), anche in assenza di situazioni sopra indicate.».

Nota all'articolo 28 :

⁽⁴⁶⁾ L'articolo 51 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«(Fondo sociale)

1. Presso l'Amministrazione regionale è costituito un fondo sociale, gestito su capitoli istituiti in contabilità speciale, da utilizzarsi per la corresponsione di contributi agli assegnatari che non siano in grado, anche temporaneamente, di sostenere gli oneri per il canone e per il rimborso dei servizi accessori prestati dall'ente gestore, nonché per i cambi di alloggio.

2. Il Consiglio regionale, su proposta della Giunta regionale,

provvede con apposito regolamento a determinare le modalità e le forme di costituzione e di funzionamento del fondo sociale.

3. La dotazione del fondo sociale è determinata:
- dalla quota dei canoni degli alloggi di edilizia residenziale pubblica di cui all'art. 40, comma 1, lett. d), riscalata dagli enti gestori;
 - da una quota dell'imposta comunale sugli immobili (ICI), percepita dai Comuni sul cui territorio sorgono alloggi di edilizia residenziale pubblica e relativa a tali alloggi;
 - da contributi messi a disposizione dai Comuni;
 - da contributi regionali nella misura stabilita con legge finanziaria.».

Nota all'articolo 30 :

⁽⁴⁷⁾ Il comma 1 dell'articolo 58 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevede quanto segue :

«La Giunta regionale, entro novanta giorni dall'entrata in vigore della presente legge, approva lo schema tipo del bando di concorso per l'assegnazione degli alloggi, il modulo tipo della domanda e i modelli tipo di contratto di locazione degli alloggi e delle autorimesse.».

Nota all'articolo 31 :

⁽⁴⁸⁾ Il comma 1 dell'articolo 59 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevedeva quanto segue :

«Entro il trimestre successivo al primo biennio di vigenza della presente legge, la Giunta regionale è tenuta a presentare al Consiglio regionale una relazione sugli effetti derivanti dall'applicazione della nuova normativa.».

Nota all'articolo 32 :

⁽⁴⁹⁾ La tabella B allegata alla legge regionale 4 settembre 1995, n. 39, (come modificata dall'articolo 1 della legge regionale 20 ottobre 1995, n. 44 - n.d.r.) prevedeva quanto segue :

«Limiti di reddito di cui all'art. 44 per l'applicazione dell'art. 48

Comps.ne nucleo familiare	Area protetta fascia A	Area sociale fascia B	Area ammta fascia C	Area ammta fascia D	Area deroga fascia E
	Reddito effettivo	Reddito convenzionale	Reddito convenzionale	Reddito convenzionale	Reddito convenzionale
Fino a 2 persone	pensione minima INPS + pensione sociale	fino a 17.000.000	da 17.000.001 a 22.000.000	da 22.000.001 a 27.000.000	da 27.000.001 a 37.200.000
3 persone	pensione minima INPS + pensione sociale	fino a 20.000.000	da 20.000.001 a 25.000.000	da 25.000.001 a 30.000.000	da 30.000.001 a 44.400.000
4 persone	pensione minima INPS + pensione sociale	fino a 23.000.000	da 23.000.001 a 28.000.000	da 28.000.001 a 33.000.000	da 33.000.001 a 52.200.000
5 persone e oltre	pensione minima INPS + pensione sociale	fino a 26.000.000	da 26.000.001 a 31.000.000	da 31.000.001 a 36.000.000	da 36.000.001 a 60.000.000

Nota all'articolo 33 :

⁽⁵⁰⁾ L'articolo 33, comma 1, della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 prevede quanto segue :

«Ai componenti della commissione di cui all'art. 14, agli esperti tecnici di cui tale commissione si avvale ed ai componenti della commissione di cui all'art. 32, è corrisposto, se spettante ai sensi dei rispettivi ordinamenti, un gettone di presenza di L. 125.000 per ogni giornata di seduta e, qualora non risiedano nel comune di Aosta, il rimborso delle spese di viaggio. Ogni due anni l'importo del gettone di presenza è aggiornato con decreto del Presidente della Giunta regionale in base alla variazione dell'indice ISTAT del costo della vita.».

Note all'articolo 34 :

⁽⁵¹⁾ Il comma 2 dell'articolo 2 della legge regionale 28 novembre 1986, n. 56 prevedeva quanto segue :

«L'ammontare dei mutui di cui al primo comma, da ammortizzare negli stessi termini e condizioni dei mutui di cui sono integrativi, è determinato con provvedimento della Giunta Regionale in misura tale che l'importo complessivo dei mutui non ecceda il limite di lire 70.000.000 e siano rispettati i vigenti massimali di costo stabiliti dal C.E.R.».

⁽⁵²⁾ Il comma 6 dell'articolo 2 della legge regionale 28 novembre 1986, n. 56 prevedeva quanto segue :

«La Giunta regionale provvede, con apposito provvedimento e secondo le indicazioni del C.I.P.E. ad aggiornare i massimali di mutuo, di reddito e relativi tassi di interesse.».

Nota all'articolo 35 :

⁽⁵³⁾ Il comma 4 dell'articolo 3 della legge regionale 28 novembre 1986, n. 56 prevedeva quanto segue :

«L'ammontare del mutuo concedibile è determinato con i criteri di cui al regolamento regionale 8 aprile 1986, n. 1 e non può eccedere la somma di lire 70.000.000.».

Nota all'articolo 36 :

⁽⁵⁴⁾ Il comma 4 dell'articolo 10 della legge regionale 28 novembre 1986, n. 56 prevede quanto segue :

«Gli interventi di recupero non sono soggetti ad alcuna limitazione di superficie abitativa.».

Nota all'articolo 37 :

⁽⁵⁵⁾ La lettera a) del comma 1 dell'articolo 7 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 40 prevedeva quanto segue :

«a) abbiano maturato cinque anni di locazione legittima e non a titolo provvisorio ;».

Nota all'articolo 38 :

⁽⁵⁶⁾ Il comma 3 dell'articolo 9 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 40 prevedeva quanto segue :

«La percentuale di abbattimento per la vetustà è ridotta del trenta per cento qualora nell'alloggio siano stati eseguiti interventi di manutenzione straordinaria riconducibili a quelli dell'art. 31, comma 1, lett. b), della l. 457/1978.».

Legge regionale 26 maggio 1998, n. 36.

Norme per la costituzione e il funzionamento del Fondo regionale per l'abitazione.

Loi régionale n° 36 du 26 mai 1998,

portant dispositions en matière de création et de fonctionnement du Fonds régional pour le logement.

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

promulga

la seguente legge:

INDICE

- Art. 1 – Costituzione del Fondo regionale per l'abitazione
- Art. 2 – Fonti di finanziamento
- Art. 3 – Condizioni per la concessione dei contributi
- Art. 4 – Modalità
- Art. 5 – Istruttoria delle domande
- Art. 6 – Criteri per la concessione dei contributi
- Art. 7 – Revoca della concessione dei contributi
- Art. 8 – Individuazione della struttura competente
- Art. 9 – Disposizioni finanziarie
- Art. 10 – Dichiarazione d'urgenza

Art. 1

(Costituzione del Fondo regionale per l'abitazione)

1. Presso la struttura regionale competente in materia di edilizia residenziale pubblica, è costituito il Fondo regionale per l'abitazione, di seguito denominato Fondo, da utilizzare per la corresponsione di contributi, alle condizioni stabilite dall'art. 3.

Art. 2

(Fonti di finanziamento)

1. La dotazione finanziaria del Fondo, di cui all'art. 9, è alimentata annualmente da:

- a) una quota, non inferiore al quaranta per cento della quota di cui alla lett. d), dei canoni degli alloggi di edilizia residenziale pubblica di cui all'art. 40 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 (Normativa e criteri generali per l'assegnazione, la determinazione dei canoni e la gestione degli alloggi di edilizia residenziale pubblica), come modificata dalla legge regionale 20 ottobre 1995, n. 44, riscossa dagli enti gestori e da questi versata entro il 31 luglio e il 31 gennaio di ogni anno all'Amministrazione regionale sul capitolo di bilancio regionale indicato all'art. 9, comma 3;
- b) una quota, pari al quaranta per cento della quota di cui alla lett. d), dell'imposta comunale sugli immobili (ICI), percepita dai Comuni sul cui territorio sorgono alloggi di edilizia residenziale pubblica, relativa a tali alloggi e versata entro il 31 ottobre e il 31 maggio di ogni anno all'Amministrazione regionale sul capitolo di bilancio regionale indicato all'art. 9, comma 3;

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

promulgue

la loi dont la teneur suit :

TABLE DES MATIÈRES

- Art. 1^{er} – Création du Fonds régional pour le logement
- Art. 2 – Sources de financement
- Art. 3 – Conditions d'octroi des subventions
- Art. 4 – Modalités
- Art. 5 – Instruction des demandes
- Art. 6 – Critères d'octroi des subventions
- Art. 7 – Révocation des subventions
- Art. 8 – Détermination de la structure compétente
- Art. 9 – Dispositions financières
- Art. 10 – Déclaration d'urgence

Art. 1^{er}

(Création du Fonds régional pour le logement)

1. Est créé, auprès de la structure régionale compétente en matière de construction sociale, le Fonds régional pour le logement – ci-après dénommé Fonds – dont le but est l'octroi de subventions aux conditions visées à l'art. 3 de la présente loi.

Art. 2

(Sources de financement)

1. Les crédits du Fonds visés à l'art. 9 de la présente loi sont alimentés chaque année par les apports suivants :

- a) Une part – non inférieure à 40 p. 100 de la part visée à la lettre d) du présent alinéa – des redevances relatives aux logements sociaux visés à l'art. 40 de la loi régionale n° 39 du 4 septembre 1995 (Dispositions et critères généraux en matière d'attribution, de détermination des loyers et de gestion des logements sociaux), telle qu'elle a été modifiée par la loi régionale n° 44 du 20 octobre 1995, que les organismes gestionnaires recouvrent et versent, avant le 31 juillet et le 31 janvier de chaque année, à l'Administration régionale, qui pourvoit à son inscription au chapitre indiqué au 3^e alinéa de l'art. 9 de la présente loi ;
- b) Une part – équivalant à 40 p. 100 de la part visée à la lettre d) du présent alinéa – de l'impôt communal sur les immeubles (ICI) perçu par les communes sur le territoire desquelles il existe des logements sociaux et relatif auxdits logements ; la somme en question doit être versée avant le 31 octobre et 31 mai de chaque année à l'Administration régionale qui pourvoit à son inscription au chapitre indiqué au 3^e alinéa de l'art. 9 de la présente loi ;

- c) contributi messi a disposizione dagli enti locali, in misura pari al venti per cento della quota di cui alla lett. d), versati all'Amministrazione regionale sul capitolo di bilancio regionale indicato all'art. 9, comma 3;
- d) una quota annua di partecipazione regionale nella misura stabilita dall'art. 9, comma 1;
- e) eventuali disponibilità finanziarie non utilizzate nell'esercizio precedente.

2. Le modalità concernenti l'applicazione del comma 1, lett. b) e c), sono organizzate in modo uniforme dai Comuni, in analogia a quanto disposto dall'art. 12 della legge regionale 20 novembre 1995, n. 48 (Interventi regionali in materia di finanza locale).

Art. 3
(Condizioni per la concessione dei contributi)

1. I contributi di cui all'art. 1 sono concessi:

- a) agli assegnatari collocati nell'area protetta e nell'area sociale di cui all'art. 48, comma 1, lett. a) e b), della l.r. 39/1995, nel caso in cui l'ammontare annuo delle spese per i servizi accessori sia superiore rispettivamente al cinque per cento e al dieci per cento del reddito annuo complessivo del nucleo familiare, determinato ai sensi della l.r. 39/1995;
- b) agli assegnatari che, indipendentemente dall'area di collocazione di cui all'art. 48 della l.r. 39/1995, con esclusione di quelli dell'area di deroga e di quelli collocati nell'area di decadenza di cui all'art. 37 della l.r. 39/1995, abbiano segnalato all'ente gestore di trovarsi nell'impossibilità di effettuare il regolare pagamento dei canoni di locazione e/o delle spese per i servizi accessori per i seguenti sopravvenuti gravi problemi:
 - 1) perdita o riduzione documentate di almeno il quaranta per cento del reddito conseguenti a disoccupazione per qualsiasi causa, mobilità, cassa integrazione, sospensione dal lavoro, infortunio, grave malattia, ricovero in strutture ospedaliere o di riabilitazione o convalescenza, servizio di leva, detenzione di uno o più membri del nucleo familiare per un periodo superiore a tre mesi consecutivi;
 - 2) perdita o riduzione documentate di almeno il quaranta per cento del reddito conseguenti a decesso, divorzio, separazione legale, abbandono del tetto familiare di un membro del nucleo familiare percettore di reddito;
- c) agli assegnatari che, indipendentemente dall'area di collocazione e dai casi previsti alle lett. a) e b), siano soggetti all'applicazione della mobilità di cui all'art. 31 della l.r. 39/1995, per il pagamento delle spese di trasloco;

- c) Les crédits mis à la dispositions par les collectivités locales, à raison de 20 p. 100 de la part visée à la lettre d) du présent alinéa et versés à l'Administration régionale qui pourvoit à leur inscription au chapitre indiqué au 3^e alinéa de l'art. 9 de la présente loi ;
- d) Une contribution annuelle de la Région dont le montant est établi par le 1^{er} alinéa de l'art. 9 de la présente loi ;
- e) Les ressources éventuellement non utilisées au cours de l'exercice précédent.

2. Les modalités d'application des lettres b) et c) du 1^{er} alinéa du présent article sont établies d'une manière homogène par les communes, en harmonie avec les dispositions de l'art. 12 de la loi régionale n° 48 du 20 novembre 1995 (Mesures régionales en matière de finances locales).

Art. 3
(Conditions d'octroi des subventions)

1. Les subventions visées à l'art. 1^{er} de la présente loi sont accordées :

- a) Aux bénéficiaires classés dans les catégories «protégée» et «sociale» visées aux lettres a) et b) du 1^{er} alinéa de l'art. 48 de la LR n° 39/1995, au cas où le montant annuel des charges pour les services accessoires dépasserait respectivement 5 p. 100 et 10 p. 100 du revenu annuel global du ménage fixé au sens de la LR n° 39/1995 ;
- b) Aux bénéficiaires qui, indépendamment de la catégorie à laquelle ils appartiennent au sens de l'art. 48 de la LR n° 39/1995 – exception faite des bénéficiaires classés dans la catégorie «dérogation» et de ceux qui sont déchus du droit d'attribution au sens de l'art. 37 de la LR n° 39/1995 – ont signalé à l'établissement gestionnaire leur impossibilité de procéder au paiement régulier des loyers et/ou des charges relatives aux services accessoires, pour les raisons graves indiquées ci-après :
 - 1) Perte ou réduction documentée de 40 p. 100 au moins du revenu due à l'une des situations indiquées ci-après : chômage pour quelque raison que ce soit, conversion, chômage technique, suspension du travail, accident, maladie grave, hospitalisation dans des structures hospitalières ou de réhabilitation ou de convalescence, service militaire, détention d'un ou de plusieurs membres du ménage pendant une période de plus de trois mois consécutifs ;
 - 2) Perte ou réduction documentée de 40 p. 100 au moins du revenu due à l'une des situations indiquées ci-après : décès, divorce, séparation de corps, abandon du foyer d'un membre du ménage titulaire d'un revenu ;
- c) Aux bénéficiaires qui, indépendamment de la catégorie à laquelle ils appartiennent et des cas prévus par les lettres a) et b) du présent alinéa, sont intéressés par le plan de mobilité visé à l'art. 31 de la LR n° 39/1995 ; dans ce cas, les subventions sont accordées pour le paiement des frais de déménagement ;

d) agli aspiranti assegnatari nei casi previsti alle lett. a) e b), limitatamente al periodo in cui resta in vigore la graduatoria definitiva in cui sono collocati;

e) alle famiglie di nuova formazione di cui all'art. 8, comma 1, lett. c), della l.r. 39/1995, che, in qualità di locatarie, abbiano segnalato alla struttura regionale competente in materia di edilizia residenziale pubblica di trovarsi nell'impossibilità di effettuare al locatore dell'alloggio il regolare pagamento del canone di locazione e/o delle spese accessorie a causa della mancanza o della riduzione, documentate di almeno il trenta per cento del reddito.

2. Ai fini della determinazione delle spese accessorie degli assegnatari di cui al comma 1, lett. a) e b), nel caso in cui il riscaldamento non sia in comune, l'ammontare delle spese relative al riscaldamento dell'alloggio è calcolato secondo una valutazione convenzionale effettuata d'ufficio dall'ente gestore che tenga conto della cubatura dei vani e dei periodi di riscaldamento.

3. Il reddito considerato nei casi di cui al comma 1, per gli assegnatari, gli aspiranti assegnatari e le famiglie di nuova formazione, è quello calcolato e determinato con riferimento agli art. 5, 7 e 42 della l.r. 39/1995.

4. Le spese per i servizi accessori di cui al comma 1 sono, per gli assegnatari, quelle previste all'art. 41 della l.r. 39/1995 e, per gli aspiranti assegnatari e per le famiglie locatarie di nuova formazione, quelle stabilite dall'art. 9 della legge 27 luglio 1978, n. 392 (Disciplina delle locazioni di immobili urbani).

5. I contributi per gli aspiranti assegnatari e per le famiglie di nuova formazione sono calcolati sulla base di un alloggio adeguato come definito dall'art. 2 della l.r. 39/1995.

6. Le spese di trasloco considerate ai fini della presente legge, in dipendenza della mobilità di cui all'art. 31 della l.r. 39/1995, devono essere ritenute effettivamente congrue, con proprio visto, dall'ente gestore.

Art. 4 (Modalità)

1. La domanda per accedere ai contributi, redatta su apposito modulo da parte dell'interessato, dev'essere inoltrata direttamente alla struttura regionale competente in materia di edilizia residenziale pubblica, oppure depositata presso gli enti gestori e locali per il successivo inoltrare all'assessorato stesso.

2. Le modalità per l'ottenimento e l'erogazione dei contributi, quelle concernenti la domanda e la documentazione allegata, le condizioni e i termini sono stabiliti con provvedimento della Giunta regionale.

d) Aux aspirants bénéficiaires, dans les cas prévus par les lettres a) et b) du présent alinéa, limitativement à la période pendant laquelle le classement définitif sur lequel ils figurent demeure valable ;

e) Aux nouveaux ménages visés à la lettre c) du 1^{er} alinéa de l'art. 8 de la LR n° 39/1995 qui, en qualité de locataires, ont signalé à la structure régionale compétente en matière de construction sociale qu'ils se trouvent dans l'impossibilité de payer régulièrement au locateur le loyer et/ou les charges accessoires, en raison du manque de revenu ou de la réduction documentée d'au moins 30 p. 100 de leur revenu.

2. Aux fins de la détermination des dépenses accessoires à la charge des bénéficiaires visés aux lettres a) et b) du 1^{er} alinéa du présent article, s'il n'existe aucune installation de chauffage collectif, le montant des frais pour le chauffage des logements est calculé d'après une évaluation conventionnelle effectuée d'office par l'établissement gestionnaire compte tenu du volume des pièces et des périodes pendant lesquelles le chauffage est nécessaire.

3. Le revenu des bénéficiaires, aspirants bénéficiaires et nouveaux ménages pris en compte dans les cas visés au 1^{er} alinéa du présent article est calculé et fixé au sens des articles 5, 7 et 42 de la LR n° 39/1995.

4. Les charges pour les services accessoires visés au 1^{er} alinéa du présent article sont, pour les bénéficiaires, celles prévues par l'art. 41 de la LR n° 39/1995 et, pour les aspirants bénéficiaires et les nouveaux ménages, celles prévues par l'art. 9 de la loi n° 392 du 27 juillet 1978 (Réglementation de la location d'immeubles urbains).

5. Les charges pour les aspirants bénéficiaires et les nouveaux ménages sont calculées sur la base d'un logement approprié, tel qu'il est défini à l'art. 2 de la LR n° 39/1995.

6. Les frais de déménagement pris en compte aux fins de la présente loi et découlant de la mobilité visée à l'art. 31 de la LR n° 39/1995 doivent être jugés effectivement convenables par l'établissement gestionnaire qui accorde son visa.

Art. 4 (Modalités)

1. Les demandes de subvention, rédigées sur un formulaire prévu à cet effet, doivent être adressées directement à la structure régionale compétente en matière de construction sociale ou bien déposées auprès des établissements gestionnaires et des collectivités locales qui se chargeront de les transmettre à l'assessorat compétent.

2. Les modalités relatives à l'octroi et au versement des subventions, ainsi qu'à la présentation des demandes et des pièces à l'appui, les conditions et les délais y afférents sont établis par une délibération du Gouvernement régional.

Art. 5

Art. 5
(Istruttoria delle domande)

1. La struttura regionale competente in materia di edilizia residenziale pubblica procede all'istruttoria delle domande con gli accertamenti presso gli enti gestori, i locatari, i Comuni, l'Unità sanitaria locale (USL) e la struttura regionale competente in materia di servizi sociali.

2. La struttura regionale competente in materia di edilizia residenziale pubblica sottopone al parere della Commissione di cui all'art. 14 della l.r. 39/1995 specifici casi ai fini della concessione dei contributi.

Art. 6
(Criteri per la concessione dei contributi)

1. La concessione dei contributi di cui all'art. 1 è disposta dall'Amministrazione regionale come segue:

- a) agli assegnatari collocati nell'area protetta di cui all'art. 3, comma 1, lett. a), a copertura delle spese per i servizi accessori per la somma eccedente il cinque per cento del reddito annuo del nucleo familiare, determinato ai sensi della l.r. 39/1995;
- b) agli assegnatari collocati nell'area sociale di cui all'art. 3, comma 1, lett. a), a copertura delle spese per i servizi accessori per la somma eccedente il dieci per cento annuo del nucleo familiare, determinato ai sensi della l.r. 39/1995;
- c) agli assegnatari di cui all'art. 3, comma 1, lett. b), a copertura delle spese per canone di locazione e per servizi accessori fino alla somma pari al trenta per cento del reddito annuo del nucleo familiare, determinato ai sensi della l.r. 39/1995 oppure dell'intera somma in caso di perdita totale del reddito;
- d) agli assegnatari di cui all'art. 3, comma 1, lett. c), a copertura delle spese di trasloco per l'applicazione della mobilità di cui all'art. 31 della l.r. 39/1995;
- e) agli aspiranti assegnatari di cui all'art. 3, comma 1, lett. d), a copertura delle spese per canone di locazione e per servizi accessori fino alla somma pari al quaranta per cento del reddito annuo del nucleo familiare, determinato ai sensi della l.r. 39/1995 oppure dell'intera somma in caso di perdita totale del reddito, limitatamente al periodo in cui resta in vigore la graduatoria definitiva in cui sono collocati;
- f) alle famiglie di nuova formazione di cui all'art. 3, comma 1, lett. e), a copertura delle spese per canone di locazione e per i servizi accessori fino alla somma pari al quaranta per cento del reddito familiare annuo determinato ai sensi dell'art. 3, comma 3, limitatamente ai primi cinque anni dalla data di avvenuto deposito della documentazione di costituzione della famiglia di nuova formazione come disposto dal comma 11.

(Instruction des demandes)

1. La structure régionale compétente en matière de construction sociale procède à l'instruction des demandes et effectue les contrôles nécessaires auprès des établissements gestionnaires, des locataires, des communes, de l'Unité sanitaire locale (USL) et de la structure compétente en matière de services d'aide sociale.

2. Aux fins de l'octroi desdites subventions, la structure régionale compétente en matière de construction sociale soumet les cas spécifiques à l'avis de la commission visée à l'art. 14 de la LR n° 39/1995.

Art. 6
(Critères d'octroi des subventions)

1. Les subventions visées à l'art. 1^{er} de la présente loi sont accordées par l'Administration régionale :

- a) Aux bénéficiaires classés dans la catégorie «protégée» visée à la lettre a) du 1^{er} alinéa de l'art. 3 de la présente loi, à titre de couverture des charges relatives aux services accessoires, pour la partie qui excède 5 p. 100 du revenu annuel du ménage, établi au sens de la LR n° 39/1995 ;
 - b) Aux bénéficiaires classés dans la catégorie «sociale» visée à la lettre a) du 1^{er} alinéa de l'art. 3 de la présente loi, à titre de couverture des charges relatives aux services accessoires, pour la partie qui excède 10 p. 100 du revenu annuel du ménage, établi au sens de la LR n° 39/1995 ;
 - c) Aux bénéficiaires visés à la lettre b) du 1^{er} alinéa de l'art. 3 de la présente loi, à titre de couverture du loyer et des charges relatives aux services accessoires, jusqu'à concurrence de 30 p. 100 du revenu annuel du ménage, établi au sens de la LR n° 39/1995, ou bien jusqu'à concurrence du montant tout entier, en cas de perte totale du revenu ;
 - d) Aux bénéficiaires visés à la lettre c) du 1^{er} alinéa de l'art. 3 de la présente loi, à titre de couverture des frais de déménagement découlant de l'application du plan de mobilité visé à l'art. 31 de la LR n° 39/1995 ;
 - e) Aux aspirants bénéficiaires visés à la lettre d) du 1^{er} alinéa de l'art. 3 de la présente loi, à titre de couverture du loyer et des charges relatives aux services accessoires, jusqu'à concurrence de 40 p. 100 du revenu annuel du ménage, établi au sens de la LR n° 39/1995, ou bien jusqu'à concurrence du montant tout entier en cas de perte totale du revenu, limitativement à la période pendant laquelle le classement sur lequel figurent lesdits aspirants bénéficiaires reste en vigueur ;
 - f) Aux nouveaux ménages visés à la lettre e) du 1^{er} alinéa de l'art. 3 de la présente loi, à titre de couverture du loyer et des charges relatives aux services accessoires, jusqu'à concurrence de 40 p. 100 du revenu annuel du ménage, établi au sens du 3^e alinéa de l'art. 3 de la présente loi, limitativement aux cinq années qui suivent la date de dépôt de la documentation relative à la constitution du nouveau ménage, au sens du 11^e alinéa du présent article.
2. Les mesures relatives auxdites subventions doivent être adoptées dans les soixante jours qui suivent la date de récep-

2. I provvedimenti devono essere adottati entro sessanta giorni dalla data di ricevimento della domanda da parte della struttura regionale competente in materia di edilizia residenziale pubblica.

3. La concessione dei contributi è disposta nei limiti delle somme di cui è accertata la disponibilità sul fondo di cui all'art. 9.

4. La liquidazione dei contributi, successivamente al primo versamento, è subordinata alla presentazione di documentazione attestante l'avvenuto pagamento degli oneri per i quali è stato concesso il contributo.

5. Nel caso di mancato pagamento degli oneri per i quali è stato concesso il contributo, il beneficiario perde la possibilità di presentare ulteriore domanda di contributo e deve restituire i contributi ottenuti con gli interessi al saggio legale.

6. I beneficiari dei contributi sono tenuti a denunciare tempestivamente, non oltre trenta giorni, le intervenute variazioni, per qualsiasi causa, ai requisiti per l'ammissione ai contributi o il mancato pagamento degli oneri per i quali hanno ottenuto i contributi.

7. Dei provvedimenti adottati viene data notizia al richiedente, agli enti gestori e ai locatari interessati.

8. I contributi agli assegnatari sono concessi successivamente alle determinazioni adottate dall'ente gestore ai sensi dell'art. 49 della l.r. 39/1995.

9. I contributi non possono essere concessi ai richiedenti che abbiano ricevuto nel corso dell'anno provvidenze assistenziali dalla USL, da Comuni o da servizi sociali dell'Amministrazione regionale, dirette esclusivamente alla copertura integrale degli oneri derivanti da canoni di locazione e servizi accessori.

10. Fermi restando i limiti stabiliti al comma 1, la Giunta regionale con proprio provvedimento può modificare e integrare i soli criteri procedurali per la concessione dei contributi.

11. Ai fini della presente legge, il periodo quinquennale di vigenza dell'ammissibilità ai contributi, di cui al comma 1, lett. f), decorre dalla data di avvenuto deposito, presso la struttura regionale competente in materia di edilizia residenziale pubblica, dell'atto di notifica, con documentazione, dell'avvenuta formazione di nuova famiglia; la notifica può coincidere con la prima domanda di contributi.

12. La Giunta regionale, con proprio provvedimento, stabilisce i criteri di priorità nell'ammissione all'erogazione dei contributi in relazione alle risorse disponibili del Fondo.

tion des demandes y afférentes par la structure régionale compétente en matière de construction sociale.

3. L'octroi desdites subventions est décidé sur la base des crédits inscrits au Fonds visé à l'art. 9 de la présente loi et dont la disponibilité a été constatée.

4. Après le premier versement, la liquidation des subventions est subordonnée à la présentation des pièces attestant le paiement des dépenses pour lesquelles les subventions ont été accordées.

5. En cas de non-paiement des dépenses pour lesquelles les subventions ont été accordées, les bénéficiaires perdent toute possibilité de présenter une nouvelle demande de subvention et doivent restituer les subventions obtenues, majorées des intérêts calculés au taux légal.

6. Les bénéficiaires des subventions sont tenus de communiquer en temps utile – sous trente jours maximum – toute éventuelle modification des conditions requises pour être admis aux subventions, quelle qu'en soit la raison, ou le non-paiement des dépenses pour lesquelles lesdites subventions ont été accordées.

7. Les mesures adoptées sont communiquées aux demandeurs, aux établissements gestionnaires et aux locataires intéressés.

8. Les subventions sont accordées aux bénéficiaires après l'adoption des mesures visées à l'art. 49 de la LR n° 39/1995 par l'établissement gestionnaire.

9. Lesdites subventions ne peuvent pas être accordées aux demandeurs qui, au cours de l'année en question, ont reçu de la part de l'USL, des communes ou des services d'aide sociale de l'Administration régionale des aides visant exclusivement la couverture intégrale du loyer et des charges relatives aux services accessoires.

10. Sans préjudice des limites fixées au 1^{er} alinéa du présent article, le Gouvernement régional peut, par délibération, modifier et compléter uniquement les critères d'octroi des subventions.

11. Aux fins de la présente loi, la période de cinq ans pendant laquelle les bénéficiaires peuvent obtenir les subventions au sens de la lettre f) du 1^{er} alinéa du présent article court à compter de la date du dépôt de l'acte de notification de la création du nouveau ménage et des pièces à l'appui auprès de la structure compétente en matière de construction sociale ; la notification en question peut coïncider avec la première demande de subvention.

12. Le Gouvernement régional établit, par délibération, les critères de priorité à suivre lors de l'octroi des subventions, compte tenu des ressources du Fonds.

Art. 7
(Révocation des subventions)

Art. 7

(Revoca della concessione dei contributi)

1. L'Amministrazione regionale provvede alla revoca dei contributi quando, direttamente o su segnalazione dell'ente gestore, dell'USL, dei Comuni competenti per territorio o dei locatori, accerti l'inesistenza dei requisiti che hanno determinato la concessione. In tali casi, l'ente gestore deve procedere al recupero del contributo corrisposto per tutto il periodo per il quale è stata accertata la mancanza dei requisiti, maggiorato degli interessi legali. Il contributo, così recuperato, dev'essere trasmesso all'Amministrazione regionale con una rendicontazione.

2. L'Amministrazione regionale deve procedere analogamente a quanto disposto dal comma 1 nel caso di accertamento a carico delle famiglie di nuova formazione.

Art. 8

(Individuazione della struttura competente)

1. La responsabilità complessiva delle funzioni di cui alla presente legge è svolta dalla struttura regionale competente in materia di edilizia residenziale pubblica.

Art. 9

(Disposizioni finanziarie)

1. L'onere a carico della Regione per la partecipazione al Fondo è autorizzato in lire 100 milioni annui e grava sugli stanziamenti già iscritti sul capitolo 61210 del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1998 e sui corrispondenti capitoli di bilancio pluriennale 1998/2000.

2. La rubrica del capitolo 61210 del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1998 è sostituita dalla seguente:

– «Quota di partecipazione regionale al Fondo regionale per l'abitazione».

3. Nella parte entrata del bilancio regionale per l'anno 1998 e per gli anni successivi è istituito il capitolo 13050 (programma regionale 6.21. - codificazione 6.1.3. - Gestione del Fondo regionale per l'abitazione), sul quale sono introitate le quote di partecipazione al Fondo di cui all'art. 2, comma 2.

4. Nella parte spesa del bilancio regionale per l'anno 1998 e per gli anni successivi è istituito il capitolo 72530 (programma regionale 4.2. - codificazione 1.1.4.1.3.1.12.32. - Gestione del Fondo regionale per l'abitazione), sul quale imputare gli oneri per i contributi a carico del Fondo.

5. All'eventuale rideterminazione dell'onere di cui al comma 1 si provvede con legge finanziaria.

Art. 10

(Dichiarazione d'urgenza)

1. La presente legge è dichiarata urgente ai sensi dell'art. 31, comma terzo, dello Statuto speciale per la Valle d'Aosta ed

1. L'Administration régionale pourvoit à la révocation des subventions au cas où il serait constaté, directement ou sur communication de l'établissement gestionnaire, de l'USL, des communes territorialement compétentes ou des locataires, que les bénéficiaires ne répondent pas aux conditions requises. Dans ce cas, l'établissement gestionnaire doit procéder au recouvrement de la subvention au titre de toute la période pendant laquelle les conditions en question ne sont pas réunies, majorée des intérêts légaux. La subvention ainsi recouvrée doit être transmise à l'Administration régionale assortie d'un compte rendu.

2. L'Administration régionale doit procéder aux termes des dispositions du 1^{er} alinéa du présent article lorsque ladite irrégularité est constatée à la charge des nouveaux ménages.

Art. 8

(Détermination de la structure compétente)

1. La structure compétente en matière de construction sociale est entièrement responsable des fonctions visées à la présente loi.

Art. 9

(Dispositions financières)

1. La dépense à la charge de la Région pour la participation au Fonds en cause, s'élevant à 100 millions de livres par an, est autorisée et grève le chapitre 61210 du budget prévisionnel 1998 et les chapitres correspondants du budget pluriennal 1998/2000 de la Région.

2. La dénomination du chapitre 61210 du budget prévisionnel 1998 de la Région est remplacée par la suivante :

– «Contribution de la Région au Fonds régional pour le logement».

3. Le chapitre 13050 (programme régional 6.21 – codification 6.1.3. – Gestion du Fonds régional pour le logement) est créé dans la partie recettes du budget de la Région au titre de 1998 et des exercices suivants ; audit chapitre sont inscrites les contributions de la Région au Fonds visé au 2^e alinéa de l'art. 2 de la présente loi.

4. Le chapitre 72530 (programme régional 4.2 – codification 1.1.4.1.3.1.12.32 – Gestion du Fonds régional pour le logement) est créé dans la partie dépenses du budget de la Région au titre de 1998 et des exercices suivants ; audit chapitre sont imputées les dépenses pour les subventions financées par le Fonds en question.

5. L'éventuel rajustement de la dépense visée au 1^{er} alinéa du présent article est effectué par loi de finances.

Art. 10

(Déclaration d'urgence)

1. La présente loi est déclarée urgente aux termes du troisième alinéa de l'article 31 du Statut spécial et entrera en vigueur le jour qui suit celui de sa publication.

entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 26 maggio 1998.

Il Presidente
VIÉRIN

LAVORI PREPARATORI

Disegno di legge n. 294

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 546 del 23.02.1998);
- presentato al Consiglio regionale in data 26.02.1998;
- assegnato alla 3ª Commissione consiliare permanente in data 10.03.1998;
- assegnato alla Commissione Affari Generali, per il parere di compatibilità del progetto di legge con i bilanci della Regione, in data 10.03.1998;
- esaminato dalla 3ª Commissione consiliare permanente, con parere in data 31.03.1998 nuovo testo della Commissione;
- esaminato dalla 2ª Commissione consiliare permanente, con parere in data 31.03.1998;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 09.04.1998, con deliberazione n. 3109/X;
- trasmesso al Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 24.04.1998;
- vistato dal Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 20.05.1998.

Le seguenti note, redatte a cura del Servizio del Bollettino ufficiale, ai sensi dell'articolo 7, secondo comma, lettera «g» della legge regionale 29 maggio 1992, n. 19, hanno il solo scopo di facilitare la lettura delle disposizioni di legge richiamate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

AVVISO

[Le seguenti note, a cura del Servizio del Bollettino ufficiale, sono state redatte tenendo conto delle modificazioni intervenute in seguito all'applicazione della legge regionale 26 maggio 1998, n. 35, concernente : « Nuova disciplina per gli alloggi di edilizia residenziale pubblica. Ulteriori modificazioni alla legge regionale 4 settembre 1995, n. 39 (Normativa e criteri generali per l'assegnazione, la determinazione dei canoni e la gestione degli alloggi di edilizia residenziale pubblica), alla legge regionale 28 novembre 1986, n. 56 (Norme per la concessione di finanziamenti agevolati a favore delle cooperative edilizie) e della legge regionale 4 settembre 1995, n. 40 (Norme regionali per la vendita del patrimonio di edilizia residenziale pubblica) ». - N.d.r.]

Con nota prot. n. 15978 in data 26 maggio 1998, la Direzione

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 26 mai 1998.

Le président,
Dino VIÉRIN

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Projet de loi n° 294

- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 546 du 23.02.1998) ;
- présenté au Conseil régional en date du 26.02.1998 ;
- soumis à la 3^{ème} Commission permanente du Conseil en date du 10.03.1998 ;
- soumis à la Commission des affaires générales aux fins de l'avis de compatibilité du projet de loi et des budgets de la Région, en date du 10.03.1998 ;
- examiné par la 3^{ème} Commission permanente du Conseil - avis en date du 31.03.1998 - nouveau texte de la Commission ;
- examiné par la 2^{ème} Commission permanente du Conseil - avis en date du 31.03.1998 ;
- approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 09.04.1998, délibération n° 3109/X ;
- transmis au Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 24.04.1998 ;
- visé par le Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 20.05.1998.

Loi régionale n° 37 du 26 mai 1998,

Opere Edili - Servizio Edilizia residenziale pubblica dell'Assessorato dei lavori pubblici, infrastrutture e assetto del territorio, recante in oggetto: «Pubblicazione sul Bollettino Ufficiale della Regione del disegno di legge n. 294, approvato dal Consiglio regionale in data 09.04.1998, oggetto n. 3109/X, recante «Norme per la costituzione e il funzionamento del Fondo regionale per l'abitazione», ha evidenziato quanto segue:

«... Si segnalano due errori riscontrati nel testo dello stesso, ovvero:

- art. 5 (Istruttoria delle domande), comma 1 - il termine locatari dovrebbe essere sostituito con «locatori»;
- art. 6 (Criteri per la concessione dei contributi), comma 7 - il termine locatari dovrebbe essere sostituito con «locatori».

NOTE ALLA LEGGE REGIONALE
26 MAGGIO 1998 N. 36.

Note all'articolo 2 :

- ⁽¹⁾ La lettera d) della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39, come modificata dalla legge regionale 20 ottobre 1995, n. 44 e dall'articolo 20 della legge regionale 26 maggio 1998, n. 35 prevede quanto segue :

«d) da una quota determinata annualmente con deliberazione della Giunta regionale destinata al finanziamento del fondo previsto all'art. 51.».

(2) L'articolo 12 della legge regionale 20 novembre 1995, n. 48 prevede quanto segue :

«(Adempimenti dei Comuni)

1. Allo scopo di assicurare un'omogenea determinazione della base imponibile dell'imposta comunale sugli immobili (ICI) ai fini dell'attribuzione dei trasferimenti di cui all'art. 11, i Comuni, ai sensi degli artt. 4 e 11 del decreto legislativo 30 dicembre 1992, n. 504 (Riordino della finanza degli enti territoriali, a norma dell'articolo 4 della L. 23 ottobre 1992, n. 421) organizzano in modo uniforme le modalità di accertamento dell'ICI.

2. La Giunta regionale promuove un'intesa tra i Comuni ai fini del raggiungimento degli obiettivi di cui al comma 1.».

Note all'articolo 3 :

(3) Le lettere a) e b) del comma 1 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39, come modificato dall'articolo 25, commi 1 e 2, della legge regionale 26 maggio 1998, n. 35 prevedono quanto segue :

«a) area protetta : nella misura del quaranta per cento per gli assegnatari con reddito effettivo annuo complessivo del nucleo familiare, derivante esclusivamente da pensione, non superiore all'importo di una pensione minima INPS per la generalità dei lavoratori aumentato dell'importo di una pensione sociale, come previsto dall'area protetta dell'allegato B. Il canone annuo non può comunque superare il cinque per cento del reddito effettivo del nucleo familiare e non può in alcun caso essere inferiore al cinque per cento dell'importo della pensione sociale ; in deroga a quanto stabilito dall'art. 42, comma 3, sono inseriti nell'area protetta i nuclei familiari con reddito costituito unicamente da sussidi concessi da enti pubblici a fini assistenziali, purché di importo ricompreso nel previsto limite ;

b) area sociale : nella misura del quaranta o dell'ottanta per cento per gli assegnatari con redditi annui convenzionali complessivi del nucleo familiare compresi nelle fasce A o B dell'allegato B ; il canone annuo non può comunque superare rispettivamente il cinque o dieci per cento del reddito effettivo del nucleo ;».

(4) L'articolo 48 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39, come modificato dall'articolo 25 della legge regionale 26 maggio 1998, n. 35 prevede quanto segue :

«(Calcolo del canone di locazione)

1. Per la determinazione del canone di locazione degli alloggi di edilizia residenziale pubblica gli enti gestori applicano il canone definito ai sensi degli artt. 46 e 47 nelle misure sottoindicate, tenuto conto del reddito complessivo degli assegnatari, come definito all'art. 42:

a) area protetta : nella misura del quaranta per cento per gli assegnatari con reddito effettivo annuo complessivo del nucleo familiare, derivante esclusivamente da pensione, non superiore all'importo di una pensione minima INPS per la generalità dei lavoratori aumentato dell'importo di una pensione sociale, come previsto dall'area protetta dell'allegato B. Il canone annuo non può comunque superare il cinque per cento del reddito effettivo del nucleo familiare e non può in alcun caso essere inferiore al cinque per cento dell'importo della pensione sociale ; in deroga a quanto stabilito dall'art. 42, comma 3, sono inseriti nell'area protetta i nuclei familiari con reddito costituito unicamente da sussidi concessi da enti pubblici a fini assistenziali, purché di importo ricompreso nel previsto limite ;

b) area sociale : nella misura del quaranta o dell'ottanta per cento per gli assegnatari con redditi annui convenzionali complessivi del nucleo familiare compresi nelle fasce A o B dell'allegato B ; il canone annuo non può comunque superare rispettivamente il cinque o dieci per cento del reddito effettivo del nucleo ;

c) area amministrata: nella misura del centoventi per cento per gli assegnatari con reddito annuo convenzionale compreso nella fascia C dell'allegato B; il canone annuo non può comunque superare il quindici per cento del reddito effettivo del nucleo;

d) nella misura del centocinquanta per cento per gli assegnatari con reddito annuo convenzionale complessivo del nucleo familiare compreso nella fascia D dell'allegato B; il canone annuo non può comunque superare il quindici per cento del reddito effettivo del nucleo;

e) area di deroga: nella misura stabilita dalla contrattazione tra ente gestore e assegnatari, secondo le modalità previste dal d.l. 333/1992, convertito in l. 359/1992, agli assegnatari con reddito annuo convenzionale complessivo del nucleo familiare compreso nella fascia E dell'allegato B; il canone annuo di locazione, determinato in relazione al valore locativo dell'immobile, non può comunque superare il venti per cento del reddito effettivo del nucleo. In attesa della contrattazione si applica il canone di cui alla lett. d).

2. I redditi di cui al comma 1, lett. a), si intendono effettivi; quelli di cui alle lettere successive si intendono determinati con le modalità stabilite dall'art. 42.

3. Il canone mensile viene arrotondato per eccesso alle cento lire superiori.

4. Gli assegnatari percettori di redditi derivanti da pensione come indicato al comma 1, lett. a), anche se titolari di redditi dei terreni, sono collocati nella fascia A dell'allegato B in relazione all'ammontare complessivo del reddito.

5. A coloro che sono collocati nella fascia E dell'allegato B e che non provvedono ad accettare e a sottoscrivere il canone di locazione di cui al comma 1 lett. e) a coloro che superano il limite di reddito di cui alla fascia E dell'allegato B, nonché a coloro che sono ricompresi nelle fattispecie di cui all'art. 36, comma 6, e all'art. 42, comma 8, e all'art. 43, comma 3, è applicata un'indennità di occupazione pari al doppio del canone risultante da quanto indicato al comma 1, lett. d), indipendentemente dall'entità del reddito.

6. Con effetto dal primo giorno del mese successivo a quello di entrata in vigore della presente legge, il canone di locazione non può in alcun caso essere inferiore a lire 15.000 mensili a vano convenzionale, salvo quanto previsto al comma 1, lettera a). Tale importo è aggiornato al 1° gennaio di ogni anno, nella misura del settantacinque per cento della variazione accertata dall'ISTAT per il periodo giugno/giugno. L'importo così ottenuto è arrotondato alle cento lire superiori.

7. Le spese di registrazione del contratto di locazione sono a carico del conduttore e dell'ente proprietario in parti uguali.».

(5) L'articolo 37 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39, come modificato dall'articolo 18 della legge regionale 26 maggio 1998, n. 35 prevede quanto segue :

«(Decadenza dall'assegnazione)

1. La decadenza dall'assegnazione viene dichiarata, con decreto, dal sindaco del Comune territorialmente competente nei casi in cui l'assegnatario o i componenti il suo nucleo familiare:

a) abbiano ceduto, in tutto o in parte, l'alloggio assegnato;
b) non abitino stabilmente nell'alloggio assegnato o ne mutino la destinazione d'uso, ovvero non lo abbiano occupato stabilmente nei termini indicati all'art. 22;

- c) abbiano adibito l'alloggio ad attività illecite;
- d) abbiano perduto i requisiti indicati all'art. 43. Per quanto concerne il superamento del limite di reddito di cui all'art. 43, comma 1, lett. d), l'applicazione dell'indennità di occupazione, prevista nell'art. 48, comma 5, per un periodo consecutivo superiore a due anni comporta la decadenza dall'assegnazione. Nel caso in cui concorrano i redditi dei figli, la decadenza è dichiarata dopo un periodo consecutivo superiore a sei anni.
- e) non abbiano rilasciato l'alloggio di edilizia residenziale pubblica precedentemente occupato a titolo di locazione, qualora beneficiari di nuova assegnazione o di provvedimento di cambio di alloggio;
- f) rifiutino, senza valida motivazione, il cambio di alloggio previsto dal programma di mobilità di cui all'art. 31. La validità della motivazione è valutata sentita la commissione di cui all'art. 14.
2. La decadenza viene inoltre dichiarata nei confronti dei nuclei familiari con reddito compreso nella fascia E dell'allegato B, nel caso in cui l'assegnatario non provveda ad accettare e a sottoscrivere, nel termine stabilito dall'ente gestore, il canone di locazione di cui all'art. 48, comma 1, lettera e).
3. Per il procedimento si applicano le disposizioni previste dall'art. 36 per l'annullamento dell'assegnazione.
4. La decadenza dall'assegnazione comporta la risoluzione di diritto del contratto ed il rilascio dell'alloggio.
5. Il sindaco può tuttavia concedere un termine non eccedente i dodici mesi per il rilascio dell'immobile, in presenza di documentate ragioni di disagio familiare.
6. Contro il provvedimento del Sindaco, l'interessato può proporre ricorso alle autorità e nelle sedi competenti.
- 6-bis. Il Sindaco può, per comprovati motivi, revocare il provvedimento di decadenza.».
- ⁽⁶⁾ L'articolo 31 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39, come sostituito dall'articolo 14 della legge regionale 26 maggio 1998, n. 35 prevede quanto segue :
- «(Programma di mobilità. Criteri)
1. Ai fini dell'eliminazione delle condizioni di sottoutilizzo o di sovraffollamento degli alloggi di edilizia residenziale pubblica, nonché dei disagi abitativi dovuti a particolari condizioni di natura sociale, l'ente gestore predispone un programma di mobilità. In attuazione del programma di mobilità dell'utenza, il cambio dell'alloggio è obbligatorio. Il rifiuto, senza valida motivazione, del cambio accolto dall'ente gestore comporta l'applicazione dell'indennità di occupazione di cui all'art. 48, comma 5, e l'inibizione all'accesso al fondo previsto all'art. 51.
2. Il programma di mobilità viene formato sulla base dei seguenti criteri :
- a) verifica dello stato d'uso e dell'affollamento degli alloggi a cui si applica la presente normativa, con conseguente individuazione delle situazioni di anomalo affollamento, per eccesso o per difetto, esistenti secondo le classi di gravità, in relazione alla composizione e alle caratteristiche socio-economiche dei nuclei familiari ;
- b) l'utilizzazione di elenchi degli assegnatari aspiranti alla mobilità ;
- c) priorità alle domande di cambio fondate sulle motivazioni e sull'ordine di successione di cui al comma 3.
3. L'ente gestore raccoglie le domande di cambio di alloggio dandone pubblicità nelle forme più opportune. Le domande devono essere motivate da :
- a) presenza nel nucleo familiare di portatori di handicap ;
- b) gravi e comprovate esigenze familiari, di salute e personali ;
- c) esigenze di nuclei familiari interessati a trasferirsi in alloggi di dimensioni più ridotte ;
- d) variazioni in aumento o in diminuzione del nucleo familiare ;
- e) esigenze di avvicinamento al luogo di lavoro.
4. Il cambio degli alloggi fra gli assegnatari, quando avviene in forza delle fattispecie previste dal comma 1, è sempre ammissibile alle provvidenze finanziarie del fondo di cui all'art. 51.
5. La graduatoria degli aspiranti al cambio di alloggio è redatta dalla commissione di cui all'art. 14.».
- ⁽⁷⁾ La lettera c) del comma 1 dell'articolo 8 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39, come sostituita dall'articolo 3 della legge regionale 26 maggio 1998, n. 35 prevede quanto segue :
- «c) famiglia di nuova formazione :
- 1) quella in cui i coniugi abbiano contratto matrimonio da non più di quattro anni dalla data di scadenza del bando per la presentazione delle domande ;
- 2) quella in cui i futuri coniugi entro la data di scadenza del bando abbiano effettuato le pubblicazioni del matrimonio. La condizione cessa ove il matrimonio non venga contratto prima della data stabilita per la firma del contratto di locazione ;
- 3) quella formata da soggetto singolo che conviva da almeno due anni alla data di scadenza del bando con un minore. La condizione temporale non è richiesta quando si tratta di minori contemplati all'art. 5, comma 1, lett. b).».
- ⁽⁸⁾ L'articolo 5 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39, prevede quanto segue :
- «(Nozione di nucleo familiare)
1. Costituiscono il nucleo familiare del concorrente all'assegnazione di un alloggio di edilizia residenziale pubblica, se con lui conviventi:
- a) il coniuge;
- b) i figli legittimi, naturali riconosciuti e adottivi;
- c) gli affiliati;
- d) il convivente more uxorio;
- e) gli ascendenti, i discendenti diversi da quelli indicati alla lett. b), i collaterali e gli affini fino al terzo grado;
- f) le persone non legate da vincoli di parentela o di affinità, qualora alla data di pubblicazione del bando la convivenza istituita duri da almeno due anni e sia dichiarata in forma pubblica con atto di notorietà sia da parte del concorrente che da parte dei conviventi.
2. Per i componenti di cui al comma 1, lett. d) ed e), è necessario che la stabile convivenza con il concorrente abbia avuto inizio almeno due anni prima della data di pubblicazione del bando di concorso e sia dimostrata nelle forme di legge.».
- L'articolo 7 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39, prevede quanto segue :
- «(Nozione di reddito)
1. Ai fini dell'assegnazione degli alloggi di cui alla presente legge, si considera reddito annuo il reddito imponibile fiscale relativo all'ultima dichiarazione la cui scadenza sia precedente alla data di pubblicazione del bando, al lordo delle imposte ed al netto dei contributi previdenziali e assistenziali, degli assegni familiari e degli oneri deducibili, con esclusione dei redditi soggetti a tassazione separata e dei sussidi concessi dagli enti pubblici a fini assistenziali.
2. Qualora alla formazione del reddito concorrano redditi da lavoro dipendente, questi sono calcolati nella misura del sessanta per cento.
3. In caso di reddito misto, gli eventuali oneri deducibili vanno detratti o dal reddito da lavoro dipendente o dall'insieme degli altri redditi, a seconda della maggiore entità dell'uno o degli altri.

4. Per quanto concerne soggetti che durante il periodo preso in considerazione ai fini della determinazione del reddito abbiano prestato servizio militare, si fa riferimento al reddito dell'anno precedente, se prodotto a mezzo di un'attività permanente e continuativa.
5. Per quanto concerne soggetti che durante il periodo preso in considerazione ai fini della determinazione del reddito abbiano iniziato un'attività permanente e continuativa, il reddito si calcola dividendo il reddito reale per i mesi durante i quali questo è stato prodotto e moltiplicando il risultato per dodici.
6. Coloro i quali dimostrino che il reddito imponibile fiscale conseguito nell'anno antecedente a quello di approvazione della graduatoria provvisoria è, per gravi e comprovati motivi di carattere sociale, inoppugnabilmente inferiore a quello relativo all'ultima dichiarazione fiscale la cui scadenza è precedente alla data di pubblicazione del bando, possono far valere la situazione reddituale più favorevole ai fini dell'assegnazione. Gli interessati sono tenuti ad allegare alla domanda di cui all'art. 11 apposita documentazione e/o certificazione rilasciata dall'Assessorato regionale della sanità ed assistenza sociale.»

L'articolo 42 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39, come modificato dall'articolo 22 della legge regionale 26 maggio 1998, n. 35 prevede quanto segue :

«(Criteri per la determinazione del canone)

1. Per la determinazione del canone di locazione degli alloggi di cui all'art. 1, gli enti gestori si basano sul reddito complessivo del nucleo familiare, risultante dalla situazione di famiglia degli assegnatari, e sul valore locativo degli alloggi.
2. Alla formazione del reddito annuo complessivo del nucleo familiare concorre anche il reddito prodotto dai conviventi in forma continuativa, esclusi quelli indicati all'art. 27, comma 3.
3. Si considera reddito annuo complessivo il reddito imponibile fiscale, al lordo delle imposte e al netto dei contributi previdenziali e assistenziali, degli assegni familiari e degli oneri deducibili, con esclusione dei redditi soggetti a tassazione separata e dei sussidi concessi da enti pubblici a fini assistenziali.
4. Qualora alla formazione del reddito concorrano redditi da lavoro dipendente, questi sono calcolati nella misura del sessanta per cento.
5. In caso di reddito misto, gli eventuali oneri deducibili vanno detratti o dal reddito da lavoro dipendente o dall'insieme degli altri redditi a seconda della maggiore entità dell'uno o degli altri.
6. Gli enti gestori richiedono, almeno biennialmente e successivamente alla data di scadenza del termine per la presentazione della dichiarazione dei redditi, agli assegnatari, che sono tenuti a fornirli nei termini all'uopo stabiliti, documentazione atta a comprovare la situazione reddituale di ogni componente il nucleo familiare e comunque di tutti coloro che occupano stabilmente l'alloggio alla data della richiesta.
7. L'accertamento del reddito deve avvenire tramite presentazione da parte dell'assegnatario di copia della dichiarazione dei redditi relativi all'anno precedente per ogni componente il nucleo familiare e per ogni convivente che svolga attività lavorativa autonoma o dipendente o percepisca pensione.
8. Qualora l'assegnatario non produca, nei termini prefissati, la documentazione richiesta dall'ente gestore, verrà applicata l'indennità di occupazione prevista all'art. 48, comma 5.»

⁽⁹⁾ L'articolo 41 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39,

come sostituito dall'articolo 21 della legge regionale 26 maggio 1998, n. 35 prevede quanto segue :

«(Regolamento del canone e delle spese per i servizi)

1. Il pagamento del canone di locazione degli alloggi di edilizia residenziale pubblica è diretto a garantire la copertura delle quote di cui all'art. 40.
2. Gli inquilini sono tenuti a rimborsare integralmente all'ente gestore le spese accessorie dirette e indirette, per i servizi ad essi prestati, nella misura fissata dall'ente stesso in relazione al costo dei medesimi, secondo i criteri e tabelle di ripartizione previsti da apposito regolamento approvato dall'ente gestore e in relazione all'alloggio e al relativo complesso immobiliare.
3. I componenti del nucleo familiare che concorrano alla formazione del reddito familiare sono obbligati, in solido con l'assegnatario, a corrispondere quanto dovuto all'ente gestore per il canone di locazione e per le spese accessorie.»

⁽¹⁰⁾ L'articolo 21 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39, prevede quanto segue :

«(Nozione di alloggio adeguato)

1. Ai fini della presente legge si considera alloggio adeguato alle esigenze del nucleo familiare quello avente una superficie utile netta non inferiore a:
 - a) mq. 28 per un nucleo familiare composto da una persona;
 - b) mq. 40 per un nucleo familiare composto da due persone;
 - c) mq. 60 per un nucleo familiare composto da tre persone;
 - d) mq. 70 per un nucleo familiare composto da quattro persone;
 - e) mq. 80 per un nucleo familiare composto da cinque persone;
 - f) mq. 95 per un nucleo familiare composto da sei o più persone.
2. Ai fini della determinazione della superficie utile netta di cui al comma 1, non si tiene conto di eventuali autorimesse singole, del posto macchina in autorimesse di uso comune, di balconi, terrazze, cantine ed altri accessori simili, della superficie scoperta di pertinenza dell'immobile di godimento esclusivo del conduttore e della superficie condominiale destinata a verde.
3. È invece considerato non adeguato l'alloggio, abitato da un nucleo familiare con presenza di handicappati di natura motoria e sensoriale, non adattabile ai sensi del decreto del Ministro dei lavori pubblici 14 giugno 1989, n. 236, pubblicato nel supplemento ordinario alla Gazzetta ufficiale del 23 giugno 1989, n. 145.»

⁽¹¹⁾ Vedasi nota n. 6.

Nota all'articolo 5 :

⁽¹²⁾ L'articolo 14 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39, come modificato dall'articolo 7 della legge regionale 26 maggio 1998, n. 35 prevede quanto segue :

«(Commissione di edilizia residenziale pubblica sovvenzionata)

1. Le graduatorie di assegnazione degli alloggi sono predisposte da una commissione nominata con decreto del Presidente della Giunta regionale, composta:
 - a) da un magistrato, anche a riposo, con funzioni di presidente, designato dal presidente del Tribunale di Aosta;
 - b) da un esperto di problemi sociali designato dalla Giunta regionale;
 - c) da un esperto in materia di edilizia residenziale pubblica designato dalla Giunta regionale;
 - d) dal presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della Valle d'Aosta o un suo delegato;

- e) da un rappresentante delle organizzazioni sindacali degli assegnatari più rappresentative a livello nazionale, designato dalle medesime.
- f) da un rappresentante delle organizzazioni sindacali maggiormente rappresentative a livello nazionale e regionale, designato dalle medesime.
2. La commissione è integrata di volta in volta dal Sindaco del Comune interessato all'assegnazione o suo delegato.
3. La commissione è inoltre integrata con un rappresentante delle organizzazioni dei profughi, designato dal competente ufficio dell'Amministrazione regionale, che partecipa, con voto consultivo, alle sedute il cui ordine del giorno preveda l'esame delle domande concernenti l'assegnazione di alloggi ai profughi.
4. La commissione elegge nel proprio seno il vice presidente fra i membri indicati al comma 1, lett. da b) ad f).
5. Per la validità delle deliberazioni è sufficiente la presenza di quattro componenti della commissione, fra i quali, comunque, dev'essere compreso il presidente o il vice presidente.
6. In caso di parità di voti, prevale quello del presidente della seduta.
7. La commissione rimane in carica cinque anni.
8. L'istruttoria delle domande è curata dal Comune di volta in volta interessato. La funzione di segretario della commissione è svolta da un dipendente dell'Amministrazione regionale.
9. La commissione ha sede presso l'Istituto autonomo per le case popolari della Valle d'Aosta.
10. La commissione, ove lo ritenga utile per il migliore espletamento dei compiti ad essa affidati, può:
- a) tenere le proprie riunioni anche nella sede del Comune interessato alla formazione della graduatoria;
- b) nominare al suo interno sottocommissioni anche per l'effettuazione di eventuali sopralluoghi;
- c) avvalersi di esperti tecnici.
- 10-bis. La commissione ha competenza nell'esame di tutte le situazioni di emergenza abitativa, di cui all'art. 23, e nelle relative assegnazioni di alloggi riservati a norma dell'art. 23, comma 1, e nella formazione della graduatoria degli aspiranti al cambio di alloggi.».

Note all'articolo 6 :

⁽¹³⁾ Vedasi nota 6.

⁽¹⁴⁾ L'articolo 49 della legge regionale 4 settembre 1995, n. 39, come modificato dall'articolo 26 della legge regionale 26 maggio 1998, n. 35 prevede quanto segue :

«(Collocazione nelle fasce di reddito)

1. Gli assegnatari sono collocati nelle fasce di reddito di cui

all'art. 48 sulla base della documentazione prodotta e degli accertamenti effettuati a norma dell'art. 42.

2. L'eventuale variazione della collocazione degli assegnatari nelle fasce di reddito e del canone di locazione ha effetto dal 1° gennaio dell'anno successivo a quello nel quale è stata accertata la modificazione della situazione reddituale, ad eccezione di quanto previsto dall'art. 27, comma 2, e dal comma 3 del presente articolo.
3. Variazioni in diminuzione del canone applicato possono essere riconosciute dall'ente gestore qualora, l'interessato dimostri, nelle forme di legge e sulla base di idonea documentazione, una riduzione del reddito familiare derivante da:
- a) pensionamento;
- b) uscita dal nucleo familiare per morte, servizio di leva, trasferimento di residenza, separazione legale o di fatto anagraficamente rilevabile;
- c) detenzione, ricovero in strutture per la cura di gravi malattie o per il recupero di tossicodipendenti, abbandono dell'alloggio come previsto dall'art. 26, comma 4, malattia grave ;
- d) messa in mobilità o in cassa integrazione speciale o disoccupazione per un periodo superiore a quattro mesi.
- e) aspettativa o cessazione di attività lavorativa per motivi di salute debitamente documentati per un periodo superiore a quattro mesi ;
- f) riduzione dello stipendio per un periodo superiore a quattro mesi ;
- g) uscita dal nucleo familiare per motivato e documentato trasferimento, non rilevabile anagraficamente. In tal caso l'ente gestore ridetermina il canone di locazione non valutando, nel numero dei componenti il nucleo familiare e nel totale del reddito considerato, coloro che rientrano in questa fattispecie. L'applicazione della fattispecie, che non può concernere l'intestataro del contratto di locazione, comporta la perdita del requisito della convivenza, espressamente previsto dall'art. 26.
4. L'ente gestore ricalcola il totale del reddito considerato ai fini della determinazione del canone applicato, sostituendo il reddito prodotto con il nuovo reddito percepito oppure sottraendo i redditi prodotti a seconda dei casi indicati al comma 3.
5. L'eventuale variazione del canone d'affitto, dovuta alla diversa collocazione di fascia, decorre dal mese successivo a quello della presentazione della documentazione attestante le condizioni di cui al comma 3 e cessa al venire meno delle stesse.
6. Nel caso di decesso di assegnatario unico percettore di reddito del nucleo familiare, derivante esclusivamente da pensione, l'ente gestore colloca il nucleo nella fascia di reddito immediatamente inferiore a quella occupata.».

Legge regionale 26 maggio 1998, n. 37.

Concessione di un contributo all'ENEL S.p.A. per l'inserimento di cabina elettrica nel comune di Verrès.

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

promulga

la seguente legge:

portant octroi d'un financement à l' ENEL s.p.a. en vue de l'installation d'un poste électrique dans la commune de Verrès.

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

promulgue

la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}

Art. 1
(Finalità)

1. La Giunta regionale, nel pubblico interesse ed al fine della tutela paesistica del centro abitato di Verrès, è autorizzata a concedere un contributo fino a lire 693 milioni pari al sessantatre per cento delle spese previste in lire 1.100 milioni a favore dell'ENEL S.p.A., Divisione Trasmissione, Direzione di Torino, ai sensi dell'art. 126 del regio decreto 11 dicembre 1933, n. 1775 (Testo unico delle disposizioni di legge sulle acque e impianti elettrici), per le spese concernenti il maggior costo della variante a 132 kV, da realizzare a doppia terna lungo il fiume Dora Baltea per l'inserimento della cabina primaria Meridian, rispetto al costo preventivato per la ricostruzione a doppia terna, lungo lo stesso tracciato, delle attuali linee a 132 kV, site in comune di Verrès.

Art. 2
(Modalità, criteri e documentazione per l'erogazione del contributo)

1. Il contributo è pari al sessantatre per cento della spesa effettivamente sostenuta dall'ENEL S.p.A. per il maggior costo conseguente all'intervento di cui all'art. 1, relativo alle demolizioni, alle forniture dei materiali e dei sostegni, alle prestazioni di terzi per la messa in opera di tali forniture e sostegni ed ai costi per rilievi, indennizzi e atti notarili, servitù, valutazione di impatto ambientale, progettazione e direzione lavori.

2. Sono esclusi dal contributo i danni causati a terzi per causa dell'ENEL S.p.A. o dei suoi appaltatori.

3. Il progetto dell'intervento deve essere approvato preventivamente dalla Giunta regionale congiuntamente all'impegno di spesa.

4. Il progetto è costituito da una planimetria indicante le opere da realizzare, dal relativo preventivo analitico dei costi e da un quadro di raffronto tra la ricostruzione sull'attuale tracciato e la variante proposta, oggetto del contributo di cui alla presente legge.

5. La somma di cui al comma 1 dev'essere liquidata entro sessanta giorni dalla data di presentazione della documentazione sottoindicata e subordinatamente ad appositi sopralluoghi effettuati da funzionari della struttura regionale competente in materia di linee elettriche dell'assessorato regionale competente in materia di lavori pubblici, con appositi provvedimenti dirigenziali, secondo le seguenti modalità:

a) una prima rata di lire 350 milioni, corrispondente a circa il cinquanta per cento della spesa totale, previa presentazione da parte dell'ENEL S.p.A. della seguente documentazione:

1) preventivo analitico di spesa, con indicazione della fonte dei prezzi utilizzati;

(Finalités)

1. Le Gouvernement régional, dans le respect de l'intérêt public et afin d'assurer la protection du paysage du bourg de Verrès, est autorisé à octroyer une subvention s'élevant à 693 millions de liras, soit soixante-trois pour cent de la dépense prévue de 1 100 000 000 de liras, au profit de l'ENEL s.p.a., Division Transmission, Direction de Turin, au sens de l'article 126 du décret du roi n° 1775 du 11 décembre 1933, portant texte unique des lois en matière d'eaux et d'installations électriques. Ladite subvention est destinée aux dépenses découlant du surcoût de la variante à 132 kV qui doit être réalisée à deux ternes le long de la Doire Baltée, en vue de l'installation du poste principal Meridian, par rapport au coût prévu pour la reconstruction à deux ternes, le long du même tracé, des lignes actuelles à 132 kV, dans la commune de Verrès.

Art. 2
(Modalités, critères et documentation relatifs à l'octroi)

1. La subvention s'élève à soixante-trois pour cent de la dépense effectivement supportée par l'ENEL s.p.a. pour le surcoût découlant de l'opération visée à l'article premier de la présente loi, relatif aux démolitions, à la fourniture des matériaux et des éléments de soutènement, aux prestations des tiers pour la mise en œuvre desdits éléments et fournitures, aux coûts dérivant des levés, indemnités et actes notariés, des servitudes, de l'évaluation de l'impact sur l'environnement, ainsi que de la conception et de la direction des travaux.

2. Sont exclus dudit financement les dommages causés à autrui par l'ENEL s.p.a. ou par ses adjudicataires.

3. Le projet de cette opération et l'engagement de dépenses y afférent doivent être approuvés, au préalable, par le Gouvernement régional.

4. Ledit projet comporte un plan de masse indiquant les ouvrages à réaliser, le devis analytique y afférent et un tableau où sont comparées la reconstruction du tracé actuel et la variante proposée, qui fait l'objet de la subvention visée à la présente loi.

5. La somme visée au premier alinéa du présent article doit être versée dans un délai de soixante jours à compter de la date de présentation de la documentation indiquée ci-après et après les visites des lieux effectuées par les fonctionnaires de la structure régionale compétente en matière de lignes électriques de l'Assessorat régional compétent en matière de travaux publics, par acte du directeur, selon les modalités suivantes :

a) Une tranche de 350 000 000 de liras, correspondant à environ cinquante pour cent de la dépense totale, après la présentation de la part de l'ENEL s.p.a. des documents suivants :

1) Devis analytique des dépenses, indiquant le bordereau des prix appliqués ;
2) Projet comportant un rapport technique et descriptif,

cap. 51835 (di nuova istituzione)
«Contributo all'ENEL S.p.A. per la realizzazione della variante a 132 kV nel comune di Verrès»

anno 1998: competenza lire 693.000.000

anno 1998: cassa lire 693.000.000.

Art. 5
(Dichiarazione d'urgenza)

1. La presente legge è dichiarata urgente ai sensi dell'art. 31, comma terzo, dello Statuto speciale per la Valle d'Aosta ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 26 maggio 1998.

Il Presidente
VIÉRIN

LAVORI PREPARATORI

Disegno di legge n. 311

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 853 del 16.03.1998);
- presentato al Consiglio regionale in data 18.03.1998;
- assegnato alla 4ª Commissione consiliare permanente in data 23.03.1998;
- assegnato alla Commissione Affari Generali, per il parere di compatibilità del progetto di legge con i bilanci della Regione, in data 23.03.1998;
- esaminato dalla 4ª Commissione consiliare permanente, con parere in data 01.04.1998, nuovo testo della Commissione e relazione del Consigliere PICCOLO;
- esaminato dalla 2ª Commissione consiliare permanente, con parere in data 02.04.1998, nuovo testo della 4ª Commissione;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 09.04.1998, con deliberazione n. 3114/X;
- trasmesso al Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 24.04.1998;
- vistato dal Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 20.05.1998.

Le seguenti note, redatte a cura del Servizio del Bollettino ufficiale, ai sensi dell'articolo 7, secondo comma, lettera «g» della legge regionale 29 maggio 1992, n. 19, hanno il solo scopo di facilitare la lettura delle disposizioni di legge richiamate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

«Financement en faveur de l'ENEL s.p.a. pour la réalisation de la variante à 132 kV dans la commune de Verrès»

année 1998 : exercice budgétaire 693 000 000 L.

année 1998 : fonds de caisse 693 000 000 L.

Art. 5
(Déclaration d'urgence)

1. La présente loi est déclarée urgente aux termes du 3^e alinéa de l'article 31 du Statut spécial de la Vallée d'Aoste et entrera en vigueur le jour qui suit celui de sa publication au Bulletin officiel de la Région.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 26 mai 1998.

Le président,
Dino VIÉRIN

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Projet de loi n° 311

- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 853 du 16.03.1998) ;
- présenté au Conseil régional en date du 18.03.1998 ;
- soumis à la 4^{ème} Commission permanente du Conseil en date du 23.03.1998 ;
- soumis à la Commission des affaires générales aux fins de l'avis de compatibilité du projet de loi et des budgets de la Région, en date du 23.03.1998 ;
- examiné par la 4^{ème} Commission permanente du Conseil - avis en date du 01.04.1998 - nouveau texte de la Commission et rapport du Conseiller Guglielmo PICCOLO ;
- examiné par la 2^{ème} Commission permanente du Conseil - avis en date du 02.04.1998 - nouveau teste de la 4^{ème} Commission ;
- approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 09.04.1998, délibération n° 3114/X ;
- transmis au Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 24.04.1998 ;
- visé par le Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 20.05.1998.

Loi régionale n° 38 du 26 mai 1998,

NOTE ALLA LEGGE REGIONALE
26 MAGGIO 1998 N. 37.

Nota all'articolo 1 :

- ⁽¹⁾ L'articolo 126 del regio decreto 11 dicembre 1933, n. 1775 prevede quanto segue :
«Su richiesta delle autorità interessate il Ministro dei lavori

pubblici può, per ragioni di pubblico interesse, ordinare lo spostamento delle condutture elettriche e l'utente, ove non siano intervenute speciali pattuizioni, ha diritto ad una congrua indennità se lo spostamento non può essere eseguito senza spese eccessive.

In caso di contestazione l'apprezzamento di tale possibilità è demandato al Ministro dei lavori pubblici, che provvede con decreto, sentito il Consiglio superiore. La misura dell'indennità, quando sia dovuta, è determinata col decreto stesso, salvo ricorso all'autorità giudiziaria.»

Legge regionale 26 maggio 1998, n. 38.

Interventi regionali a favore del settore termale.

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

promulga

la seguente legge:

Art. 1
(Finalità)

1. La Regione Autonoma Valle d'Aosta favorisce, nell'ambito delle proprie competenze, interventi atti a migliorare l'attività, l'organizzazione e la gestione delle terme di Saint-Vincent e Pré-Saint-Didier tramite l'ampliamento e la riqualificazione delle strutture termali ed annesso strutture alberghiere e di supporto unitariamente considerate quali complessi termali finalizzati alla cura e/o riabilitazione e/o promozione della salute.

Art. 2
(Interventi finanziari)

1. Possono beneficiare degli interventi di cui all'art. 4 i soggetti risultati vincitori di procedure ad evidenza pubblica promosse dai Comuni interessati per le finalità di cui all'art. 1. I beneficiari di detti interventi devono avere sede legale e fiscale in Valle d'Aosta.

2. Il Comune di Pré-Saint-Didier provvede, ai fini della presente legge, quale subconcessionario, secondo direttive della Giunta regionale emanate ai sensi della legge regionale 8 febbraio 1958, n. 1 (Norme procedurali per la ricerca e per la coltivazione e utilizzazione delle miniere in Valle d'Aosta).

Art. 3
(Individuazione del concessionario)

1. I soggetti interessati possono presentare al Comune interessato offerte da realizzare in regime di concessione ai sensi dell'art. 35 della legge regionale 20 giugno 1996, n. 12 (Legge regionale in materia di lavori pubblici) con risorse a carico degli stessi salvo quanto previsto all'art. 4.

2. Le offerte sono costituite almeno:

portant mesures en faveur du secteur thermal.

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

promulgue

la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}
(Finalités)

1. La Région autonome Vallée d'Aoste encourage, dans le cadre de ses compétences, des actions de nature à améliorer l'activité, l'organisation et la gestion des thermes de Saint-Vincent et de Pré-Saint-Didier, par l'agrandissement et la rénovation des structures thermales, hôtelières et des services, qui forment des complexes thermaux destinés aux soins et/ou à la rééducation et/ou à la promotion de la santé.

Art. 2
(Mesures financières)

1. Peuvent bénéficier des mesures visées à l'art. 4 de la présente loi les adjudicataires des marchés publics lancés par les communes concernées par la réalisation des finalités visées à l'art. 1^{er} de la présente loi. Les bénéficiaires desdites mesures doivent avoir leur siège social et fiscal en Vallée d'Aoste.

2. La commune de Pré-Saint-Didier, en sa qualité de sous-concessionnaire, procède à la réalisation des finalités visées à la présente loi, conformément aux orientations que le Gouvernement régional a fixées au sens de la loi régionale n° 1 du 8 février 1958 portant dispositions en matière de recherche et d'exploitation des mines en Vallée d'Aoste.

Art. 3
(Détermination du concessionnaire)

1. Les sujets intéressés peuvent présenter à la commune concernée des offres en vue d'obtenir une concession au sens de l'art. 35 de la loi régionale n° 12 du 20 juin 1996 portant dispositions régionales en matière de travaux publics ; la fourniture des ressources nécessaires est à la charge des sujets susmentionnés, sans préjudice des dispositions de l'art. 4 de la présente loi.

2. Les offres comportent au moins :
a) Etude du contexte territorial et environnemental ;

- a) da uno studio di inquadramento territoriale ed ambientale;
- b) da una progettazione preliminare;
- c) da un piano economico-finanziario con la specificazione delle caratteristiche del servizio e della gestione nonché degli altri elementi di cui all'art. 35 della l.r. 12/1996;
- d) dall'indicazione dei soggetti finanziatori e delle garanzie offerte.

3. Possono presentare le offerte i soggetti dotati di idonei requisiti tecnici, organizzativi, finanziari e gestionali, specificati nel bando di gara ai sensi della vigente normativa.

4. Il Comune interessato valuta le offerte presentate secondo le modalità che saranno indicate nel bando di gara.

5. L'aggiudicatario redige, nei termini indicati nell'offerta, il progetto esecutivo senza che comunque possa determinarsi la modifica del piano finanziario e attiva conseguentemente tutte le procedure per consentire, all'atto dell'approvazione del progetto esecutivo, l'immediata realizzazione dell'opera nel rispetto della normativa vigente.

Art. 4 (Modalità d'intervento)

1. Ai soggetti individuati all'art. 2 sono concessi mutui per la realizzazione dei progetti risultati vincitori che, per le finalità di cui all'art. 1, prevedano:

- a) la ristrutturazione di edifici o complessi di edifici già esistenti nonché l'arredamento e la fornitura di attrezzature;
- b) la costruzione di nuovi edifici nonché l'arredamento e la fornitura di attrezzature;
- c) l'acquisto, la costruzione e la ristrutturazione delle strutture alberghiere connesse alle strutture termali di cui alle lett. a) e b) nonché la fornitura di arredamento.

2. I mutui vengono concessi nella proporzione pari al settanta per cento della spesa ritenuta ammissibile. La spesa finanziabile inerente agli investimenti di cui al comma 1, lett. c), non deve risultare preponderante rispetto agli investimenti di cui al comma 1, lett. a) e b).

3. Il limite massimo dei finanziamenti previsti dal comma 1 è pari a lire 14 miliardi per ciascuno dei complessi termali individuati all'art. 1.

Art. 5 (Deliberazione dei finanziamenti)

1. Gli interventi previsti dalla presente legge sono attuati con mandato, senza rappresentanza, conferito dalla Giunta regionale alla Finanziaria regionale Valle d'Aosta S.p.A. (FINAOSTA S.p.A.), senza alcun rischio per la stessa fatti salvi i rischi connessi alla diligenza del mandatario.

- b) Avant-projet ;
- c) Plan économique et financier indiquant les caractéristiques du service et de la gestion, ainsi que des autres éléments visés à l'art. 35 de la loi régionale n° 12/1996 ;
- d) Sujets qui assurent le financement et garanties.

3. Ont vocation à soumissionner les sujets qui répondent aux conditions techniques, financières, d'organisation et de gestion visées à l'avis d'appel d'offres, aux termes des dispositions en vigueur.

4. La commune concernée évalue les offres présentées selon les modalités indiquées dans l'avis d'appel d'offres.

5. L'adjudicataire établit le projet d'exécution conformément aux indications contenues dans l'offre, sans jamais modifier le plan financier, et entame toutes les procédures nécessaires à permettre, lors de l'approbation dudit projet d'exécution, la réalisation immédiate de l'ouvrage, dans le respect des dispositions en vigueur.

Art. 4 (Modalités d'intervention)

1. Aux sujets mentionnés à l'art. 2 de la présente loi sont accordés des emprunts pour la réalisation des projets retenus ; ces derniers doivent prévoir, aux termes des finalités visées à l'art. 1^{er} :

- a) La remise en état des bâtiments ou des ensembles de bâtiments existant, ainsi que la fourniture du mobilier et des équipements y afférents ;
- b) La construction de nouveaux bâtiments, ainsi que la fourniture du mobilier et des équipements y afférents ;
- c) L'achat, la construction et la rénovation d'établissements hôteliers liés aux structures thermales visées aux lettres a) et b) du présent article, ainsi que la fourniture du mobilier y afférent.

2. Les emprunts susmentionnés sont accordés à raison de 70 p. 100 de la dépense éligible. La dépense éligible afférente aux actions visées à la lettre c) du premier alinéa du présent article ne doit pas dépasser celle prévue pour les actions visées aux lettres a) et b) du premier alinéa du présent article.

3. Le plafond des financements prévus par le premier alinéa du présent article est fixé à 14 milliards de lire pour chaque complexe thermal mentionné à l'art. 1^{er}.

Art. 5 (Financements)

1. Le Gouvernement régional donne mandat, sans représentation, à la Société financière régionale Vallée d'Aoste SpA (FINAOSTA SpA) aux fins de l'application des mesures prévues à la présente loi, sans autre risque pour ladite société que ceux liés à la diligence du mandataire.

2. Dans le cadre de la dépense éligible au sens de la pré-

2. Gli interventi previsti dalla presente legge non sono cumulabili per le medesime iniziative, entro il limite massimo della spesa riconosciuta ammissibile ai sensi della presente legge, con altri contributi o provvidenze regionali, mentre sono cumulabili con analoghe provvidenze concesse dallo Stato, da enti da esso delegati o da altri enti pubblici.

Art. 6
(Durata dei mutui)

1. I mutui, della durata massima di anni venti più due di preammortamento, sono ammortizzabili mediante il versamento di rate semestrali posticipate, comprensive di restituzione di capitale e interessi, calcolati secondo le modalità di cui all'art. 7.

2. Gli investimenti sono finanziati a partire dagli interventi di cui all'art. 4, comma 1, lett. a) e b), e devono essere ultimati entro tre anni decorrenti dalla prima erogazione del mutuo.

3. Durante il periodo di cui al comma 1, sulle somme erogate sono corrisposti interessi calcolati secondo le modalità di cui all'art. 7.

4. Qualora, decorso il periodo di preammortamento previsto al comma 2, l'investimento finanziario non sia stato realizzato nella sua totalità, le somme erogate devono essere rimborsate a far tempo dalla predetta data, sulla base di un autonomo piano di ammortamento della durata massima di anni dieci più due di preammortamento.

5. L'erogazione delle somme residue è subordinata alla realizzazione degli investimenti non completati, la cui ultimazione deve essere perfezionata entro cinque anni, decorrenti dalla prima erogazione del mutuo. Il rimborso delle predette somme deve avvenire sulla base di un piano di ammortamento della durata massima di anni dieci più due di preammortamento.

6. Decorso il termine di cui al comma 5, le eventuali somme ancora da erogare sono oggetto di revoca.

7. I termini di cui al presente articolo devono essere ridotti qualora la scadenza della gestione prevista dai progetti vincitori di procedure di evidenza pubblica promossi dai Comuni interessati per le finalità di cui all'art. 1 risulti antecedente.

Art. 7
(Tasso d'interesse)

1. I mutui sono concessi ad un tasso d'interesse variabile, pari al quaranta per cento del tasso di riferimento per il settore del credito fondiario-edilizio, in vigore nel mese precedente a quello di stipulazione del contratto di mutuo, con un arrotondamento al mezzo punto inferiore nell'ipotesi di frazioni di punto.

2. Il tasso d'interesse determinato ai sensi del comma 1 è

sente loi, les financements que cette dernière prévoit ne sont pas cumulables, au titre des mêmes initiatives, avec d'autres subventions ou aides régionales, tandis qu'ils peuvent être cumulés avec des financements de l'Etat ou d'établissements délégués par l'Etat à cet effet ou d'autres collectivités publiques.

Art. 6
(Durée des emprunts)

1. Les emprunts, d'une durée maximale de vingt ans, plus deux ans de préamortissement, sont amortissables tous les six mois par des versements différés qui comprennent la restitution du capital et des intérêts, évalués selon les modalités prévues à l'art. 7 de la présente loi.

2. Les emprunts sont accordés tout d'abord pour les travaux visés aux lettres a) et b) du premier alinéa de l'art. 4 et ne peuvent durer plus de trois ans à compter du premier versement y afférent.

3. Durant la période visée au premier alinéa du présent article, sur les sommes versées sont appliqués des intérêts évalués selon les modalités visées à l'art. 7 de la présente loi.

4. Au cas où, une fois écoulée la période du préamortissement prévu au deuxième alinéa du présent article, le financement n'aurait pas été totalement utilisé, les sommes déjà versées doivent être remboursées à compter de la date susmentionnée, sur la base d'un plan d'amortissement autonome d'une durée de dix ans maximum, plus deux de préamortissement.

5. L'octroi des sommes restantes est subordonné à la réalisation des travaux en cause, qui doivent être achevés dans les cinq ans qui suivent le premier versement de l'emprunt. Les sommes susdites doivent être remboursées selon un plan d'amortissement d'une durée de dix ans maximum, plus deux ans de préamortissement.

6. Passé le délai visé au cinquième alinéa du présent article, le versement des sommes restantes n'est plus effectué.

7. Les délais visés au présent article doivent être anticipés lorsque la date d'expiration de la gestion, fixée par les projets retenus lors des marchés publics lancés par les communes concernées en vue de réaliser les finalités visées à l'art. 1^{er}, est antérieure à ceux-ci.

Art. 7
(Taux d'intérêt)

1. Les emprunts sont accordés à un taux d'intérêt variable, correspondant à 40% du taux de référence pour le secteur du crédit foncier-immobilier en vigueur le mois précédent celui de la passation du contrat d'emprunt, avec un arrondissement au demi-point inférieur en cas de fractions de point.

2. Le taux d'intérêt fixé aux termes du premier alinéa du présent article, est actualisé annuellement sur la base du taux

rivisto annualmente sulla base del tasso di riferimento per il settore del credito fondiario-edilizio, in vigore nel mese di settembre di ciascun anno.

Art. 8
(Garanzie)

1. L'accensione dei mutui comporta l'acquisizione di ipoteca o di altre forme di garanzie indicate nei progetti risultati vincitori di procedure di evidenza pubblica promosse dai Comuni interessati per le finalità di cui all'art. 1.

Art. 9
(Controlli tecnici, contabili e amministrativi)

1. I mutuatari devono consentire qualsiasi indagine richiesta dall'Amministrazione regionale inerente al controllo tecnico degli investimenti oggetto del finanziamento, nonché la regolare destinazione dei fondi.

2. La struttura regionale competente in materia di finanze provvede al controllo amministrativo e contabile dei finanziamenti agevolati concessi ai sensi della presente legge.

3. In caso di comprovata irregolarità, verificata dalle competenti strutture dell'Amministrazione regionale e/o su richiesta della FINAOSTA S.p.A., gli assessori regionali competenti possono proporre alla Giunta regionale l'adozione di un provvedimento di immediata estinzione del mutuo.

Art. 10
(Vincoli e sanzioni)

1. Gli immobili oggetto delle provvidenze previste dalla presente legge non possono:

- a) mutare la destinazione per la quale è stato concesso il finanziamento per la durata di preammortamento e di ammortamento del mutuo salvo che non si rientri comunque nelle finalità di cui all'art. 1;
- b) essere ceduti a titolo gratuito o oneroso, per tutta la durata di preammortamento e di ammortamento del mutuo, a soggetti che non siano in possesso dei requisiti previsti nelle procedure di evidenza pubblica promosse dai Comuni interessati per le finalità di cui all'art. 1.

2. La violazione degli obblighi di cui al comma 1, lett. a) o lett. b), comporta l'estinzione anticipata e immediata del mutuo e il versamento, a titolo di penale, di una somma pari al quaranta per cento del debito residuo.

3. La trasgressione ai divieti di cui al comma 1 è accertata dalla FINAOSTA S.p.A..

Art. 11
(Estinzione anticipata)

1. I mutuatari possono estinguere anticipatamente i mutui.

de référence pour le secteur du crédit foncier-immobilier en vigueur au mois de septembre de chaque année.

Art. 8
(Garanties)

1. L'ouverture des emprunts implique l'acquisition d'une hypothèque ou d'autres formes de garanties mentionnées dans les projets retenus lors des marchés publics lancés par les communes concernées en vue de réaliser les finalités visées au premier article de la présente loi.

Art. 9
(Contrôles techniques, comptables et administratifs)

1. Les emprunteurs doivent permettre à l'Administration régionale d'effectuer tout contrôle technique afférent aux travaux financés et à la régularité de la destination des fonds en cause.

2. La structure régionale compétente en matière de finances pourvoit au contrôle administratif et comptable des prêts bonifiés accordés aux termes de la présente loi.

3. En cas d'irrégularité constatée par les structures compétentes de l'Administration régionale, éventuellement sur demande de la FINAOSTA SpA, les assesseurs régionaux compétents peuvent proposer au Gouvernement régional l'adoption d'une délibération portant extinction immédiate du prêt.

Art. 10
(Obligations et sanctions)

1. Les bâtiments financés au sens de la présente loi ne peuvent pas :

- a) Changer la destination pour laquelle le financement a été octroyé pendant la période de préamortissement et d'amortissement de l'emprunt y afférent, à moins que la nouvelle destination ne s'inscrive pas dans le cadre des finalités visées à l'art. 1^{er} de la présente loi ;
- b) Etre cédés, à titre gratuit ou à titre onéreux, pendant la période de préamortissement et d'amortissement de l'emprunt y afférent, à des sujets ne réunissant pas les conditions prévues dans les marchés publics lancés par les communes concernées dans le cadre des finalités visées à l'art. 1^{er} de la présente loi.

2. Le non-respect des obligations visées aux lettres a) ou b) du premier alinéa du présent article, entraîne la révocation anticipée et immédiate du prêt et le versement d'une amende dont le montant correspond à 40% de la dette restante.

3. La violation des interdictions visées au premier alinéa du présent article est constatée par la FINAOSTA SpA.

Art. 11
(Extinction anticipée)

1. Les emprunteurs peuvent rembourser les emprunts avant leur expiration.

2. L'avvenuta estinzione anticipata del mutuo non comporta comunque l'abolizione, per tutta l'originaria durata di preammortamento e di ammortamento del mutuo, del vincolo di destinazione previsto dall'art. 10.

3. L'adozione, da parte della Giunta regionale, del provvedimento di cui all'art. 9, comma 3, comporta l'estinzione anticipata e immediata del mutuo e il versamento, a titolo di penale, di una somma pari al quaranta per cento del debito residuo.

Art. 12
(Disposizioni procedurali)

1. Le disposizioni procedurali necessarie per l'applicazione delle norme della presente legge, ivi compresa la convenzione che regola i rapporti tra l'Amministrazione regionale e la FINAOSTA S.p.A., sono approvate con deliberazione della Giunta regionale.

Art. 13
(Disposizioni finanziarie)

1. Per i fini di cui all'art. 4 la Giunta regionale è autorizzata a trasferire alla FINAOSTA S.p.A., in gestione speciale, la somma complessiva di lire 28 miliardi, di cui lire 2.000 milioni nell'anno 1999, lire 7.000 milioni nell'anno 2000 e, indicativamente, lire 10.000 milioni nell'anno 2001, lire 7.000 milioni nell'anno 2002 e lire 2.000 milioni nell'anno 2003. L'ammontare delle somme da trasferire alla gestione speciale sarà annualmente determinato con legge finanziaria.

2. Per il finanziamento dell'intervento di cui al comma 1 la Giunta regionale è autorizzata a contrarre nel quinquennio 1999/2003, con uno o più istituti di credito, nei limiti annui dell'ammontare dei finanziamenti da trasferire alla gestione speciale FINAOSTA S.p.A., mutui passivi per un importo complessivo non superiore a lire 28 miliardi, ad un tasso massimo del 7,50% e per un periodo di ammortamento non superiore a quindici anni.

3. L'onere derivante dall'ammortamento dei mutui di cui al comma 2, previsto in lire 113,3 milioni per l'anno 1999 e in lire 588,1 milioni per l'anno 2000, è coperto mediante utilizzo, per corrispondenti importi annui, delle risorse iscritte al capitolo 69020 (Fondo globale per il finanziamento di spese di investimento) del bilancio pluriennale 1998/2000, a valere sull'accantonamento B.2.3 (Realizzazione del nuovo complesso termale in Comune di Pré-Saint-Didier) previsto all'allegato n. 1 del bilancio stesso.

4. La spesa di cui al comma 1 graverà sul capitolo 35800 che si istituisce nella parte spesa del bilancio pluriennale 1998/2000 della Regione a decorrere dall'anno 1999.

5. Gli oneri di cui al comma 3 graveranno a decorrere dall'anno 1999 sui capitoli 69300 e 69320 del bilancio regio-

2. Dans tous les cas, l'extinction anticipée de l'emprunt n'implique pas l'abolition de l'obligation relative à la destination visée à l'art. 10 de la présente loi et ce, pendant toute la durée initiale du préamortissement et de l'amortissement de l'emprunt.

3. L'adoption, par le Gouvernement régional, de la délibération visée au troisième alinéa de l'art. 9 de la présente loi entraîne le remboursement anticipé et immédiat de l'emprunt et le versement d'une amende dont le montant correspond à 40% de la dette restante.

Art. 12
(Dispositions en matière de procédure)

1. La procédure à suivre aux fins de l'application de la présente loi et de la passation de la convention qui régit les rapports entre l'Administration régionale et la FINAOSTA SpA, est approuvée par délibération du Gouvernement régional.

Art. 13
(Dispositions financières)

1. En vue de la réalisation des finalités visées à l'art. 4 de la présente loi, le Gouvernement régional est autorisé à transférer à la FINAOSTA SpA, à titre de gestion spéciale, la somme globale de 28 milliards de lires, dont 2 milliards pour 1999, 7 milliards pour l'an 2000 et, à titre indicatif, 10 milliards pour 2001, 7 milliards pour 2002 et 2 milliards pour 2003. Le montant de la dépense faisant l'objet dudit virement en faveur de la gestion spéciale est fixé chaque année par loi de finances.

2. En vue du financement de la dépense visée au premier alinéa du présent article, le Gouvernement régional est autorisé à contracter des emprunts avec un ou plusieurs établissements de crédit, au titre de la période 1999/2003 et dans la limite annuelle du montant des financements faisant l'objet du virement en faveur de la gestion spéciale FINAOSTA SpA. Le montant global desdits emprunts ne peut être supérieur à 28 milliards de lires, à un taux de 7,50% maximum et pendant une période d'amortissement qui ne dépasse pas les quinze ans.

3. La dépense relative à l'amortissement des emprunts visés au deuxième alinéa du présent article s'élève à 113 300 000 L au titre de 1999 et à 588 100 000 L au titre de l'an 2000. Ladite dépense est couverte, pour les montants annuels correspondants, par les crédits inscrits au chapitre 69020 («Fonds global pour le financement des dépenses d'investissement») du budget pluriannuel 1998/2000 de la Région, à valoir sur la provision B.2.3 (Réalisation du nouvel ensemble thermal dans la commune de Pré-Saint-Didier), au sens de l'annexe n° 1 dudit budget.

4. La dépense visée au premier alinéa du présent article grèvera le chapitre 35800 de la partie dépenses du budget pluriannuel 1998/2000 de la Région à compter de l'année 1999.

5. La dépense visée au troisième alinéa du présent article grèvera, à compter de 1999, les chapitres 69300 et 69320 du

nale. A decorrere dall'anno 2001 gli oneri di ammortamento saranno determinati ai sensi dell'art. 17 della legge regionale 27 dicembre 1989, n. 90 (Norme in materia di bilancio e di contabilità generale della Regione Autonoma Valle d'Aosta).

Art. 14
(Variazioni di bilancio)

1. Al bilancio di previsione della Regione per il triennio 1998/2000 sono apportate le seguenti variazioni:

a) parte entrata:

variazioni in aumento:
programma regionale 5.18.
codificazione 5.1.0.

cap. 11195 (di nuova istituzione)
«Contrazione di mutui per il finanziamento di interventi nel settore termale»

anno 1999	lire	2.000.000.000
anno 2000	lire	7.000.000.000;

b) parte spesa:

1) variazioni in diminuzione:

cap. 69020 «Fondo globale per il finanziamento di spese di investimento»

anno 1999	lire	113.300.000
anno 2000	lire	588.100.000;

2) variazioni in aumento:

programma regionale 2.1.4.2.
codificazione 2.1.2.5.4.3.10.13.

cap. 35800 (di nuova istituzione)
«Spese per il finanziamento di interventi nel settore termale da attuarsi tramite la gestione speciale della FINAOSTA S.p.A.»

anno 1999	lire	2.000.000.000
anno 2000	lire	7.000.000.000

cap. 69300 «Quota interessi per ammortamento di mutui da contrarre»

anno 1999	lire	75.000.000
anno 2000	lire	217.000.000

cap. 69320 «Quota capitale per ammortamento di mutui da contrarre»

anno 1999	lire	38.300.000
anno 2000	lire	371.100.000.

Art. 15
(Dichiarazione d'urgenza)

1. La presente legge è dichiarata urgente ai sensi dell'art. 31,

budget régional. A compter de 2001, la dépense d'amortissement sera fixée aux termes de la loi n° 90 du 27 décembre 1989, portant dispositions en matière de budget et de comptabilité générale de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Art. 14
(Rectifications du budget)

1. Les rectifications suivantes sont apportées au budget prévisionnel 1998/2000 de la Région :

a) Recettes :

Augmentation:
Programme régional : 5.18.
Codification : 5.1.0.

Chap. 11195 (nouveau chapitre)
«Ouverture d'emprunts pour le financement d'actions dans le secteur thermal»

1999 :	2 000 000 000 L
2000 :	7 000 000 000 L

b) Dépenses :

1) Diminution:

Chap. 69020 «Fonds global pour le financement des dépenses d'investissement»

1999 :	113 300 000 L
2000 :	588 100 000 L

2) Augmentation

Programme régional : 2.1.4.2.
Codification : 2.1.2.5.4.3.10.13.

Chap. : 35800 (nouveau chapitre)
«Dépenses pour le financement des actions dans le secteur thermal, effectué par l'intermédiaire de la gestion spéciale de la FINAOSTA SpA»

1999 :	2 000 000 000 L
2000 :	7 000 000 000 L

Chap. 69300 «Part d'intérêts destinée à l'amortissement des emprunts à contracter»

1999 :	75 000 000 L
2000 :	217 000 000 L

Chap. 69320 «Part de capital destinée à l'amortissement des emprunts à contracter»

1999 :	38 300 000 L
2000 :	371 100 000 L

Art. 15
(Déclaration d'urgence)

1. La présente loi est déclarée urgente aux termes du troi-

comma terzo, dello Statuto speciale per la Valle d'Aosta ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 26 maggio 1998.

Il Presidente
VIÉRIN

LAVORI PREPARATORI

Disegno di legge n. 303

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 753 del 09.03.1998);
- presentato al Consiglio regionale in data 10.03.1998;
- assegnato alla Commissione consiliare permanente 2^a e 4^a in data 24.03.1998;
- esaminato dalla 4^a Commissione consiliare permanente, con parere in data 01.04.1998, nuovo testo della Commissione;
- esaminato dalla 2^a Commissione consiliare permanente, con parere in data 07.04.1998, nuovo testo della Commissione;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 15.04.1998, con deliberazione n. 3133/X;
- trasmesso al Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 24.04.1998;
- vistato dal Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 20.05.1998.

sième alinéa de l'art. 31 du Statut spécial pour la Vallée d'Aoste et entrera en vigueur le jour qui suit celui de sa publication au Bulletin officiel de la Région.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 26 mai 1998.

Le président,
Dino VIÉRIN

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Projet de loi n° 303

- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 753 du 09.03.1998) ;
- présenté au Conseil régional en date du 10.03.1998 ;
- soumis aux Commissions permanentes 2^{ème} et 4^{ème} du Conseil en date du 24.03.1998 ;
- examiné par la 4^{ème} Commission permanente du Conseil – avis en date du 01.04.1998, nouveau texte de la Commission ;
- examiné par la 2^{ème} Commission permanente du Conseil – avis en date du 07.04.1998, nouveau texte de la Commission ;
- approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 15.04.1998, délibération n° 3133/X ;
- transmis au Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 24.04.1998 ;
- visé par le Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 20.05.1998.

Le seguenti note, redatte a cura del Servizio del Bollettino ufficiale, ai sensi dell'articolo 7, secondo comma, lettera «g» della legge regionale 29 maggio 1992, n. 19, hanno il solo scopo di facilitare la lettura delle disposizioni di legge richiamate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

NOTE ALLA LEGGE REGIONALE 26 MAGGIO 1998 N.38.

Nota all'articolo 2 :

- ⁽¹⁾ La legge regionale 8 febbraio 1958, n. 1 è stata pubblicata sul Bollettino Ufficiale n. 2 del 15 febbraio 1958.

Nota all'articolo 3 :

- ⁽²⁾ L'articolo 35 della legge regionale 20 giugno 1996, n. 12 prevede quanto segue :
- «(Concessioni di lavori pubblici)
1. I lavori pubblici da realizzare con il concorso del capitale privato possono essere altresì affidati in concessione. La concessione deve avere ad oggetto, oltre all'esecuzione, anche la gestione delle opere. La controprestazione a favore del concessionario deve consistere unicamente nel diritto di gestire funzionalmente e di sfruttare economicamente

l'opera. Qualora nella gestione dell'opera siano previsti prezzi o tariffe amministrati o controllati, il soggetto concedente assicura al concessionario l'equilibrio economico-finanziario degli investimenti e della connessa gestione in relazione alla qualità del servizio da prestare, anche mediante un prezzo che comunque non può superare il cinquanta per cento dell'importo totale delle opere e il cui pagamento avviene contestualmente all'attestazione di cui al comma 10.

2. *Nel caso di affidamento in concessione le amministrazioni aggiudicatrici sono tenute alla redazione della progettazione preliminare di cui all'art. 12, che costituisce riferimento per lo svolgimento della procedura ristretta di cui al comma 5.*
3. *La redazione della progettazione definitiva di cui all'art. 13 è svolta dai concorrenti nell'ambito della predetta gara, contribuisce alla scelta del concessionario e costituisce riferimento per la stipulazione della convenzione di concessione.*
4. *La redazione della progettazione esecutiva di cui all'art. 14 avviene a cura e a spese del concessionario, che ne cura la trasmissione al coordinatore del ciclo di cui all'art. 4, comma 3, per la verifica di conformità con le precedenti fasi di progettazione, nonché col contenuto della convenzione di concessione. Tale verifica costituisce il presupposto per lo svolgimento delle eventuali gare di appalto di cui al comma 8 e, comunque, per l'inizio dei lavori.*

5. *Le concessioni di lavori pubblici sono affidate esclusivamente mediante procedura ristretta col criterio dell'offerta economicamente più vantaggiosa, prendendo in considerazione i seguenti elementi variabili in relazione all'opera da realizzare:*
 - a) *il valore economico e finanziario della controprestazione;*
 - b) *il valore tecnico ed estetico dell'opera progettata;*
 - c) *il tempo di esecuzione dei lavori;*
 - d) *gli ulteriori requisiti di cui all'art. 25, comma 4;*
 - e) *la durata della concessione;*
 - f) *la qualità del servizio in gestione ed il livello delle tariffe da praticare all'utenza.*
6. *Alle procedure di affidamento delle concessioni di lavori pubblici si applicano, se compatibili, le disposizioni in tema di appalto-concorso di cui all'art. 25.*
7. *I concessionari di lavori pubblici, che siano in possesso dei requisiti di cui agli art. 22 e 23, possono eseguire direttamente i lavori rientranti nell'oggetto della concessione, nei limiti in cui ciò è ammesso dalla vigente normativa comunitaria e nazionale.*
8. *L'affidamento in appalto dei lavori che il concessionario intende far eseguire a terzi avviene sulla base della vigente normativa comunitaria e nazionale e della presente legge.*
9. *Le opere oggetto di concessione devono essere sottoposte al collaudo di cui all'art. 17 a cura e a spese del concessionario. Il collaudo deve altresì verificare il rispetto del contenuto della convenzione di concessione. A tal fine, l'amministrazione aggiudicatrice, anche in assenza di espresse previsioni della convenzione, deve comunque poter nominare uno o più collaudatori di sua fiducia.*
10. *In ogni caso, il coordinatore del ciclo di cui all'art. 4, comma 3, anche avvalendosi di strutture interne ed esterne all'amministrazione, deve attestare la rispondenza delle opere collaudate al contenuto della convenzione. Tale attestazione costituisce condizione per l'inizio della gestione dell'opera oggetto della concessione.*

11. *All'affidamento delle concessioni di lavori pubblici, nonché all'eventuale affidamento di appalti ad imprese terze si applicano le disposizioni previste dall'art. 41 per la trasmissione dei dati alla banca dati - osservatorio dei lavori pubblici.*
12. *Le amministrazioni aggiudicatrici restano comunque estranee a tutti i rapporti del concessionario con appaltatori, fornitori e terzi in genere, dovendosi intendere tali rapporti esclusivamente intercorsi tra il concessionario e detti soggetti, senza che sia configurabile alcuna forma di responsabilità, diretta o indiretta, dell'amministrazione concedente.».*

Nota all'articolo 13 :

⁽³⁾ L'articolo 17 della legge regionale 27 dicembre 1989, n. 90 prevede quanto segue :

«(Leggi che autorizzano spese pluriennali)

1. *Le leggi regionali che dispongono spese a carattere pluriennale indicano di norma l'ammontare complessivo, nonché la quota eventualmente a carico del bilancio dell'anno finanziario in corso o del bilancio dell'anno finanziario successivo già presentato al Consiglio regionale e, a titolo indicativo, le quote a carico degli esercizi compresi nel bilancio pluriennale, rinviando alle leggi di approvazione dei bilanci la determinazione delle quote di spesa destinate a gravare su ciascuno dei relativi esercizi finanziari.*
2. *Le leggi possono autorizzare l'erogazione di contributi in annualità, indicando il numero di queste ultime ed il limite massimo degli impegni pluriennali che potranno essere assunti a partire da ciascun esercizio di validità delle leggi medesime.*
3. *Qualora siano previsti interventi od opere la cui esecuzione si protragga per più esercizi è autorizzata la stipulazione di contratti o comunque l'assunzione di obbligazioni da parte della Regione nei limiti dell'intera somma prevista.».*

Legge regionale 26 maggio 1998, n. 39.

Intervento finanziario in favore del vivaio forestale del comune di Quart.

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

promulga

la seguente legge:

Art. 1
(Finalità)

1. Allo scopo di promuovere la risistemazione strutturale del vivaio forestale, sito in località Olleyes del comune di Quart, destinato alla produzione di piantine forestali, ornamentali e ad attività di bioingegneria naturalistica, è autorizzata la spesa complessiva di lire 3.163.635.000, di cui lire 2.563.635.000 a carico dell'esercizio finanziario

Loi régionale n° 39 du 26 mai 1998,

portant mesure financière en faveur de la pépinière forestière de la commune de Quart.

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

promulgue

la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}
(Finalité)

1. Afin d'encourager le réaménagement structurel de la pépinière forestière située au hameau d'Olleyes, dans la commune de Quart, destinée à la production de jeunes plants d'essences forestières ou de plantes ornementales, ainsi qu'à la pratique d'activités liées à la biotechnologie, est autorisée la dépense globale de 3 163 635 000 L, dont 2 563 635 000 L

1998 e lire 600.000.000 a carico dell'esercizio finanziario 1999.

Art. 2
(Finanziamento)

1. L'onere di cui all'art. 1 graverà sul capitolo 38880 (Spese per installazione, ampliamento e ristrutturazione dei vivai forestali) del bilancio di previsione della Regione per gli anni 1998 e 1999.

2. Alla copertura dell'onere di cui all'art. 1, si provvede mediante utilizzo di lire 2.563.635.000 dello stanziamento iscritto al capitolo 69000 (Fondo globale per il finanziamento di spese correnti) del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1998, a valere sull'apposito accantonamento previsto nell'allegato n. 1 del bilancio stesso, punto A.2 (Gestione tramite fondi pensione a base territoriale regionale dei trattamenti di fine rapporto del personale regionale maturati al 31.12.1997), e per l'anno 1999 mediante utilizzo delle risorse già iscritte al capitolo 38880 del relativo bilancio.

Art. 3
(Variazioni di bilancio)

1. Alla parte spesa del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1998, sono apportate le seguenti variazioni:

a) in diminuzione:

cap. 69000 «Fondo globale per il finanziamento di spese correnti»
anno 1998: lire 2.563.635.000;

b) in aumento:

cap. 38880 «Spese per installazione, ampliamento e ristrutturazione dei vivai forestali»
anno 1998: lire 2.563.635.000.

La presente legge sarà pubblicata sul Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 26 maggio 1998.

Il Presidente
VIÉRIN

LAVORI PREPARATORI

Disegno di legge n. 312

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 832 del 16.03.1998);
- presentato al Consiglio regionale in data 18.03.1998;

au titre de l'exercice 1988 et L 600 000 000 au titre de l'exercice 1999.

Art. 2
(Financement)

1. La dépense visée à l'art. 1^{er} de la présente loi grève le chapitre 38880 (Dépenses pour la création, l'agrandissement et le réaménagement des pépinières forestières) des budgets prévisionnels 1998 et 1999 de la Région.

2. La dépense visée à l'art. 1^{er} de la présente loi est couverte par l'utilisation, quant à L 2 563 635 000, des crédits inscrits au chapitre 69000 (Fonds global pour le financement des dépenses ordinaires) du budget prévisionnel 1998 de la Région - à valoir sur la provision prévue par l'annexe 1, point A.2 (Gestion, par des fonds de pension régionaux, des indemnités de départ des personnels de l'Administration régionale acquises au 31 décembre 1997) dudit budget - et au titre de 1999, par les crédits déjà inscrits au chapitre 38880 du budget y afférent.

Art. 3
(Rectifications du budget)

1. La partie dépenses du budget prévisionnel 1998 de la Région fait l'objet des rectifications suivantes :

a) Diminution :

Chap. 69000 «Fonds global pour le financement des dépenses ordinaires»
année 1998 : 2 563 635 000 L

b) Augmentation :

Chap. 38880 «Dépenses pour la création, l'agrandissement et le réaménagement des pépinières forestières»
année 1998 : 2 563 635 000 L

La présente loi est publiée au Bulletin officiel de la Région.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 26 mai 1998.

Le président,
Dino VIÉRIN

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Projet de loi n° 312

- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 832 du 16.03.1998) ;
- présenté au Conseil régional en date du 18.03.1998 ;

- assegnato alla 3^a Commissione consiliare permanente in data 23.03.1998;
- assegnato alla Commissione Affari Generali, per il parere di compatibilità del progetto di legge con i bilanci della Regione, in data 23.03.1998;
- esaminato dalla 3^a Commissione consiliare permanente, con parere in data 03.04.1998, nuovo testo della Commissione e relazione del Consigliere BIONAZ;
- esaminato dalla 2^a Commissione consiliare permanente, con parere in data 06.04.1998, nuovo testo della 3^a Commissione;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 09.04.1998, con deliberazione n. 3115/X;
- trasmesso al Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 24.04.1998;
- vistato dal Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 20.05.1998.

- soumis à la 3^{ème} Commission permanente du Conseil en date du 23.03.1998 ;
- soumis à la Commission des affaires générales aux fins de l'avis de compatibilité du projet de loi et des budgets de la Région, en date du 23.03.1998 ;
- examiné par la 3^{ème} Commission permanente du Conseil - avis en date du 03.04.1998 - nouveau texte de la Commission et rapport du Conseiller Augusto BIONAZ ;
- examiné par la 2^{ème} Commission permanente du Conseil - avis en date du 06.04.1998 - nouveau teste de la 3^{ème} Commission ;
- approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 09.04.1998, délibération n° 3115/X ;
- transmis au Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 24.04.1998 ;
- visé par le Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 20.05.1998.

Legge regionale 26 maggio 1998, n. 40.

Finanziamento degli interventi per l'istituzione dell'Università in Valle d'Aosta.

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

promulga

la seguente legge:

Art. 1
(Finalità)

1. Per gli interventi finalizzati all'istituzione dell'Università nella Regione autonoma Valle d'Aosta, in attuazione dell'art. 17, comma 120, della legge 15 maggio 1997, n. 127 (Misure urgenti per lo snellimento dell'attività amministrativa e dei procedimenti di decisione e di controllo) è autorizzata per il triennio 1998/2000 la spesa di lire 1.700.000.000.

Art. 2
(Adempimenti della Giunta)

1. La Giunta regionale, nel rispetto delle procedure previste dalle disposizioni statali in materia, adotta gli atti necessari al perseguimento delle finalità di cui all'art. 1.

Art. 3
(Assegnazione di personale)

1. Al fine di garantire un adeguato supporto tecnico al soggetto promotore dell'Università non statale, di cui all'art. 17, comma 120, della l. 127/1997, ovvero alle strutture didattiche universitarie di cui all'art. 11, commi 1 e 2, della legge

Loi régionale n° 40 du 26 mai 1998,

portant financement des mesures en faveur de la création de l'Université de la Vallée d'Aoste

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

promulgue

la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}
(Finalités)

1. La dépense de 1 700 000 000 L est autorisée au titre des années 1998/2000, en vue du financement des mesures visant à la création de l'Université de la Région autonome Vallée d'Aoste, en application de l'art. 17, alinéa 120, de la loi n° 127 du 15 mai 1997, portant dispositions urgentes en matière de simplification de l'activité administrative et des procédures de décision et de contrôle.

Art. 2
(Tâches du Gouvernement)

1. Le Gouvernement régional, conformément aux procédures prévues par les dispositions de l'Etat en la matière, adopte les actes nécessaires à la réalisation des objectifs visés à l'art. 1^{er} de la présente loi.

Art. 3
(Affectation de personnel)

1. Afin d'assurer un soutien technique adéquat au promoteur de l'Université libre de la Vallée d'Aoste, visée à l'art. 17, alinéa 120, de la loi n° 127/1997, ainsi qu'aux structures pédagogiques universitaires visées au premier et au deuxième

19 novembre 1990, n. 341 (Riforma degli ordinamenti didattici universitari), l'assessore regionale competente in materia di istruzione e cultura può disporre il collocamento fuori ruolo di personale ispettivo, direttivo e docente appartenente ai ruoli.

2. Il collocamento fuori ruolo di cui al comma 1 è disposto anche in deroga al limite numerico previsto all'art. 16 della legge regionale 15 giugno 1983, n. 57 (Norme concernenti l'istituzione delle scuole ed istituti scolastici regionali, la formazione delle classi, gli organici del personale ispettivo, direttivo e docente, il reclutamento del personale docente di ruolo e non di ruolo, l'immissione straordinaria in ruolo di insegnanti precari e l'utilizzazione dei locali e delle attrezzature scolastiche), ed in misura non superiore a tre unità.

3. Per lo svolgimento dei compiti amministrativi connessi all'istituzione dell'Università, la Giunta regionale può disporre l'utilizzazione di personale regionale ai sensi dell'art. 28 della legge regionale 23 ottobre 1995, n. 45 (Riforma dell'organizzazione dell'Amministrazione regionale della Valle d'Aosta e revisione della disciplina del personale).

Art. 4
(Disposizioni finanziarie)

1. L'onere derivante dall'applicazione della presente legge, ammontante a lire 1.700.000.000, graverà sul capitolo 56655 di nuova istituzione del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1998 e pluriennale 1998/2000.

2. Alla copertura degli oneri di lire 200.000.000 per il 1998, di lire 500.000.000 per il 1999 e di lire 1.000.000.000 per l'anno 2000, previsti per l'applicazione della presente legge, si provvede mediante utilizzo degli stanziamenti iscritti al capitolo 69000 (Fondo globale per il finanziamento di spese correnti) del bilancio della Regione per l'anno 1998 e del bilancio pluriennale per gli anni 1998/2000 a valere sugli appositi accantonamenti previsti al punto D.2.1 (Interventi in materia di istruzione universitaria) dell'allegato n. 1 ai bilanci medesimi.

3. A decorrere dal 2001 gli oneri per l'ulteriore applicazione della presente legge, valutati in annue lire 1.000.000.000, saranno iscritti annualmente con la legge di bilancio, ai sensi dell'art. 15 della legge regionale 27 dicembre 1989, n. 90 (Norme in materia di bilancio e di contabilità generale della Regione Autonoma Valle d'Aosta).

Art. 5
(Variazioni di bilancio)

1. Alla parte spesa del bilancio di previsione per l'anno 1998 e pluriennale per gli anni 1998/2000 sono apportate le seguenti variazioni in termini di competenza:

a) in diminuzione:

me alinéa de l'art. 11 de la loi n° 341 du 19 novembre 1990, portant réforme de l'organisation pédagogique universitaire, l'assesseur régional chargé de l'éducation et de la culture peut décider la mise en position hors cadres de personnel enseignant et de personnels d'inspection, de direction appartenant aux cadres.

2. La mise en position hors cadres visée au premier alinéa du présent article est décidée, même par dérogation au plafond prévu par l'art. 16 de la loi régionale n° 57 du 15 juin 1983, portant dispositions en matière de création d'écoles et d'établissements scolaires régionaux, formation des classes, organigramme du personnel d'inspection et de direction et du personnel enseignant, recrutement du personnel enseignant titulaire et non titulaire, titularisation à titre exceptionnel d'enseignants vacataires et utilisation des locaux et des équipements scolaires. En tout état de cause, le plafond susmentionné est fixé à trois unités.

3. Pour l'exercice des fonctions administratives liées à la création de l'Université en question, le Gouvernement régional peut décider le recours à des personnels régionaux, aux termes de l'art. 28 de la loi régionale n° 45 du 23 octobre 1995, portant réforme de l'organisation de l'Administration régionale de la Vallée d'Aoste et révision de la réglementation du personnel.

Art. 4
(Disposizioni finanzières)

1. La dépense découlant de l'application de la présente loi, qui se chiffre à 1 700 000 000 L, grèvera le nouveau chapitre 56655 du budget prévisionnel 1998 et du budget pluriannuel 1998/2000 de la Région.

2. Les dépenses de 200 000 000 L au titre 1998, de 500 000 000 L au titre de 1999 et de 1 000 000 000 L au titre de l'an 2000, prévues pour l'application de la présente loi sont couvertes par les crédits inscrits au chapitre 69000 (Fonds global pour le financement des dépenses ordinaires) du budget prévisionnel 1998 et du budget pluriannuel 1998/2000 de la Région, à valoir sur les provisions prévues par le point D.2.1 (Mesures en matière d'instruction universitaire) de l'annexe n° 1 desdits budgets.

3. A compter de 2001, les dépenses découlant de l'application de la présente loi, estimées à 1 000 000 000 L par an, seront engagées annuellement par loi budgétaire, aux termes de l'art. 15 de la loi régionale n° 90 du 27 décembre 1989, portant dispositions en matière de budget et de comptabilité générale de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Art. 5
(Rectifications du budget)

1. La partie dépenses du budget prévisionnel 1998 et du budget pluriannuel 1998/2000 de la Région fait l'objet des rectifications suivantes, au titre de l'exercice budgétaire :

a) Diminution:

cap. 69000 «Fondo globale per il finanziamento delle
spese correnti»

anno 1998: lire 200.000.000
anno 1999: lire 500.000.000
anno 2000: lire 1.000.000.000;

b) in aumento:

programma regionale: 2.2.4.04.
codificazione: 1.1.1.4.8.2.6.4.

cap. 56655 (di nuova istituzione)
«Oneri per l'istituzione dell'Università in
Valle d'Aosta»

anno 1998: lire 200.000.000
anno 1999: lire 500.000.000
anno 2000: lire 1.000.000.000.

Art. 6
(Dichiarazione d'urgenza)

1. La presente legge è dichiarata urgente ai sensi dell'art. 31,
comma terzo, dello Statuto speciale per la Valle d'Aosta ed
entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pub-
blicazione nel Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla
osservare come legge della Regione autonoma Valle
d'Aosta.

Aosta, 26 maggio 1998.

Il Presidente
VIÉRIN

LAVORI PREPARATORI

Disegno di legge n. 313

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 827 del
16.03.1998);
- presentato al Consiglio regionale in data 18.03.1998;
- assegnato alla Commissione consiliare permanente 2^a e 5^a in
data 23.03.1998;
- esaminato dalla 5^a Commissione consiliare permanente, con
parere in data 31.03.1998, nuovo testo della Commissione;
- esaminato dalla 2^a Commissione consiliare permanente, con pa-
rere in data 06.04.1998, nuovo testo della 5^a Commissione;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 10.04.1998,
con deliberazione n. 3116/X;
- trasmesso al Presidente della Commissione di Coordinamento
per la Valle d'Aosta in data 24.04.1998;
- vistato dal Presidente della Commissione di Coordinamento
per la Valle d'Aosta in data 20.05.1998.

chap. 69000 «Fonds global pour le financement des dépen-
ses ordinaires»

Année 1998: 200 000 000 L
Année 1999: 500 000 000 L
Année 2000: 1 000 000 000 L

b) Augmentation:

programme régional 2.2.04.
codification 1.1.1.4.8.2.6.4.

chap. 56655 (nouveau chapitre)
«Dépenses pour la création de l'Université en
Vallée d'Aoste»

Année 1998: 200 000 000 L
Année 1999: 500 000 000 L
Année 2000: 1 000 000 000 L

Art. 6
(Déclaration d'urgence)

1. La présente loi est déclarée urgente aux termes du troi-
sième alinéa de l'art. 31 du Statut spécial pour la Vallée
d'Aoste et entrera en vigueur le jour qui suit celui de sa publi-
cation au Bulletin officiel de la Région.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer
comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 26 mai 1998.

Le président,
Dino VIÉRIN

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Projet de loi n° 313

- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 827
du 16.03.1998) ;
- présenté au Conseil régional en date du 18.03.1998 ;
- soumis aux Commissions permanentes 2^{ème} et 5^{ème} du Conseil
en date du 23.03.1998 ;
- examiné par la 5^{ème} Commission permanente du Conseil – avis
en date du 31.03.1998, nouveau texte de la Commission ;
- examiné par la 2^{ème} Commission permanente du Conseil – avis en
date du 06.04.1998, nouveau texte de la 5^{ème} Commission ;
- approuvé par le Conseil régional lors de la séance du
10.04.1998, délibération n° 3116/X ;
- transmis au Président de la Commission de Coordination de la
Vallée d'Aoste en date du 24.04.1998 ;
- visé par le Président de la Commission de Coordination de la
Vallée d'Aoste en date du 20.05.1998.

Le seguenti note, redatte a cura del Servizio del Bollettino ufficiale, ai sensi dell'articolo 7, secondo comma, lettera «g» della legge regionale 29 maggio 1992, n. 19, hanno il solo scopo di facilitare la lettura delle disposizioni di legge richiamate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

NOTE ALLA LEGGE REGIONALE
26 MAGGIO 1998 N. 40.

Nota all'articolo 1 :

⁽¹⁾ L'articolo 17, comma 120, della legge 15 maggio 1997, n. 127 prevede quanto segue :

«In deroga alle procedure di programmazione di cui alla legge 7 agosto 1990, n. 245, e successive modificazioni e integrazioni, è consentita l'istituzione di una università non statale nel territorio rispettivamente della provincia autonoma di Bolzano e della regione autonoma della Valle d'Aosta, promosse o gestite da enti e da privati. L'autorizzazione, per le predette istituzioni, al rilascio di titoli di studio universitari aventi valore legale, è concessa con decreto del Ministro dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica, previa intesa rispettivamente con la provincia autonoma di Bolzano e con la regione autonoma della Valle d'Aosta. Tali decreti sono emanati sentito altresì l'Osservatorio per la valutazione del sistema universitario in ordine alle dotazioni didattiche, scientifiche, strumentali, finanziarie, edilizie, nonché concernenti l'organico del personale docente, ricercatore e non docente. Possono essere attivati, con modifica statutaria, nuovi corsi di studi al cui termine sia previsto dagli ordinamenti vigenti il rilascio di titoli aventi valore legale, quando i corsi vengano istituiti nel territorio della provincia di Bolzano e della regione autonoma della Valle d'Aosta. I contributi dello Stato in relazione alle strutture didattiche e scientifiche sono determinati annualmente con decreto del Ministro dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica, previa intesa rispettivamente con la provincia autonoma di Bolzano e con la regione autonoma della Valle d'Aosta, nell'ambito dell'apposito stanziamento di bilancio previsto per le università non statali, nello stato di previsione della spesa del Ministero dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica. Le funzioni amministrative, relative agli atenei di cui al presente comma, in particolare quelle concernenti gli statuti e i regolamenti didattici, sono esercitate dal Ministro dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica, previa intesa rispettivamente con la provincia autonoma di Bolzano e con la regione autonoma della Valle d'Aosta.».

Note all'articolo 3 :

⁽²⁾ Vedasi nota 1.

⁽³⁾ L'articolo 11, comma 1, della legge 19 novembre 1990, n. 341 prevede quanto segue :

«L'ordinamento degli studi dei corsi di cui all'articolo 1, nonché dei corsi e delle attività formative di cui all'articolo 6, comma 2, è disciplinato, per ciascun ateneo, da un regolamento degli ordinamenti didattici, denominato «regolamento didattico di ateneo». Il regolamento è deliberato dal senato accademico, su proposta delle strutture didattiche, ed è inviato al Ministero dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica per l'approvazione. Il Ministro, sentito il CUN, approva il regolamento entro 180 giorni dal ricevimento, decorsi i quali senza che il Ministro si sia pronunciato il regolamento si intende approvato. Il regolamento è emanato con decreto del rettore.».

L'articolo 11, comma 21, della legge 19 novembre 1990, n. 341 prevede quanto segue :

«I consigli delle strutture didattiche determinano, con apposito regolamento, in conformità al regolamento didattico di ateneo e nel rispetto della libertà di insegnamento, l'articolazione dei corsi di diploma universitario e di laurea, dei corsi di specializzazione e di dottorato di ricerca, i piani di studio con relativi insegnamenti fondamentali obbligatori, i moduli didattici, la tipologia delle forme didattiche, ivi comprese quelle dell'insegnamento a distanza, le forme di tutorato, le prove di valutazione della preparazione degli studenti e la composizione delle relative commissioni, le modalità degli obblighi di frequenza anche in riferimento alla condizione degli studenti lavoratori, i limiti delle possibilità di iscrizione ai fuori corso, fatta salva la posizione dello studente lavoratore, gli insegnamenti utilizzabili per il conseguimento di diplomi, nonché la propedeuticità degli insegnamenti stessi, le attività di laboratorio, pratiche e di tirocinio e l'introduzione di un sistema di crediti didattici finalizzati al riconoscimento dei corsi seguiti con esito positivo, ferma restando l'obbligatorietà di quanto previsto dall'articolo 9, comma 2, lettera d).».

⁽⁴⁾ L'articolo 16 della legge regionale 15 giugno 1983, n. 57 prevede quanto segue :

«(Norme sui collocamenti fuori ruolo)
I collocamenti fuori ruolo del personale ispettivo, direttivo e docente appartenente ai ruoli regionali possono essere disposti nei casi previsti dalle disposizioni vigenti per il corrispondente personale statale.
Per esigenze di altri uffici dell'amministrazione regionale, che non rientrino nei compiti istituzionali dell'amministrazione scolastica, il collocamento fuori ruolo può essere disposto dall'assessore regionale alla pubblica istruzione unicamente in presenza di posti vacanti del ruolo organico o di posti fuori ruolo di qualifica non superiore a vice dirigente, nel limite di un posto per assessorato o settore corrispondente.
Ai collocamenti fuori ruolo previsti dal precedente comma si applicano le disposizioni di cui all'articolo 58, secondo comma, del D.P.R. 10 gennaio 1957, n. 3.».

⁽⁵⁾ L'articolo 28 della legge regionale 23 ottobre 1995, n. 45 prevede quanto segue :

- «(Mobilità)
1. L'Amministrazione regionale utilizza la mobilità interna quale strumento:
a) per la gestione dinamica degli organici regionali;
b) per soddisfare i fabbisogni di personale che si determinano sulla base dell'evolversi delle esigenze di servizio;
c) di accrescimento professionale del personale.
2. La mobilità si attua mediante:
a) assegnazione;
b) trasferimento.
3. Nell'ambito dell'organico di titolarità, della qualifica funzionale e del profilo professionale di appartenenza il personale è assegnato alle singole strutture in relazione al fabbisogno determinato sulla base dei criteri di cui all'art. 6.
4. Il personale può essere trasferito, nell'ambito della qualifica funzionale di appartenenza, a domanda o per esigenze organizzative dell'amministrazione:
a) da un organico all'altro;
b) da un profilo professionale ad un altro;
c) dall'Amministrazione regionale agli enti locali della regione Valle d'Aosta, a seguito dell'espletamento delle operazioni di cui all'art. 27.
5. Per esigenze organizzative temporanee, nel rispetto della qualifica funzionale di appartenenza, può essere disposta,

per periodi di tempo predeterminati, l'utilizzazione di personale da un organico all'altro. Detto personale conserva l'assegnazione nel posto di provenienza e non può essere sostituito.

6. Il personale può transitare ad altro profilo professionale della stessa qualifica funzionale, purché sia in possesso dei requisiti richiesti per l'accesso al nuovo profilo.
7. Nei casi in cui il personale non sia in possesso dei requisiti previsti per l'accesso al nuovo profilo, il trasferimento è subordinato al superamento di una prova di idoneità professionale, da svolgersi secondo le modalità previste per i concorsi e nei casi stabiliti dal regolamento di cui all'art. 31.
8. Nei casi di mobilità di cui al comma 2 al personale spetta il trattamento economico relativo al nuovo posto.
9. La mobilità in entrata e in uscita dall'organico delle istituzioni scolastiche ed educative dipendenti dalla Regione resta disciplinata dalle norme vigenti.
10. Non è ammessa la mobilità dagli altri organici a quello del Corpo forestale valdostano.».

Nota all'articolo 4 :

⁽⁶⁾ L'articolo 15 della legge regionale 27 dicembre 1989, n. 90 prevede quanto segue :

«(Leggi di spesa a carattere continuativo-ricorrente)

1. Le leggi che prevedono attività od interventi a carattere continuativo o ricorrente determinano di norma solo gli obiettivi da raggiungere e le procedure da seguire rinviando alla legge di bilancio la determinazione dell'entità della relativa spesa. In tali casi, la Regione dà corso alle procedure e agli adempimenti previsti dalle leggi medesime, con esclusione degli atti dai quali comunque sorge l'obbligo per la Regione di assumere impegni a norma dell'articolo 56.
2. La determinazione della spesa annuale può essere prevista nei casi in cui le leggi regionali disciplinino interventi o servizi per i quali la continuità o la regolarità delle erogazioni della spesa stessa nel tempo assume un interesse preminente. In tali casi la spesa deve essere determinata ai sensi di quanto previsto dal secondo comma dell'articolo 14.».

Legge regionale 26 maggio 1998, n. 41.

Interventi per la valorizzazione e lo sviluppo dell'informazione locale.

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

promulga

la seguente legge:

INDICE

CAPO I
PRINCIPI GENERALI

- Art. 1 – Finalità e obiettivi
Art. 2 – Interventi per la localizzazione o rilocalizzazione di attività informative

CAPO II
COMUNICAZIONE ISTITUZIONALE

- Art. 3 – Comunicazione di pubblica utilità
Art. 4 – Disciplina dei messaggi pubblicitari
Art. 5 – Organizzazione e struttura

CAPO III
INTERVENTI A FAVORE DELL'INFORMAZIONE

- Art. 6 – Sostegno alle imprese e all'innovazione tecnologica
Art. 7 – Criteri e modalità per la concessione dei contributi

Loi régionale n° 41 du 26 mai 1998,

portant mesures de valorisation et de promotion des moyens d'information locaux.

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

promulgue

la loi dont la teneur suit :

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I^{ER}
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Art. 1^{er} – Finalités et objectifs
Art. 2 – Actions pour la localisation ou la délocalisation des structures d'information

CHAPITRE II
COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

- Art. 3 – Communication d'intérêt public
Art. 4 – Réglementation de la publicité
Art. 5 – Organisation et structure

CHAPITRE III
AIDES AU PROFIT DE L'INFORMATION

- Art. 6 – Aides aux médias et à l'innovation technologique
Art. 7 – Critères et modalités pour l'octroi des subventions

- Art. 8 – Sostegno all'informazione dell'attività associativa, politica e sindacale
Art. 9 – Istituzione di un unico capitolo di bilancio per la comunicazione istituzionale
Art. 10 - Commissione tecnica per l'informazione
Art. 11 - Formazione professionale
Art. 12 - Convenzioni con il sistema radiotelevisivo pubblico e privato
Art. 13 - Disposizioni finanziarie
Art. 14 - Variazioni di bilancio

CAPO IV DISPOSIZIONI FINALI

- Art. 15 - Abrogazioni
Art. 16 - Entrata in vigore

CAPO I PRINCIPI GENERALI

Art. 1 (Finalità e obiettivi)

1. La Regione, al fine di promuovere la più ampia partecipazione alle scelte dell'Amministrazione regionale e la conoscenza degli atti e dei programmi di rilevanza regionale da parte dei cittadini, sostiene l'informazione locale.

2. La Regione, anche per favorire forme di comunicazione che consentano alla comunità di esprimere le proprie esigenze e di concorrere all'attività legislativa e alla programmazione regionale, sostiene il pluralismo informativo mediante iniziative di qualificazione e valorizzazione dei mezzi di comunicazione stampata e radiotelevisiva locali e regionali.

3. La Regione, al fine di tutelare e di valorizzare le particolarità linguistiche della comunità valdostana, incentiva gli organi locali dell'informazione scritta e parlata alla produzione di programmi nelle lingue francese, francoprovenzale e walser attinenti alla realtà economica, sociale, culturale e istituzionale della Valle d'Aosta.

Art. 2 (Interventi per la localizzazione o rilocalizzazione di attività informative)

1. La Regione sostiene con le modalità previste dalla presente legge le iniziative volte alla localizzazione e rilocalizzazione di attività dell'informazione.

2. Le iniziative di cui al comma 1 possono prevedere, oltre a locali idonei per le singole testate ed emittenti, strutture e servizi di uso comune nonché l'acquisto di tecnologie anche informatiche.

3. L'ammontare dei benefici concessi a ciascuna impresa non deve superare il controvalore in lire italiane di 100.000 ECU per un triennio, come stabilito dalla vigente normativa comunitaria.

- Art. 8 – Aides aux organismes associatifs, politiques et syndicaux
Art. 9 – Création d'un seul chapitre de budget pour la communication institutionnelle
Art. 10 – Commission technique pour l'information
Art. 11 – Formation professionnelle
Art. 12 – Conventions avec le système radiotélévisé public et privé
Art. 13 – Dispositions financières
Art. 14 – Rectifications du budget

CHAPITRE IV DISPOSITIONS FINALES

- Art. 15 - Abrogations
Art. 16 - Entrée en vigueur

CHAPITRE I^{ER} DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{er} (Finalités et objectifs)

1. La Région favorise l'essor des médias locaux en vue de promouvoir une plus grande participation des citoyens aux choix de l'Administration régionale et de diffuser la connaissance des actes et des programmes d'intérêt régional.

2. La Région encourage le pluralisme dans le domaine de l'information par des initiatives de valorisation de la presse écrite et audiovisuelle locale et régionale, en vue de créer des formes de communication susceptibles de permettre à la communauté d'exprimer ses exigences et de participer aussi bien à l'activité législative qu'à la planification régionale.

3. La Région encourage les organes de presse écrite et audiovisuelle locaux qui réalisent des programmes en français, francoprovençal et walser ayant trait à la réalité économique, sociale, culturelle et institutionnelle de la Vallée d'Aoste et ce, en vue de sauvegarder et de valoriser le particularisme linguistique de la communauté valdôtaine.

Art. 2 (Initiatives pour la localisation et la délocalisation des structures d'information)

1. La Région favorise, selon les modalités prévues à la présente loi, toutes initiatives destinées à la localisation et à la délocalisation des structures d'information.

2. Les initiatives visées au premier alinéa du présent article peuvent prévoir, en sus des locaux nécessaires aux journaux, radios et télévisions, des installations et des services en commun, ainsi que l'acquisition d'équipements, notamment informatiques.

3. Le montant des aides accordées à chaque entreprise ne doit pas dépasser la contre-valeur en liras italiennes de 100 000 écus au titre de trois ans, conformément aux dispositions communautaires en vigueur.

4. Le imprese editoriali e radiotelevisive, al fine di accedere alle provvidenze di cui al presente articolo, devono risultare in possesso dei seguenti requisiti:

- a) avere la sede legale in Valle d'Aosta;
- b) svolgere attività prevalente di informazione sulla realtà sociale, economica e culturale valdostana;
- c) avere personale tecnico e giornalistico assunto con regolare contratto di categoria.

5. I soggetti richiedenti devono dichiarare sotto la propria responsabilità gli eventuali aiuti statali o regionali ricevuti nell'ultimo triennio, ovvero le eventuali richieste in fase istruttoria.

6. È ammesso il cumulo con i benefici derivanti da regimi di aiuto regolarmente autorizzati e notificati alla commissione CEE.

7. Il cumulo tra più aiuti *de minimis* non deve superare 100.000 ECU.

CAPO II COMUNICAZIONE ISTITUZIONALE

Art. 3 (Comunicazione di pubblica utilità)

1. È considerata comunicazione di pubblica utilità qualsiasi atto di comunicazione istituzionale destinato a diffondere un messaggio di interesse pubblico e diretto all'esterno dell'Amministrazione, utilizzando le tecniche promozionali di informazione o comunque ogni azione afferente al campo della pubblicità.

2. Le iniziative di comunicazione di pubblica utilità sono dirette:

- a) a far conoscere l'attività legislativa, amministrativa e di programmazione della Regione ed in particolare l'applicazione da parte della stessa delle leggi e degli altri atti di rilevanza sociale, dei programmi e dei piani di sviluppo, nonché delle direttive comunitarie e degli altri atti della CEE;
- b) a valorizzare l'immagine della Valle d'Aosta, ad esclusione delle campagne pubblicitarie turistiche;
- c) a migliorare la conoscenza dei servizi pubblici prestati in ambito regionale e delle modalità di accesso ai medesimi;
- d) a realizzare, nell'ambito delle competenze regionali, azioni di comunicazione seriale dirette alla crescita civile della società;
- e) ad educare alla tutela della salute, dell'ambiente, del patrimonio culturale ed artistico, dei beni pubblici e ai valori della pace, della solidarietà e della multiculturalità.

4. Peuvent bénéficier des sommes prévues au présent article les maisons d'édition et les sociétés de radiotélévision qui réunissent les conditions suivantes :

- a) Avoir leur siège social en Vallée d'Aoste ;
- b) Véhiculer des informations portant essentiellement sur la réalité sociale, économique et culturelle valdôtaine ;
- c) Employer des techniciens et des journalistes recrutés sous contrat professionnel.

5. Les demandeurs doivent déclarer sur l'honneur s'ils ont bénéficié pendant les trois dernières années d'aides nationales ou régionales, ou si des demandes déposées à cet effet sont en cours d'instruction.

6. Les aides en cause sont cumulables avec d'autres financements régulièrement autorisés et notifiés à la commission CEE.

7. Le cumul de plusieurs aides *de minimis* ne doit pas dépasser les 100 000 écus.

CHAPITRE II COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

Art. 3 (Communication d'intérêt public)

1. Par communication d'intérêt public on entend toute action de communication institutionnelle susceptible de diffuser une information d'intérêt public en dehors de l'Administration, par des techniques de promotion de l'information et, dans tous les cas, toute action touchant le domaine de la publicité.

2. Les initiatives de communication d'intérêt public ont pour but :

- a) D'informer quant à l'activité législative, administrative et de planification de la Région, et notamment quant à la mise en application par la Région des lois et des autres actes de nature sociale, des programmes et des plans de développement, ainsi que des directives communautaires et des autres actes de la CEE ;
- b) De valoriser l'image de la Vallée d'Aoste, excepté les campagnes de publicité à vocation touristique ;
- c) D'améliorer la connaissance des services publics fournis au plan régional et des modalités pour y accéder ;
- d) De réaliser régulièrement, dans le cadre des compétences régionales, des actions de communication destinées au développement civil de la société ;
- e) D'éduquer à la défense de la santé, de l'environnement, du patrimoine culturel et artistique, des biens publics, et aux valeurs de la paix, de la solidarité et du multiculturalisme.

Art. 4
(Disciplina dei messaggi pubblicitari)

1. Il contenuto dei messaggi pubblicitari e delle iniziative di comunicazione disciplinate dalla presente legge dev'essere conforme ai seguenti principi:

- a) le iniziative di comunicazione e di promozione pubblicitaria realizzate dalla Regione e dagli enti da essa dipendenti devono rispondere ad esigenze di pubblica utilità;
- b) l'attività di comunicazione pubblica non deve costituire occasione di propaganda di parte personale, partitica e religiosa, né risultare funzionale ad interessi diversi da quelli della collettività;
- c) la comunicazione pubblica deve avvenire nel rispetto della legislazione vigente in materia di proprietà letteraria, artistica ed industriale e dei diritti delle persone per la salvaguardia della propria immagine;
- d) le rappresentazioni, i messaggi e gli strumenti pubblicitari che contengono informazioni, dichiarazioni o attestazioni di persone ed istituzioni determinate devono essere autorizzate dalle stesse o dagli aventi diritto;
- e) i messaggi devono essere costruiti in modo positivo e non lesivo delle opinioni e dei sentimenti altrui. Non possono contenere confronti ingannevoli e denigratori, né presentare contenuti discriminatori di alcun tipo;
- f) il materiale pubblicitario deve riportare il logo dell'ente, la denominazione del settore e dell'organo istituzionale committente, la sola indicazione della carica e della funzione dei relativi responsabili amministrativi ed istituzionali, la sigla o la denominazione del soggetto eventualmente incaricato della loro realizzazione;
- g) qualunque comunicazione di tipo pubblicitario dev'essere evidenziata in modo che possa essere riconosciuta come tale e distinta da informazioni di tipo redazionale per mezzo di idonei accorgimenti;
- h) ogni iniziativa di comunicazione pubblica dev'essere realizzata nel rispetto della legge e delle norme contenute nel codice di autodisciplina pubblicitaria.

2. È fatto obbligo di dimostrare, in qualsiasi momento, la veridicità dei dati, delle informazioni, delle descrizioni e delle illustrazioni pubblicate.

Art. 5
(Organizzazione e struttura)

1. Ai sensi degli art. 6 e 8 della legge regionale 23 ottobre 1995, n. 45 (Riforma dell'organizzazione dell'Amministrazione regionale della Valle d'Aosta e revisione della disciplina del personale), la Giunta regionale individua una struttura che:

- a) consenta la più celere e completa comunicazione con le varie testate giornalistiche dei quotidiani, dei periodici e della radiotelevisione;

Art. 4
(Réglementation de la publicité)

1. Le contenu de la publicité et des initiatives de communication réglementées par la présente loi repose sur les principes suivants :

- a) Les initiatives de communication et de promotion réalisées par la Région et par des organismes qui en dépendent, doivent répondre aux exigences d'intérêt public ;
- b) L'activité de communication publique ne doit pas s'avérer une occasion pour la propagande personnelle, politique et religieuse. Elle ne doit non plus servir des intérêts autres que ceux de la collectivité ;
- c) La communication publique doit se dérouler dans le respect de la législation en vigueur en matière de propriété littéraire, artistique et industrielle et dans le respect des droits des individus à la sauvegarde de leur image ;
- d) Les représentations, les messages, les moyens de publicité véhiculant des informations, des déclarations ou des témoignages de personnalités ou d'institutions doivent être autorisés par ces dernières ou par les ayants droit ;
- e) Les messages doivent être conçus de manière positive et ne doivent pas porter atteinte aux opinions et aux sentiments d'autrui. Ils ne peuvent pas présenter des comparaisons trompeuses et diffamatoires ni avoir des contenus discriminatoires ;
- f) Sur le matériel publicitaire doit figurer uniquement la mention des fonctions des responsables administratifs et institutionnels, ainsi que le logo de l'établissement, la dénomination du secteur et de l'organe institutionnel commanditaire, le sigle ou la dénomination de l'éventuel mandataire ;
- g) Tout message de nature publicitaire doit être mis en évidence de manière que l'on puisse le reconnaître comme tel et le distinguer des informations de la rédaction par le biais de procédés adaptés ;
- h) Toute initiative de communication publique doit être réalisée dans le respect de la loi et des dispositions visées au code d'autodiscipline de la publicité.

2. La véracité des données, des informations, des descriptions et des illustrations publiées doit pouvoir être prouvée à tout moment.

Art. 5
(Organisation et structure)

1. Aux termes des articles 6 et 8 de la loi régionale n° 45 du 23 octobre 1995, portant réforme de l'organisation de l'Administration régionale de la Vallée d'Aoste et révision de la réglementation du personnel, le Gouvernement régional met en place une structure susceptible :

- a) De permettre la communication la plus rapide et complète avec les différents quotidiens et périodiques ainsi qu'avec les radios et les télévisions ;

b) garantisce la programmazione, l'organizzazione ed il coordinamento di tutte le funzioni di informazione e di comunicazione poste in essere dalla Regione.

2. La struttura di cui al comma 1 provvede, tra l'altro, a:

- a) funzionare come centro di orientamento e consulenza per gli enti locali per la realizzazione di piani e procedure;
- b) programmare corsi di formazione professionale di cui all'art. 11.

CAPO III

INTERVENTI A FAVORE DELL'INFORMAZIONE

Art. 6

(Sostegno alle imprese e all'innovazione tecnologica)

1. La Regione, al fine di promuovere il pluralismo del sistema informativo locale ed il suo adeguato sviluppo, sostiene le iniziative di qualificazione e di ammodernamento del settore favorendo gli investimenti relativi all'acquisizione e all'innovazione di strutture e di mezzi di produzione dell'informazione locale scritta e radiotelevisiva. Gli interventi sono destinati alle imprese editoriali e radiotelevisive di cui all'art. 2, comma 4.

2. Al fine di realizzare gli obiettivi di cui al comma 1, la Giunta regionale, con proprio provvedimento da emanarsi entro trenta giorni dall'entrata in vigore della presente legge e, successivamente, entro il 30 novembre di ogni anno, adotta un programma degli interventi volti a:

- a) prevedere contributi per acquisti di carta e servizi;
- b) prevedere contributi per spese per la realizzazione di notiziari;
- c) prevedere contributi a sostegno di iniziative di collaborazione e di integrazione tra testate, anche sotto forma di strutture comuni di servizi e di agenzie giornalistiche di informazione regionale;
- d) prevedere contributi per incentivare l'uso delle lingue francese, francoprovenzale e walser nei notiziari radiotelevisivi e negli articoli dei periodici e delle agenzie.

Art. 7

(Criteri e modalità per la concessione dei contributi)

1. I criteri e le modalità per la concessione dei contributi di cui agli art. 2 e 6 sono stabiliti con regolamento regionale, da adottarsi entro centoventi giorni dall'entrata in vigore della presente legge.

Art. 8

(Sostegno all'informazione dell'attività associativa, politica e sindacale)

1. Al fine di consentire la pubblicazione degli organi di

b) D'assurer la programmation, l'organisation et la coordination de toutes les activités d'information et de communication réalisées par la Région.

2. La structure visée au premier alinéa du présent article pourroit, entre autres :

- a) A exercer des fonctions d'orientation et de conseil pour les collectivités locales, en vue de la mise en œuvre de plans et de procédures ;
- b) A organiser les cours de formation professionnelle visés à l'art. 11 de la présente loi.

CHAPITRE III

AIDES AU PROFIT DE L'INFORMATION

Art. 6

(Aides aux médias et à l'innovation technologique)

1. La Région, afin de promouvoir le pluralisme du système d'information local et son développement adéquat, soutient les initiatives de remaniement et de modernisation du secteur, en favorisant les investissements en vue de l'acquisition et de l'innovation des structures et du matériel destinés à la presse écrite et radiotélévisée. Les aides sont accordées aux maisons d'édition et aux sociétés de radiotélévision visées au quatrième alinéa de l'art. 2.

2. En vue de la réalisation des objectifs visés au premier alinéa du présent article, le Gouvernement régional, par une délibération à prendre dans les trente jours qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, et, par la suite, avant le 30 novembre de chaque année, adopte un plan d'action prévoyant :

- a) Des subventions pour l'achat de papier et de services ;
- b) Des subventions pour le financement des frais supportés pour la réalisation des bulletins d'information ;
- c) Des subventions au profit d'initiatives de collaboration entre les médias et d'intégration de ces derniers, par la mise en place également de structures de services communes et d'agences de presse régionales ;
- d) Des subventions pour encourager l'usage du français, du francoprovençal et du walser lors des journaux radiotélévisés et dans les articles des périodiques et des agences de presse.

Art. 7

(Critères et modalités pour l'octroi des subventions)

1. Les critères et les modalités pour l'octroi des subventions visées aux articles 2 et 6 de la présente loi sont établis par règlement régional qui doit être adopté dans les cent vingt jours qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 8

(Aides aux organismes associatifs, politiques et syndicaux)

1. Aux fins de la publication des organes de presse des

informazione di associazioni o enti senza finalità di lucro, di partiti o movimenti politici e di organizzazioni sindacali, possono essere concessi contributi, anche in deroga al requisito di cui all'art. 2, comma 4, lett. c).

2. Gli organi di informazione di cui al comma 1 devono essere pubblicati e distribuiti con cadenza almeno bimensile e con una tiratura minima di tremila copie per uscita.

3. I contributi sono concessi agli editori degli organi di cui al comma 1 nella misura del cinquanta per cento delle spese documentate e inerenti all'acquisto della carta, alla stampa e alla distribuzione del periodico.

4. L'ammontare massimo annuo dei contributi di cui al comma 3 è fissato in 20.000 ECU per ogni organo di informazione.

Art. 9

(Istituzione di un unico capitolo di bilancio per la comunicazione istituzionale)

1. La Presidenza della Giunta e la Presidenza del Consiglio istituiscono, ciascuna nel rispettivo bilancio, uno specifico capitolo cui imputare tutte le spese afferenti alla comunicazione istituzionale derivanti dall'applicazione della presente legge.

2. Non devono essere indicate, nei capitoli di cui al comma 1, le spese delle comunicazioni effettuate in adempimento di obblighi di pubblicità legale nonché le spese delle comunicazioni inerenti alla produzione o alla commercializzazione di beni o servizi.

3. Il dirigente della struttura di cui all'art. 5 trasmette annualmente alla competente commissione consiliare il riepilogo delle spese di pubblicità della Regione.

Art. 10

(Commissione tecnica per l'informazione)

1. È costituita con deliberazione della Giunta regionale una Commissione tecnica per l'informazione composta da:

- a) il dirigente della struttura di cui all'art. 5 ed il dirigente della corrispondente struttura del Consiglio regionale;
- b) il presidente dell'Ordine dei giornalisti della Valle d'Aosta, o suo delegato;
- c) il presidente dell'Associazione della stampa valdostana, o suo delegato;
- d) un rappresentante del Comitato regionale per i servizi radiotelevisivi (CORERAT);
- e) un rappresentante degli editori della carta stampata e delle agenzie;
- f) un rappresentante degli editori delle imprese radiotelevisive.

associations ou des établissements sans but lucratif, des partis ou des mouvements politiques et des organisations syndicales, des subventions peuvent être accordées, s'il y a lieu, par dérogation aux conditions requises visées à la lettre c) du quatrième alinéa de l'art. 2 de la présente loi.

2. Les organes de presse visés au premier alinéa du présent article doivent être publiés et diffusés au moins tous les deux mois et doivent être tirés à trois mille exemplaires au moins.

3. Les subventions sont accordées aux maisons d'éditions des organes visés au premier alinéa du présent article à raison de 50% des dépenses documentées et afférentes à l'achat du papier, à l'impression et à la diffusion du périodique.

4. Le plafond des subventions visées au troisième alinéa du présent article est fixé à 20 000 écus pour chaque organe d'information.

Art. 9

(Création d'un seul chapitre de budget pour la communication institutionnelle)

1. La Présidence du Gouvernement et la Présidence du Conseil instituent, chacune dans son budget, un chapitre spécifique auquel sont appliquées toutes les dépenses afférentes à la communication institutionnelle découlant de la mise en application de la présente loi.

2. Dans les chapitres visés au premier alinéa du présent article, ne sont pas mentionnés les frais relatifs aux annonces légales obligatoires, ainsi que les frais des communications afférentes à la production et à la commercialisation de biens et services.

3. Le dirigeant de la structure visée à l'art. 5 de la présente loi communique annuellement à la commission du Conseil compétente le relevé des dépenses de publicité de la Région.

Art. 10

(Commission technique pour l'information)

1. Par délibération du Gouvernement régional, est créée la Commission technique pour l'information qui comprend :

- a) Le dirigeant de la structure visée à l'art. 5 et le dirigeant de la structure correspondante du Conseil régional ;
- b) Le président de l'Ordre des journalistes de la Vallée d'Aoste, ou son délégué ;
- c) Le président du Syndicat des journalistes valdôtains, ou son délégué ;
- d) Un représentant du Comité régional pour les services radiotélévisés (CORERAT) ;
- e) Un représentant des maisons d'édition et des agences de presse ;
- f) Un représentant des sociétés de radiotélévision ;

2. La Commissione:

- a) esprime valutazioni sul riepilogo analitico delle spese di pubblicità della Regione;
- b) esprime parere sulle iniziative di cui agli art. 6 e 11;
- c) svolge compiti di indagine istruttoria e valutazione nel campo delle finalità della presente legge.

Art. 11
(Formazione professionale)

1. La Regione, nell'ambito del proprio programma di formazione professionale, promuove la realizzazione di specifici corsi per gli operatori del settore.

2. I corsi di cui al comma 1 possono essere gestiti direttamente dalla Regione oppure, mediante convenzioni, in collaborazione con enti pubblici e privati.

Art. 12
(Convenzioni con il sistema radiotelevisivo pubblico e privato)

1. Il Presidente della Giunta regionale, previa deliberazione della Giunta stessa, stipula convenzioni con le sedi periferiche della concessionaria pubblica e i concessionari privati in ambito locale, ai sensi dell'art. 7, comma 2, della legge 6 agosto 1990, n. 223 (Disciplina del sistema radiotelevisivo pubblico e privato).

Art. 13
(Disposizioni finanziarie)

1. Per gli interventi previsti dall'art. 6 è autorizzata, a decorrere dal 1999, la spesa annua di lire 382 milioni che graverà sul capitolo 21430 che si istituisce nella parte spesa del bilancio regionale.

2. Alla copertura dell'onere di cui al comma 1 si provvede mediante utilizzo, per corrispondente importo annuo, delle risorse iscritte al capitolo 21420. A decorrere dall'anno 2000, l'onere è annualmente determinato con legge finanziaria.

Art. 14
(Variazioni di bilancio)

1. Alla parte spesa del bilancio della Regione per gli anni 1998/2000 sono approvate le seguenti variazioni:

a) variazioni in diminuzione:

cap. 21420 «Contributi ai periodici locali per favorire la più ampia informazione sull'attività della Regione»

anno 1999:	lire	382.000.000
anno 2000:	lire	382.000.000;

2. Il appartient à la Commission :

- a) De formuler des appréciations sur le relevé analytique des dépenses de publicité de la Région ;
- b) D'exprimer son avis sur les actions visées aux articles 6 et 11 de la présente loi ;
- c) D'exercer les fonctions d'instruction et d'appréciation dans le cadre des finalités de la présente loi.

Art. 11
(Formation professionnelle)

1. La Région, dans le cadre de son plan de formation professionnelle, encourage la réalisation de cours spécifiques au profit des opérateurs du secteur de l'information.

2. Les cours visés au premier alinéa du présent article peuvent être gérés en régie par la Région, ou, par des conventions, en collaboration avec des organismes publics et privés.

Art. 12
(Conventions avec le système de radiotélévision public et privé)

1. Le Président du Gouvernement régional, sur délibération dudit Gouvernement, passe des conventions avec les organes périphériques du concessionnaire du service public et avec les concessionnaires du service privé au plan local, aux termes du deuxième alinéa de l'article 7 de la loi n° 223 du 6 août 1990, portant réglementation du système de radiotélévision public et privé).

Art. 13
(Dispositions financières)

1. Aux fins prévues à l'art. 6 de la présente loi, est autorisée, à compter de 1999, la dépense annuelle de 382 millions de liras applicable au chapitre 21430 (nouveau chapitre) de la partie dépenses du budget régional.

2. La dépense visée au premier alinéa du présent article est couverte par le prélèvement d'un montant correspondant des crédits inscrits au chapitre 21420. A compter de l'an 2000, ladite dépense est fixée chaque année par loi de finances.

Art. 14
(Rectifications du budget)

1. Les rectifications suivantes sont apportées à la partie dépenses du budget 1998/2000 de la Région :

a) Diminution:

chap. 21420 «Subventions à la presse locale en vue d'une plus ample information sur l'activité de la Région»

Année 1999 :	382 000 000 L
Année 2000 :	382 000 000 L

b) variazioni in aumento:

programma regionale 21603
codificazione 11163211

cap. 21430 «Interventi per la valorizzazione e lo sviluppo dell'informazione locale»

anno 1999:	lire	382.000.000
anno 2000:	lire	382.000.000.

CAPO IV
DISPOSIZIONI FINALI

Art. 15
(Abrogazioni)

1. Sono abrogate le seguenti leggi regionali:

- a) 15 maggio 1974, n. 13 (Provvedimenti intesi a favorire la più ampia informazione sull'attività della Regione);
- b) 29 gennaio 1980, n. 7 (Modifiche delle tabelle A) e B) allegate alla legge regionale 15 maggio 1974, n. 13);
- c) 4 agosto 1982, n. 33 (Ulteriore modifica delle tabelle A) e B) allegate alla legge regionale 15 maggio 1974, n. 13: Provvedimenti intesi a favorire la più ampia informazione sull'attività della Regione);
- d) 10 giugno 1983, n. 45 (Rifinanziamento della legge regionale 15 maggio 1974, n. 13: provvedimenti intesi a favorire la più ampia informazione sull'attività della Regione);
- e) 10 gennaio 1985, n. 3 (Riparto dei residui dello stanziamento di cui alla legge regionale 15 maggio 1974, n. 13 concernente: Provvedimenti intesi a favorire la più ampia informazione sull'attività della Regione);
- f) 10 agosto 1987, n. 62 (Modifica della legge regionale 15 maggio 1974, n. 13, «Provvedimenti intesi a favorire la più ampia informazione sull'attività della Regione» e delle alleghe tabelle A) e B));
- g) 13 giugno 1991, n. 18 (Ulteriori provvedimenti intesi a favorire la più ampia informazione sull'attività della Regione).

Art. 16
(Entrata in vigore)

1. La presente legge entra in vigore il 1° gennaio 1999.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 26 maggio 1998.

Il Presidente
VIÉRIN

b) Augmentation:

programme régional 21603
codification 11163211

chap. 21430 «Subventions pour la valorisation et la promotion des moyens d'information locaux»

Année 1999 :	382 000 000 L
Année 2000 :	382 000 000 L

CHAPITRE IV
DISPOSITIONS FINALES

Art. 15
(Abrogations)

1. Sont abrogées les lois régionales suivantes :

- a) N° 13 du 15 mai 1974, portant mesures visant à assurer une meilleure information sur l'activité de la Région ;
- b) N° 7 du 29 janvier 1980, modifiant les tableaux A et B annexés à la loi régionale n° 13 du 15 mai 1974 ;
- c) N° 33 du 4 août 1982, modifiant ultérieurement les tableaux A et B annexés à la loi régionale n° 13 du 15 mai 1974 relative aux mesures visant à assurer une meilleure information sur l'activité de la Région ;
- d) N° 45 du 10 juin 1983, portant dépense accrue pour l'application de la loi régionale n° 13 du 15 mai 1974 relative aux mesures visant à assurer une meilleure information sur l'activité de la Région ;
- e) N° 3 du 10 janvier 1985, portant répartition des restes du crédit ouvert par la loi régionale n° 13 du 15 mai 1974 relative aux mesures visant à assurer une meilleure information sur l'activité de la Région ;
- f) N° 62 du 10 août 1987, modifiant la loi régionale n° 13 du 15 mai 1974 relative aux mesures visant à assurer une meilleure information sur l'activité de la Région et les tableaux A et B en annexe ;
- g) N° 18 du 13 juin 1991, relative aux nouvelles mesures visant à assurer une meilleure information sur l'activité de la Région.

Art. 16
(Entrée en vigueur)

1. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 26 mai 1998.

Le président,
Dino VIÉRIN

LAVORI PREPARATORI

Disegno di legge n. 314

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 891 del 20.03.1998);
- presentato al Consiglio regionale in data 23.03.1998;
- assegnato alla 2^a Commissione consiliare permanente in data 26.03.1998;
- esaminato dalla 2^a Commissione consiliare permanente, con parere in data 06.04.1998, nuovo testo della Commissione;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 10.04.1998, con deliberazione n. 3117/X;
- trasmesso al Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 24.04.1998;
- vistato dal Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 20.05.1998.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Projet de loi n° 314

- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 891 du 20.03.1998) ;
- présenté au Conseil régional en date du 23.03.1998 ;
- soumis à la 2^{ème} Commission permanente du Conseil en date du 26.03.1998 ;
- examiné par la 2^{ème} Commission permanente du Conseil – avis en date du 06.04.1998, nouveau texte de la Commission ;
- approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 10.04.1998, délibération n° 3117/X ;
- transmis au Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 24.04.1998 ;
- visé par le Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 20.05.1998.

Le seguenti note, redatte a cura del Servizio del Bollettino ufficiale, ai sensi dell'articolo 7, secondo comma, lettera «g» della legge regionale 29 maggio 1992, n. 19, hanno il solo scopo di facilitare la lettura delle disposizioni di legge richiamate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

NOTE ALLA LEGGE REGIONALE 26 MAGGIO 1998 N. 41.

Nota all'articolo 5 :

⁽¹⁾ L'articolo 6 della legge regionale 23 ottobre 1995, n. 45 prevede quanto segue :

«(Principi fondamentali di organizzazione)

1. Per assicurare la massima efficienza e produttività di gestione, la riorganizzazione delle strutture dell'Amministrazione regionale è attuata dalla Giunta regionale entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge nel rispetto dei seguenti principi:

- a) articolazione delle strutture dirigenziali regionali per funzioni omogenee, distinguendo tra funzioni finali e funzioni strumentali secondo criteri di flessibilità, per rispondere al mutamento delle esigenze e per adattarsi allo svolgimento di compiti anche non permanenti e al raggiungimento di specifici obiettivi;
- b) istituzione di strutture dirigenziali sulla base di criteri di omogeneità, di complementarietà e di organicità, anche mediante l'accorpamento di strutture esistenti, al fine di eliminare duplicazioni organizzative e funzionali e razionalizzare la distribuzione delle competenze;
- c) introduzione di sistemi di verifica dei risultati, di monitoraggio e di valutazione, da applicare, in particolare, a procedimenti e procedure amministrative, a carichi di lavoro e indici di produttività, a incentivi alla produttività alla qualità della produzione ed ai costi di produzione;
- d) introduzione di sistemi a tecnologia avanzata che consentano lo snellimento delle procedure atte a rendere più tempestiva l'azione e l'intervento dell'Amministrazione regionale mediante una immediata disponibilità delle informazioni necessarie ai centri decisionali;
- e) introduzione di procedure di contenimento e controllo

- f) *della spesa globale per il personale;*
- f) *definizione dei criteri organizzativi per determinare l'orario di servizio e l'orario di apertura al pubblico anche per la realizzazione delle finalità di cui all'art. 9;*
- g) *definizione di un'ottimale distribuzione delle risorse umane attraverso la coordinata attuazione dei processi di mobilità e di reclutamento del personale previa predisposizione di un piano programmatico del fabbisogno per singola struttura, da determinarsi sulla base dei servizi da erogare, tenuto conto dei carichi di lavoro;*
- h) *partecipazione democratica del personale dipendente, nell'ambito delle attribuzioni professionali delle rispettive qualifiche, alla definizione dei metodi di lavoro e alle modalità di esercizio delle competenze assegnate nonché alla verifica dei risultati;*
- i) *garanzia di accrescimento delle capacità professionali degli operatori attraverso la realizzazione di un sistema di formazione permanente del personale regionale;*
- l) *introduzione di sistemi di valutazione dell'attività del personale.».*

L'articolo 8 della legge regionale 23 ottobre 1995 prevede quanto segue :

«(Individuazione delle strutture e determinazione delle piante organiche)

1. La Giunta regionale istituisce le strutture organizzative dirigenziali, sia permanenti sia temporanee, e ne definisce contestualmente l'articolazione, le competenze, il sistema di interrelazioni ai sensi degli art. 6 e 7.
2. La Giunta regionale definisce, sulla base dei principi organizzativi di cui agli art. 6 e 7 e nei limiti di spesa relativi alla dotazione organica definita con legge:
 - a) l'articolazione delle posizioni dirigenziali in relazione alle strutture organizzative;
 - b) la ripartizione della dotazione organica in qualifiche funzionali;
 - c) i profili professionali in cui si articolano le qualifiche funzionali e il numero dei posti di organico per ciascun profilo;
 - d) l'articolazione della dotazione organica per ogni struttura dirigenziale.

3. *L'articolazione delle strutture organizzative è aggiornata periodicamente ed ogni qualvolta siano messe in atto modifiche rilevanti riguardanti i compiti, la loro complessità, la distribuzione delle responsabilità e l'assegnazione delle risorse.».*

Nota all'articolo 12 :

⁽²⁾ L'articolo 7, comma 2, della legge 6 agosto 1990, n. 223 prevede quanto segue :
«*La concessione di cui all'articolo 2, comma 2, prevede forme di collaborazione con le realtà culturali e informative delle regioni e fissa i criteri in base ai quali possono essere stipulate convenzioni tra le sedi periferiche della concessionaria pubblica, le Regioni e i concessionari privati in ambito locale. Il comitato regionale per servizi radiotelevisivi definisce i contenuti di tali collaborazioni e convenzioni e ne coordina l'attuazione per conto della Regione.».*

Note all'articolo 15 :

⁽³⁾ La legge regionale 15 maggio 1974, n. 13 è stata pubblicata sul Bollettino Ufficiale n. 4 del 18 giugno 1974.

La legge regionale 29 gennaio 1980, n. 7 è stata pubblicata sul Bollettino Ufficiale n. 1 del 30 gennaio 1980.

La legge regionale 4 agosto 1982, n. 33 è stata pubblicata sul Bollettino Ufficiale n. 12 del 30 settembre 1982.

La legge regionale 10 giugno 1983, n. 45 è stata pubblicata sul Bollettino Ufficiale n. 16 del 4 luglio 1983.

La legge regionale 10 gennaio 1985, n. 3 è stata pubblicata sul Bollettino Ufficiale n. 1 del 31 gennaio 1985.

La legge regionale 10 agosto 1987, n. 62 è stata pubblicata sul Bollettino Ufficiale n. 18 del 17 settembre 1987.

La legge regionale 13 giugno 1991, n. 18 è stata pubblicata sul Bollettino Ufficiale n. 28 del 25 giugno 1991.

Legge regionale 26 maggio 1998, n. 42.

Modificazioni alla legge regionale 7 luglio 1995, n. 22 (Norme in materia di invalidi civili, ciechi civili e sordomuti), come modificata dalla legge regionale 10 luglio 1996, n. 14.

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

promulga

la seguente legge:

Art. 1
(Modificazioni all'art. 6)

1. Il comma 1 dell'art. 6 della legge regionale 7 luglio 1995, n. 22 (Norme in materia di invalidi civili, ciechi civili e sordomuti), come modificato dall'art. 2 della legge regionale 10 luglio 1996, n. 14, è sostituito dal seguente:

«1. Ai membri delle commissioni di cui all'art. 4 è corrisposto un gettone di presenza per ogni giornata di seduta ed un compenso per ogni soggetto visitato pari al settantacinque per cento del compenso spettante al Presidente delle commissioni stesse, che è determinato in lire 126.800 lorde per giornata di seduta ed in lire 12.680 lorde per soggetto visitato. I suddetti importi possono essere adeguati annualmente con provvedimento della Giunta regionale in misura non superiore alla variazione percentuale verificatasi negli indici dei prezzi al consumo per le famiglie di operai ed impiegati rilevata dall'ISTAT nel periodo gennaio/dicembre dell'anno precedente.»

Loi régionale n° 42 du 26 mai 1998,

modifiant la loi régionale n° 22 du 7 juillet 1995, portant dispositions en matière d'invalides, d'aveugles et de sourds-muets, telle qu'elle a été modifiée par la loi régionale n° 14 du 10 juillet 1996.

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

promulgue

la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}
(Modifications de l'art. 6)

1. Le 1^{er} alinéa de l'art. 6 de la loi régionale n° 22 du 7 juillet 1995 (Dispositions en matière d'invalides, d'aveugles et de sourds-muets), tel qu'il a été modifié par la loi régionale n° 14 du 10 juillet 1996, est remplacé comme suit :

«1. Les membres des commissions visées à l'art. 4 perçoivent un jeton de présence pour chaque journée de séance et une rémunération pour chaque personne visitée à raison de soixante-quinze pour cent de la rémunération due au président desdites commissions, qui s'élève à 126 800 L brutes pour chaque journée de séance et à 12 680 L pour chaque personne visitée. Lesdits montants peuvent être actualisés chaque année par délibération du Gouvernement régional ; leur augmentation ne peut toutefois dépasser le pourcentage de variation subi par les indices des prix à la consommation pour les familles d'ouvriers et d'employés enregistré par l'ISTAT au titre de la période janvier/décembre de l'année précédente.»

Art. 2
(Variazioni di bilancio)

1. Per il funzionamento delle commissioni di cui all'art. 1 è autorizzata la spesa di lire 200.000.000 annue.

2. Alla copertura degli oneri si provvede mediante utilizzo della somma di lire 150.000.000 annue già iscritta al capitolo 60955 (Spese per il funzionamento delle commissioni mediche incaricate dell'accertamento sanitario degli stati d'invalidità) del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1998 e per il triennio 1998/2000.

3. Alla copertura della maggiore spesa si provvede mediante prelievo della somma di lire 50.000.000 dal capitolo 61600 del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1998 e per il triennio 1998/2000.

4. Alla parte spesa del bilancio di previsione della Regione per gli anni 1998, 1999 e 2000 sono apportate, per ciascun anno, le seguenti variazioni in termini di competenza e, limitatamente all'anno 1998, anche di cassa:

a) in diminuzione:

cap. 61600 «Spese per la costruzione e ristrutturazione di presidi residenziali socio-assistenziali»
lire 50.000.000;

b) in aumento:

cap. 60955 «Spese per il funzionamento delle commissioni mediche incaricate dell'accertamento sanitario degli stati d'invalidità»
lire 50.000.000.

Art. 3
(Dichiarazione d'urgenza)

1. La presente legge è dichiarata urgente ai sensi dell'art. 31, comma terzo, dello Statuto speciale per la Valle d'Aosta ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 26 maggio 1998.

Il Presidente
VIÉRIN

LAVORI PREPARATORI

Disegno di legge n. 315

– di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 958 del 23.03.1998);

Art. 2
(Rectifications du budget)

1. Une dépense annuelle de L 200 000 000 est autorisée en vue du fonctionnement des commissions visées au 1^{er} alinéa de la présente loi.

2. La dépense susmentionnée est couverte par l'utilisation des crédits, s'élevant à 150 000 000 L par an, déjà inscrits au chapitre 60955 (Dépenses pour le fonctionnement des commissions médicales chargées de la constatation de la qualité d'invalidité) du budget prévisionnel 1998 et du budget pluriannuel 1998/2000 de la Région.

3. La dépense supplémentaire est couverte par le prélèvement de la somme de 50 000 000 L des crédits inscrits au chapitre 61600 du budget prévisionnel 1998 et du budget pluriannuel 1998/2000 de la Région.

4. La partie dépenses du budget prévisionnel 1998, 1999 et 2000 de la Région fait l'objet, pour chacune desdites années, des rectifications suivantes, au titre de l'exercice budgétaire et, limitativement à l'année 1998, au titre des fonds de caisse :

a) Diminution :

Chap. 61600 «Dépenses pour la construction et la rénovation de centres d'accueil sociaux»
50 000 000 L

b) Augmentation :

Chap. 60955 «Dépenses pour le fonctionnement des commissions médicales chargées de la constatation de la qualité d'invalidité»
50 000 000 L

Art. 3
(Déclaration d'urgence)

1. La présente loi est déclarée urgente aux termes du troisième alinéa de l'article 31 du Statut spécial et entrera en vigueur le jour qui suit celui de sa publication.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 26 mai 1998.

Le président,
Dino VIÉRIN

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Projet de loi n° 315

– à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 958 du 23.03.1998) ;

-
- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">- presentato al Consiglio regionale in data 26.03.1998;- assegnato alle Commissioni consiliari permanenti 2^a e 5^a in data 31.03.1998;- esaminato dalle Commissioni consiliari permanenti 2^a e 5^a, con parere in data 02.04.1998;- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 10.04.1998, con deliberazione n. 3118/X;- trasmesso al Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 24.04.1998;- vistato dal Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 20.05.1998. | <ul style="list-style-type: none">- présenté au Conseil régional en date du 26.03.1998 ;- soumis aux Commissions permanentes 2^{ème} et 5^{ème} du Conseil en date du 31.03.1998 ;- examiné par les Commissions permanentes du Conseil 2^{ème} et 5^{ème} – avis en date du 02.04.1998 ;- approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 10.04.1998, délibération n° 3118/X ;- transmis au Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 24.04.1998 ;- visé par le Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 20.05.1998. |
|---|--|
-

Le seguenti note, redatte a cura del Servizio del Bollettino ufficiale, ai sensi dell'articolo 7, secondo comma, lettera «g» della legge regionale 29 maggio 1992, n. 19, hanno il solo scopo di facilitare la lettura delle disposizioni di legge richiamate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

NOTE ALLA LEGGE REGIONALE
26 MAGGIO 1998 N. 42.

Nota all'articolo 1 :

- ⁽¹⁾ Il comma 1 dell'articolo 6 della legge regionale 7 luglio 1995, n. 22, come modificato dall'articolo 2 della legge regionale 10 luglio 1996, n. 14 prevedeva quanto segue :

«Ai membri delle commissioni di cui all'art. 4 è corrisposto un gettone di presenza per ogni giornata di seduta, quantificato in lire sessantamila lorde, ed un compenso lordo di lire seimila per ogni soggetto visitato ; al presidente della commissione competono, rispettivamente, un gettone di presenza di lire centoventimila lorde e un compenso lordo di lire dodicimila. I suddetti importi potranno essere adeguati annualmente, in misura non superiore all'indice ISTAT, con provvedimento della Giunta regionale.».

